

LE MONDE LIBERTAIRE

LE MENSUEL SANS DIEU NI MAÎTRE DE LA FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'internationale des fédérations anarchistes

<http://monde-libertaire.org>



EUROPE TERRE D'ÉCUEILS

QUEL CALME
CETTE MER MEDITÉRANÉE !
DOMMAGE TOUS CES DÉCHETS...



Éditorial

Tout d'abord bonjour à vous nos lectrices et lecteurs.

En ce début de printemps, notre journal vous offre comme à son habitude une foulditude de pistes de réflexion sur l'actualité, à commencer par le thème de notre dossier du mois, à savoir les réfugiés et les migrations. Nous nous sommes attachés à extirper de ce boulogi bouloga de novlangue qu'est le mot « migrant », intentionnellement non représentatif de la situation des personnes qui immigrent vers l'Europe, la notion de « réfugié ».

En effet, que dit la définition officielle retenue dans la convention de 1951 sur la protection des réfugiés : « *Les réfugiés sont des personnes qui se trouvent hors de leur pays en raison d'une crainte de persécution, de conflit, de violences ou d'autres circonstances qui ont gravement bouleversé l'ordre public. Cette mise en danger de leur intégrité physique et psychologique exige de la part de la communauté internationale une protection irréfragable.* »

Or la perfidie de nos gouvernements européens bunkerisés a consisté à dissoudre cet impératif de solidarité dans un mot valise « migrant » qui occulte le danger et la nécessaire protection. Par exemple, sont inclus dans cette définition non juridiquement reconnue, les migrants saisonniers comme les travailleurs agricoles. Au regard de la situation dramatique et

des violences institutionnelles européennes révoltantes, que vivent nos semblables venus d'ailleurs, nous ne pouvions, que nous élever contre cette confusion entretenue machiavéliquement par ceux qui se définissent comme nos « dirigeants ». Cette psychopathie gouvernementale ne pouvait que nous interpeller et nous y avons répondu en tentant modestement de mettre en exergue cette urgence humanitaire.

D'autre part, et toujours, des luttes se déroulent, certaines continuent sous nos yeux, d'autres commencent au-delà des mers. Nous avons rassemblé des textes qui les racontent, comme la détermination sans faille des Gilets Jaunes, dont l'Acte XVIII s'est invité – et sans carton – au Fouquet's ou celle du peuple Algérien qui lui aussi se lève et dit NON ! Nous invitons les sceptiques et les contempteurs des Gilets Jaunes, souvent armés des mêmes insultes et du même mépris que les scribes du Macronisme, à considérer l'insurrection algérienne qui, comme nous l'indique un de nos auteurs, réunit elle aussi, sans chefs et sans partis, l'immense majorité de ceux qui en ont marre, au-delà de tous les désaccords, dont la contemplation hypnotique en condamnent beaucoup ici, à l'immobilisme. La question est : ont-ils-elles conscience de la gémellité de ces deux

mouvements dans leurs spontanités, leurs organisations et leurs structurations et dans l'infinie diversité d'un peuple qui souffre ? On ne peut se satisfaire d'être des « savants », donneurs de notes et de leçons, se refusant à mouiller le maillot, à monter au créneau de ces luttes horizontales nées de « ceux qui ne sont rien », qui ne demandent ni avis ni codes pour se révolter contre l'injustice et l'autoritarisme.

Les mouvements sociaux d'aujourd'hui et d'hier, des deux côtés de la Méditerranée et d'ailleurs, s'accompagnent d'une évolution très rapide de certains participants, faisant s'épanouir en eux les fleurs de liberté et de fraternité qui attendaient le printemps des luttes pour éclore.

Enfin, nous explorons les œuvres de la culture, de l'esprit bien sûr, mais aussi du corps, comme le Gala de l'ASPA. Elles stimulent nos pratiques et nos imaginaires afin de continuer de poser les bases anarchistes, égalitaires et anti-autoritaires, d'une communauté humaine respectueuse de son environnement et au sein de laquelle, en pratique, il ferait bon vivre.

Le C.R.M.L.



LE MONDE LIBERTAIRE.NET
LE JOURNAL EN LIGNE SANS DIEU NI MAÎTRE DE LA FÉDÉRATION ANARCHISTE

Pour une information plus réactive, rejoignez-nous également sur le Monde libertaire en ligne.

<https://www.monde-libertaire.fr/>

Vous pouvez également vous tenir informer de la vie de la Fédération anarchiste sur

<https://www.federation-anarchiste.org/>



Credits artistes :

dessins

NEMO couverture

Gébé 10

Denis Lopatin 12 14 30 45 60

Jean-Louis Plun-Vin 13

Valérian Mailhe 15

18e8te 25

Jokoko 37

Toiles

Michèle Victor 35 49

Street art

Collectif Black lines 5 8

Merci et chapeau bas !

Pour le gala annuel de l'association « Paix et Amour »

« Venez encourager des combattant.e.s venu.e.s de partout : de Lille à Rome en passant par Amiens et Madrid, en faisant un détour par Saint-Denis puis un crochet par Rennes, Toulouse, Ivry, Gent et Gotham city. »

Ainsi s'est propagée dans les milieux parisiens et au-delà, l'annonce du Grand Gala annuel de l'ASPA – l'Association Sportive Paix et Amour – qui se déroulait les samedi 9 et dimanche 10 mars à la Parole Errante de Montreuil. Ce fut l'occasion d'assister à de nombreux combats-démonstration illustrant diverses disciplines martiales allant de la boxe au grappling (les luttes sans « percussion »), et dont les vainqueurs étaient désignés par un jury tournant formé de jeunes volontaires du public. Un plaisir des yeux – la chorégraphie des corps combattants – et des oreilles – les « encouhurlements » du public – et qui se mêlait à celui des papilles, puisqu'un bar et une cantine à prix libre étaient à notre disposition, le tout dans une ambiance festive et dont d'humour et l'auto-dérision n'étaient pas absents. « Mais... nous demandent avec insistance nos amis du comité de rédaction du Monde Libertaire, soucieux du respect de leur mandat ainsi que de l'intérêt et de la moralité de leurs lecteurs, pourquoi commenter un Gala de boxe dans un journal anarchiste, au risque d'être aussitôt critiqués pour toutes formes de manquement aux innombrables causes dont les anarchistes se sentent investis. »

« Et si l'on commence maintenant, continuent-ils, légitimement inquiet, à quand la rubrique sportive, le tiércé et les paris, les promotions croisées avec l'Équipe ? »

Il nous aura fallu proposer quelques bribes de réponses... détaillées ci-dessous. Premier élément, le contexte de ce Gala :

« Notre espace se veut accueillant bienveillant et vigilant afin d'éviter de reproduire des comportements virilistes, compétitifs et sexistes trop souvent présents dans les clubs et dans le sport plus généralement (et tout autres domaines de la vie bien sûr). Vous pourrez aussi manger, boire, vous faire tatouer, acheter des livres ou des t-shirts. »

« Sport » est bien, en effet, un mot difficile, un peu suspect, un peu louche, et derrière lequel pourrait se cacher des hordes de « beaufs », télé-addicts et videurs de canettes du fond de leur canapé. Il nous a donc semblé

intéressant de le questionner dans ces colonnes... car il faut aussi constater que le sport possède certaines vertus, il nous fournit l'occasion de prendre plaisir à cultiver un corps malmené par la sédentarité, de jouir de notre puissance d'agir sans nuire à autrui, et d'expérimenter le difficile mélange de coopération et de compétition qui est au cœur des sociétés humaines. Nous proposons donc, à titre exploratoire trois raisons de traiter du sport dans un journal anarchiste: physique, sociale et politique. Et s'il est besoin d'une quatrième... elle sera... pragmatique, puisqu'il s'agit ici de sports de combats.

La culture que l'on évoque par ces lignes est donc physique, de l'ordre du corps, de l'ordre ce que l'on est. Et contrairement aux chrétiens, dont l'Esprit Saint se passe très bien de



corps – la troisième personne du monothéisme est en effet bien éthérée –, les anarchistes peuvent penser qu'un corps sain est le terrain, peut-être non nécessaire, mais en tout cas très favorable au développement d'un esprit sain. La société libertaire doit encourager, la pleine et libre jouissance de son corps, l'exploration de ses possibilités, et le jeu avec ses limites ; l'étonnante continuité temporelle des *milieux libres* anarchistes, qui s'étendent du milieu du 19^{ième} siècle à nos jours, en sont un vibrant et très concret exemple. Dès leurs origines, ces communautés ont exploré le large éventail des modalités de l'entretien d'un corps-esprit en bonne santé : travail manuel, frugalisme voire ascétisme, végétarisme, sobriété, naturisme, gymnastique, amour libre, etc.

« Cette innocence et cette gratuité sont foncièrement anti-utilitaristes et anticapitalistes »

En second, et à l'opposé de l'éthique du calcul utilitariste au fondement des sociétés capitalistes, le sport nous incite à goûter le plaisir d'un effort *gratuit*, sans autre projet que son immédiateté. Sentir la fluidité d'un corps (assez) bien huilé, d'un geste (presque) parfait, est un plaisir tout à la fois trivial et bouleversant, à la portée de chacun, quelques soient ses capacités. Se faire violence pour repousser une limite, pour plonger plus profond, sauter plus haut, ou « tenir » (juste un peu) plus longtemps, apprendre aussi à ne pas aller trop loin et « casser », ce sont des occasions d'un magnifique jeu avec soi-même, indépendamment de toute course à la performance. En pratiquant un sport, on déploie le simple plaisir d'être une bête, d'être au monde et en accord avec lui. Cette innocence et cette gratuité sont foncièrement anti-utilitaristes et anticapitalistes ; la pratique d'un effort pur, sans autre objet que lui-même est la négation de leurs postulats. Elle dissout dans l'acide de sa transpiration cette pensée qui nous martèle chaque jour que « toute peine mérite salaire », que « le temps c'est de l'argent ». Ici le temps est perdu, ne

rapporte pas d'argent, et la peine, parfois infiniment grande, n'engendre aucun salaire – au mieux quelques vigoureuses giclées de dopamine et au pire l'hypertrophie bien temporaire d'un ego en mal d'amour – on est dans l'ordre de la vie dans ce qu'elle a de plus simple, de plus évident. Un corps se meut pour son plaisir immédiat, parfois pour le désir de franchir une limite, d'augmenter *ses possibles*.

Nous n'avons pas la place ici de questionner la pensée et les pratiques anarchistes sur la relation à « l'entraîneur », sur cette délégation volontaire d'une d'autorité forte, sur ce paradoxal mandat « d'autorité ». Il nous faudrait bien sûr également célébrer les extraordinaires joies, les nombreuses modalités, et l'extraordinaire efficacité de la coopération issue de l'intimité d'une équipe qui fonctionne. Mais, nous préférons dans ce premier article commencer l'exploration du délicat sujet de la compétition.

Il n'existe peut-être pas de sport sans compétition, les deux semblent intimement liés. Nous l'évoquons plus haut, les sociétés humaines doivent articuler coopération et compétition, et comme c'est en jouant que l'on apprend le mieux, l'humanité a inventé ces sports qui nous offrent les occasions d'apprendre en s'amusant cette danse complexe. Les anarchistes, on le sait ont une pensée de la coopération, inutile de citer ici les grands anciens : une société anarchiste valorise, encourage et crée les conditions de possibilité de la coopération, c'est une de ses forces majeures. Mais toutes choses vont par deux, et il nous paraît important pour la pensée et les pratiques anarchistes de penser aussi la compétition, de la comprendre afin de mieux l'appivoiser, d'en maîtriser le fiel pour mieux goûter son miel. Car, de fait, on ne peut l'ignorer. Chacun d'entre nous la pratique dans de nombreux contextes, tant publics que privés ; elle est inhérente à la vie des animaux sociaux que nous sommes, tout comme, à l'ordre supérieur, elle est – ici encore en compagnie de la coopération – un des



régulateurs des relations inter-espèces au sein des écosystèmes. En limitant son enjeu à un gain symbolique, le sport fait de la compétition un terrain de jeu qui peut nourrir notre pensée et nos pratiques, être propice à l'exploration de nos propositions relatives à l'être en société.

« on nous convoque en effet au sein d'une compétition de tous contre tous, à chaque instant »

Plus immédiatement, nous pouvons également retenir l'importance de ne pas laisser le champ libre à l'entreprise de destruction capitaliste qui en le professionnalisant, en le « marchandisant », a contaminé le sport, pour progressivement le réduire au triste statut de support d'une course au profit. Argent sale et massif, « paradis » fiscaux, drogues, petits mensonges et grosses corruptions ; c'est avec ces ingrédients que le capital pourrit le sport. De leur côté, *Panem et circenses* – Du pain et des jeux –, les puissants le détournent afin de promouvoir leurs couleurs, nourrir leur ego, occuper le peuple et créer à bas coût l'illusion d'une cohésion nationale. Le sport est un des leviers du soft-power et pour ce faire, tels les bestiaux des concours agricole, les jeunes sportifs amateurs sont filtrés, sélectionnés et décerébrés pour en faire des bêtes à médaille. Notre propre passé de champion de France

d'aviron, en junior, nous en a donné l'avant-goût, bientôt suivi de l'amertume du dégoût ; à un moment donné le jeune sportif ne s'appartient plus, il doit rentrer dans le moule ou sortir du jeu. A une extrémité, on trouve des amateurs qui n'en sont plus, transformés en chair à médaille et en porte-drapeaux, tandis qu'à l'autre, ce sont des professionnels ultra-riches qui sont mobilisés à grands frais à seule fin de vendre de la publicité et remplir les poches de leurs commanditaires.

Assumons donc, et embrassons la compétition, car – le moteur du « marché » – elle est au cœur du monde contemporain. Ce monde capitaliste et libéral veut nous l'imposer comme première force des relations humaines, et pour la maîtriser, il nous faut en comprendre les enjeux, les atouts, les mécanismes et les pièges. Sous couvert de nous protéger de « la guerre de tous contre tous » on nous convoque en effet au sein d'une *compétition de tous contre tous, à chaque instant*. Elle est toujours plus féroce, toujours plus précoce et se déploie dans des pans de nos existences toujours plus nombreux. Se saisissant de nous dès le plus jeune âge, elle attaque sournoisement nos capacités de coopération et de compassion, nous conduit à l'inquiétude, à l'insatisfaction, à l'épuisement et in fine, au burn-out. Nous, anarchistes, ne pouvons nous satisfaire de glorifier la coopération et faire l'économie d'une compréhension de la compétition et de son rôle en anarchie ; le sport amateur et ses dépravations nationalistes et professionnelles sont peut-être un des lieux où nous pouvons le mieux explorer ce sujet.

« Elles n'attendent pas son avènement pour s'y sentir aujourd'hui libres d'y circuler »

L'ASPA, donc, et pour tenter de conclure, est un des acteurs de cette réflexion et de cette pratique, elle est un lieu associatif où l'on apprend à se battre, très concrètement, à frapper l'autre avec ses poings et ses pieds, ou à l'immobiliser, amicalement mais

fermement. Le sport est ici l'occasion d'apprendre à attaquer ou à résister à un adversaire sans en faire un ennemi, à se maîtriser et à le respecter, et le nom du club tout comme les joyeuses embrassades qui concluaient chaque combat étaient là pour nous rappeler l'impérieuse nécessité d'articuler force et bienveillance. Si nous évoquons le gala de l'ASPA dans ces colonnes c'est parce ce club « Paix et Amour » porte certaines valeurs, et que lorsque lassé d'assister aux combats on prend un peu l'air, on peut y consulter ou acheter nombre de livres et brochures anarchistes présentés sur les tréteaux qui jouxtent la buvette et la cantine. Des anarchistes sont dans la place pour d'une même geste, y cultiver le corps et l'esprit. Car pour certains, il s'agit parfois d'y aller, au charbon, de vivre la violence. On peut bien sûr être adepte de la non-violence et accepter de la subir, voire pour les plus courageux des non-violents, se prendre soi-même en otage, aller au devant d'elle et la recevoir devant témoins afin de la mettre sous la lumière. On peut aussi décider de préserver soi-même son intégrité physique et s'en donner les moyens. Pour ne prendre qu'un exemple – et la proximité avec le 8 mars n'était pas un hasard ! – durant ces deux jours, nombre de femmes ont démontré leur capacité à résister à une agression physique, à la retourner à leur avantage. La plus jeune, ovationnée par un public aussi attendri qu'enthousiaste, venait d'atteindre ses six ans. C'était le combat inaugural du week-end et qui réunissait sur le ring pour une confrontation amicale et symbolique, la « Fille méchante » et le « Roi des secrets » qui la dominait d'une tête. La Fille méchante a gagné et son sourire était magnifique ! Ces femmes sur le ring œuvrent pour la plupart à créer un monde qui *demain* leur sera moins violent, plus souvent accueillant, mais elles n'attendent pas son avènement pour s'y sentir *aujourd'hui* libres d'y circuler. Elles ont choisi de s'en donner les moyens et d'y prendre plaisir.

Et pour conclure, au delà de la maîtrise de leur propre intégrité

physique au quotidien, certains dans la salle et sur le ring savent que leur action politique peut les faire pénétrer parfois dans des zones dangereuses. Il faut alors s'y préparer, ce qu'ils font. Les Actes des Gilets Jaunes qui rythment le pays, chaque samedi depuis plus de trois mois, ont mis en évidence la nécessité pour beaucoup de gérer leur relation avec la violence. Violence policière bien sûr, d'une brutalité inédite, mais surtout violence de ces groupuscules d'extrême droite qui tentent régulièrement d'infiltrer et de s'appropriier le mouvement : banderoles ici, quenelles là-bas, ou encore service « d'ordre » auto-promu. Les voix sont nombreuses et de tous bords, y compris dans nos rangs, pour s'indigner de leur présence, et l'utiliser pour salir un mouvement social inédit, qui leur est impensable, mais on voit bien peu de corps se jeter en avant pour la repousser. Nos amis, de la Paix et l'Amour, font peut-être partie de ceux-là qui mouillent le maillot et risquent les coups pour extraire l'abcès des Actes parisiens. Les Gilets Jaunes de Montreuil étaient d'ailleurs de la partie, présentant leur « Appel » et invitant au débat. Et quand au peuple des Gilets Jaunes qui égaie nos ronds-points, pour la plupart des « primo-radicaux », leur rapport à la violence est celui-ci : la plupart ne la recherchent ni ne la glorifient, mais ils se sentent légitimes pour s'en protéger. L'enthousiasme qui a porté la cagnotte du boxeur Christophe Dettinger, et que nous avons évoquée dans notre numéro de Mars, en est un magistral exemple.

– Nuage Fou



Pourquoi je suis toujours Gilet Jaune... réflexions entre l'acte XVII et XVIII

XVII semaines à suivre ou participer à un mouvement populaire. Tous les actes ont été différents, mais peut-être devons-nous évoquer aussi l'acte XIV acte où le mouvement n'est plus aussi soutenu, par l'opinion.

Les militants révolutionnaires ont sinon un programme du moins une direction : s'ils participent ou impulsent un mouvement social, habituellement, c'est que cela rentre dans leur programme. Ou bien ils cherchent à l'influencer.

Pourquoi je suis Gilet Jaune ?

En premier bien sûr parce qu'en tant que militant on s'intéresse à une révolte populaire. En second parce qu'en tant qu'historien on positionne cette révolte dans toute une série de frictions entre les gens, les travailleurs et la domination.

Mais en troisième, surtout parce qu'on est concerné au plus profond de nous-même par une violence subie coup après coup, par un système kafkaïen que n'importe quel extra-terrestre jugerait comme si on avait mis le feu à une fourmilière.

Régulièrement depuis un an, j'échange avec un psychologue à cause de problématiques dans le travail. Ces échanges, loin de m'orienter vers un lâcher-prise individualiste, renforcent mes convictions politiques révolutionnaires, alimentent mes révoltes.

La difficulté avec le monde professionnel n'est pas de l'ordre de l'exploitation capitaliste directe. Aucun actionnaire ne gagne d'argent sur mon travail.

Il est plutôt de l'ordre de la dissonance, d'avoir l'impression de vivre dans deux mondes parallèles, d'être sans cesse dans un théâtre. Comment travailler dans un système que l'on sait profondément irra-

tionnel et intenable ? Notre génération, celle née en 68, n'a pas connu le schéma simple prôné par les révolutionnaires d'avant : « *On abolit le salariat, l'exploitation et on s'auto-organise pour reprendre nos entreprises en main* ».

Aujourd'hui nous vivons deux choses différentes qui rendent ce schéma impossible.

Si on abolit simplement le système capitaliste, on redistribue les richesses... Cela ne changerait pas grand chose à ce « fake » dans le professionnel.

Deux livres récents m'ont rassuré sur cette difficulté intime d'être en dissonance permanente. Rassuré dans le sens où d'autres l'ont pensé et écrit également.

Citons David Graeber, avec *Bureaucratie*, mais surtout *Bullshit jobs* qui au delà du qualitatif met du quantitatif sur le travail « inutile ».

On parle de travail inutile, voir nuisible, lorsque tout ou partie de notre travail n'aurait pas lieu d'exister dans un autre système (plus rationnel humainement) et que les individus au fond d'eux-mêmes en sont conscients. Ses enquêtes relèvent qu'un tiers des gens pense que leur travail ne devrait pas exister. En gros on pourrait avoir autant de biens et de services mais la charge de travail serait mieux répartie si on réorientait les boulots inutiles vers l'utile. Mais cela va au delà d'avoir des emplois inutiles, dans chaque travail, la part d'inutile, d'aberration administrative va croissante. Par exemple, un.e infirmier.e estime que la moitié de son travail n'a pas lieu d'être. Cette part d'inutilité est la cause de nombreux burn-out, car elle vide de sens nos emplois. Nombre d'entre nous sont en difficulté avec ça et cela rejoint cette notion de fake, de théâtre qui imbibe

notre quotidien de salariés. Il y a quelque chose de différent avec l'exploitation directe, c'est qu'il y a une culpabilité à ressentir et exprimer une difficulté qui n'est pas liée aux conditions de travail, à la hiérarchie mais au sens du travail dans la société.

Beaucoup s'inventent temporairement des raisons, des excuses à justifier l'existence de leur travail.

La crise des Gilets Jaunes et la fracture dans la classe dominée que j'ai pressentie, en est l'expression même.

Les GJ, sont ceux (pour une bonne part) qui font du travail mal payé mais qu'ils savent profondément réel, utile. D'autres dont je suis, ne sont pas là pour leur pouvoir d'achat mais pour dénoncer cette violence d'une bureaucratisation envahissante qui fait qu'on passe plus de temps à faire des choses que l'on estime ne pas avoir à faire. Des formulaires en ligne qui changent sans cesse, des bilans de bilans, de bilans. Une charge mentale qui pourrit les journées : notamment tout ce qui est dématérialisé avec aucun interlocuteur en face pour aider. Ce n'est pas le numérique le problème, c'est le fait que le temps d'appropriation du fonctionnement d'une interface est plus long que le temps à réaliser l'acte. La suppression de l'humain dans les services publics, se traduit par une translation de la charge de travail dans nos boîtes ou dans notre vie privée, sans que le temps de travail en sus ne soit compris dans les salaires. L'administration estime que « tu n'as que 5 minutes pour compléter ou saisir telle chose sur papier ou internet ».

<<D'une bureaucratie envahissante qui fait qu'on passe plus de temps à faire des choses que l'on estime ne pas avoir à faire.>>

Comme parallèle, prenons en exemple que si beaucoup de gens sont capables de construire un mur, chez eux le week-end. Ils vont objectivement mettre beaucoup plus de temps qu'un(e) maçon. Un petit mur, ou un grand mur, demande quasiment le même temps connexe (réflexion, préparation, maîtrise des outils, organisation, rangement)...

On nous fait passer pour anti-modernes, non adaptés (1), mais ce n'est pas le numérique qui est refusé, c'est le « refilage de boulot en douce ». Sans compter et D. Graeber, le dit aussi, cela dépasse le simple fait de décharger du travail des services publics vers les individus, c'est pour occuper, pour divertir, pour divertir...

Enfin, il y a, je l'affirme, une partie des gens qui savent (au fond d'eux-mêmes) que leur travail n'existe que pour absorber la part de productivité gagnée sur ceux qui font les vrais boulots. Dans l'économie sociale que je connais bien, c'est flagrant. Le nombre de salariés qui s'occupent de penser, d'accompagner, de former, de financer, de contrôler, le secteur de l'aide à domicile enfle sans cesse. Plutôt que de recruter des nouveaux salariés sur les postes essentiels, pour diminuer les cadences ou donner plus de temps au public ou encore d'augmenter leurs salaires, on préfère créer des postes avec des noms de plus en plus complexes pour occuper les diplômés qui veulent échapper aux boulots perçus comme pénibles. Le temps passé à organiser, se réunir, savoir comment distribuer les subventions qui passent de structures en structures, n'a objectivement pas de sens.

Prenons le sujet délicat de la maltraitance envers les personnes âgées : Au delà des quelques pervers et malades qui font volontairement souffrir des personnes vulnérables, l'essentiel de la maltraitance est involontaire. Elle a lieu par manque de moyens ou de reconnaissances de ces métiers. Le plus simple pour diminuer la maltraitance serait d'augmenter, la présence des aides à domicile et leur salaire. Or on ne cesse d'inscrire la maltraitance et sa prévention dans de multiples programmes, par exemple des formations qui mettent encore plus en difficulté les salariés qui ne peuvent les appliquer. Chacun pourra trouver des exemples dans son univers professionnel.



La rupture qui s'est agrandie le 14^{ème} week-end de mobilisation, au sein de la classe salariée, est en partie due au fait qu'une répartition du travail, une nouvelle donne, une réflexion mettrait en lumière, non seulement des salaires injustes, mais aussi la signification, le sens même de nombre d'emplois.

Plus le mouvement des GJ dure, plus il approfondit comme jamais depuis longtemps la question du sens. Il est impressionnant de voir comment des personnes venues à la politique (au sens premier) pour une question d'essence, en viennent à rejeter le capitalisme et surtout son monde mortifère, mais au-delà, la question de L'État comme superstructure parasite est très présente. Or, si une partie des classes moyennes est anticapitaliste, elle préfère l'emploi au travail, et donc l'État comme structure déresponsabilisante et protectrice (2).

Mettre tout sur la table, ne gênerait pas que la bourgeoisie. A la différence de Ruffin qui se plaint qu'une partie des classes moyennes n'ait pas rejoint le mouvement, je ressens qu'une partie de cette classe croit intimement qu'elle a plus à perdre qu'à gagner à faire tomber le système. Elle a tort sur le long terme.

Et cela me permet de faire la transition avec une autre partie de mon propos : La démocratie fait peur à nombre de personnes.

Une partie des classes dominées reste persuadée d'être en démocratie, bien que critique, souvent à gauche voir révolu-

tionnaire : la propagande, dès l'école maternelle, les a persuadées d'être dans le moins pire des systèmes. La victoire de cette propagande est telle qu'elle est invisible bien qu'assise sur une énormité : « tu es libre de t'exprimer si tu ne remets pas en cause l'inégalité des richesses, la propriété privée. » La liberté individuelle a-classiste est la quintessence de cette démocratie désignée comme la démocratie. Nombre personnes s'affirmant de gauche ont une grande crainte du peuple. La propagande pendant 3 mois du pouvoir médiatico-politique les a persuadées de l'incapacité des classes populaires à être profondément démocrates. On réinvente la question de la peine de mort pour éviter de parler de la répartition du travail et des richesses. Mais certains s'en rendent compte et commencent à l'assumer. Le voile levé, certains deviennent cyniques, non sans une violence contre ceux qui leur font remarquer qu'à tout prendre ils préfèrent couvrir toutes horreurs du gouvernement français que construire une démocratie à la base.

La peine de mort, l'avortement, mariage pour tous, accueil des migrants, tout est prétexte à couvrir d'immondices le peuple qui serait haineux, homophobe, raciste et prêt à enlever les libertés individuelles. Sachons répondre qu'à part quelques abrutis sur les réseaux, nous n'avons pas entendu ces thématiques sur les ronds-points. Au contraire, ce sont nos gouvernements successifs, qui infligent la peine de mort administrative, les assassinats ciblés sur des soi-di-

sant terroristes dans de nombreux pays, qui sont souvent des opposants politiques à des dictateurs ou encore plus souvent des civils. Leur nombre est bien supérieur à celui perpétré par les islamofascistes sur « notre » sol. Mais cette classe moyenne de gauche bien pensante, que le mouvement des Gilets jaunes a obligé de s'intéresser à la politique, en fait se met à assumer plus ou moins consciemment, que des civils syriens mort sous nos bombes, c'est pour notre tranquillité, on y peut rien. Sur le droit à l'avortement, ne peut-on pas dire que ce sont nos gouvernements qui coupent les moyens financiers le rendant difficilement accessible et non pas les gilets jaunes qui voudraient le remettre en cause. Qui sont et seront majoritairement les 100 000 morts de l'amiante ?

Les libertés individuelles sont distordues jusqu'à l'extrême comme excuse du maintien du système. Remettre en cause ces massacres silencieux, ce serait s'attaquer à la propriété privée, au droit d'acheter sa maison et son jardin. L'antisémitisme a été une instrumentalisation dégueulasse sur le dos des victimes de la Shoah. Tous les Gilets Jaunes ont été traités d'antisémites, on a parlé de loi, le président s'est déplacé... Tout cela pour savoir après que la stèle à Strasbourg avait été accrochée par un mec bourré sortant de boîte qui s'en était même pas rendu compte. Quand à la personne qui faisait des tags partout dans le RER et ailleurs... il a été arrêté, il a avoué, c'est paru en petit dans la presse... mais il ne correspond ni au profil du gilet jaune prolo blanc ou de l'arabe de banlieue, qu'on nous vend - tous les deux - comme antisémites par nature (3)...

Travail inutile et mal réparti, démocratie dangereuse... le troisième point est l'impasse écologiste. Car oui, toute crise met en avant tous les problèmes réels. J'en viens au deuxième livre *Le syndrome de l'autruche, pourquoi notre cerveau veut ignorer le changement climatique* de Georges Marshall. Il explique bien que le fait d'être soit disant éduqué, cultivé, ne protège pas contre la négation. Bien au contraire dirait Chomsky. Nombre de personnes savent le changement en cours mais ne veulent pas le croire. Je joins à ce fait de changement climatique, celui de la chute des espèces, dont les chiffres font vaciller les esprits... il paraît certain que

l'on rentre dans l'inconnu à quelques années...

“Nombre de personnes savent le changement en cours mais ne veulent pas le croire.”

Les classes populaires que je fréquente, moins technophiles ou scientifiques, sont bien plus inquiètes depuis quelques mois de la chute du vivant et du réchauffement que les personnes dites cultivées. Il y a eu comme une inversion, le scepticisme des uns s'est effacé au profit de l'aveuglement des autres. Ma perspective est, il est vrai, celle de quelqu'un qui vit en milieu rural ou petite/moyenne ville, où le contact à la nature est permanent et où la disparition du vivant se voit à l'œil nu. Les classes populaires savent que l'État ne les sauvera pas. Mais une partie des classes moyennes est soit sur la perspective du vote alternatif pour aller vers un autre modèle politique, soit sur l'expérimentation de modes de vie différents. Il est impressionnant de voir que l'Histoire ou la Raison ne leur servent pas de lanterne. A-t-on jamais vu une classe dirigeante se déposséder ne serait-ce que d'une partie de ses privilèges pour sauver l'ensemble ? Qui peut croire qu'expérimenter des villages ou des quartiers respectant les équilibres énergétiques, et rassemblant quelques milliers de personnes va sauver la vie sur la planète ?

Cette double mise en abîme suscite un aveuglement d'une partie des classes moyennes, qui se sert des prétextes de violences, des accusations d'antisémitismes, d'homophobie (4) pour quelque part dire « cela suffit ! Les pauvres rentrez chez vous, vous nous empêchez de nous mentir sur nos valeurs ». Qui sont les réactionnaires ?

Quatre mois de mobilisation ont en effet radicalisé certains gilets jaunes, pas forcément dans le sens où on l'entend, mais dans le sens « prendre à la racine » les problèmes. Des GJ qui sont venus au mouvement pour le prix de l'essence que l'on raillait comme anti-écologistes en viennent à remettre en cause tout le système capitaliste posant l'impasse écologique comme évidence. Et cela est comme un

coup de poing pour celles et ceux qui se plaignent de l'inaction de la société depuis des années, pour qui la critique sociale en fait n'apparaît que comme une posture. Les GJ parlent de grève générale reconductible, mais au cas où ça changerait vraiment les choses...

Beaucoup de ceux qui critiquaient les « beaufs » qui ne se révoltaient pas contre les injustices sont aujourd'hui apeurés par la montée des eaux de la déliquescence, veulent en mettant en avant les dérives de certains groupes essayer surtout de ne pas penser qu'ils seront eux-aussi bientôt touchés. Les bras de la république autoritaire et hédoniste dans laquelle ils vont se jeter, les laissera tomber bientôt... l'État qui est source de tous les problèmes, des déséquilibres ne peut être la solution.

Un chariot roulant à toute allure vers une falaise, n'y tombera pas moins en entier parce que certains s'y seront réfugiés à l'arrière.

Les GJ auront eu le mérite de dévoiler la matrice, d'ouvrir les yeux, de dénoncer le fait qu'ils n'en pouvaient plus de se noyer petit à petit, d'imaginer des solutions pour toutes... mais les solutions égalitaires qui ont toujours été les aspirations profondes des classes révoltées, certains et certaines ne les veulent pas... L'histoire n'est pas finie, qui aurait pu dire en novembre qu'il y aurait XVIII samedis de manifestations à la suite...

Cygalle Poitiers

(1) Régulièrement à La Poste je refuse de me servir des machines à affranchissement, « il va falloir vous y faire, c'est comme ça, on a des ordres... »

(2) Regarder la vidéo/interview de Vincent Cespedes le 11 mars sur le Media

(3) Il y a bien sûr des antisémites dans les GJ, statistiquement c'est sûr, néanmoins, présent sur les rond-points, et sur les principales pages facebook, c'est une thématique qui était portée par des gens ouvertement d'ultra-droite qui se sont détournés du mouvement.

(4) Il y a eu des manifestations, actes ou paroles, antisémites, racistes, homophobes, mais il est regrettable qu'un certain nombre de personnes mettent en avant ces gestes pour ne pas penser l'ensemble du problème.

« On arrête tout ! »

Ceci n'est pas un appel mais une injonction pour un printemps jaune, vert et violet !

Nous sommes des citoyen.ne.s de toutes origines, de tous âges, de toutes classes sociales. Nous sommes gilets jaunes, militant.e.s pour le climat, coquelicots, paysan.ne.s bio, lycéen.ne.s, étudiant.e.s, intellectuel.le.s, infirmier.e.s, pompier.e.s etc..et nous appelons à un printemps jaune, vert et violet. Il est encore temps de tout arrêter !

Nous constatons que les urgences climatiques, sociales et fiscales ont la même origine, les mêmes responsables et font les mêmes victimes.

La destruction de la nature et l'appauvrissement des populations de la planète connaissent leurs origines communes.

Loin de s'opposer « fins de mois » et « fin du monde » s'assemblent.

La fin du monde des fins des mois est pour bientôt.

Selon les différents rapports scientifiques, il nous faudrait agir de manière radicale dans un délai d'un à deux ans pour permettre un futur viable pour nous, nos enfants et nos petits-enfants. Marcher et revendiquer ne suffit pas, nous ne sommes pas à la hauteur des urgences actuelles.

Ce « changement radical » ne peut passer que par un abandon de la logique capitaliste dans laquelle nous

sommes. Si cela est urgent pour le climat et la planète, c'est également la seule porte de sortie possible de la misère sociale, des inégalités grandissantes que subissent notamment les femmes et l'ensemble des injustices dénoncées de longue date mais aujourd'hui avec encore plus force par les gilets jaunes.

Les 1% les plus riches de cette planète détiennent autant que la moitié de la population mondiale et ne seront affectés qu'à la marge par les ravages du réchauffement climatique. Déjà à l'abri pour des siècles des fins de mois difficiles, ils sont également en mesure de se protéger de la « fin du monde qui vient ».

Ce changement nécessaire ne pourra donc pas venir ni d'eux ni de ceux qui dépendent d'eux. Le capitalisme n'est en rien compatible avec la redistribution des richesses ni avec la limitation de l'exploitation des res-



sources pour préserver la planète.

Nous appelons à nous unir dès maintenant pour nos vies, la planète et ses habitant.e.s. Nous n'avons plus le choix si nous voulons vivre et non survivre.

Nous n'avons ni le choix, ni le temps. Il ne s'agit pas ici de simplement d'approuver la démarche que nous vous proposons mais de tous s'y mettre dès maintenant. Quelle que soit notre condition ou notre quotidien, aussi compliqué soit-il, l'avenir de toutes et tous se joue maintenant. Pas l'année prochaine, maintenant !

Il ne s'agit donc pas d'un énième appel (nécessaire) à se mobiliser mais d'une injonction à se mobiliser. Nous avons toutes et tous une responsabilité morale, un impératif d'espèce, un devoir historique à tout arrêter et à changer ce qui nous est proposé.

N'en restons pas aux mots, repensons les choses et donnons la chance à d'autres mondes !

Les « élites » actuelles ne se laisseront pas déposséder facilement, seule la mobilisation des 99% les fera plier pour le bien de nos vie et de l'humanité.

Nous avons aujourd'hui une chance à ne pas rater :

Les gilets jaunes sont mobilisés depuis des mois et tiennent bons !

Les marches pour le climat et les coquelicots sont appelés à se renforcer et à se démultiplier.

Des grèves lycéennes et étudiants commencent mi-mars pour l'urgence climatique et sociale.

Une grève des femmes est initiée le 9 mars.

Des appels pour un printemps des luttes pour la justice climatique et sociale fleurissent et remportent un large succès.

Nous nous dirigeons donc vers un printemps au minimum jaune, vert et violet.

Nous n'aurons peut-être plus jamais d'occasion de changer les choses à temps. Nos vies sont trop courtes pour être réduites à l'esclavage et à la contemplation d'un monde qui s'effondre !

Aucun de nous n'est devin ni n'a vécu une telle situation donc aucune solution toute prête ne serait être prise comme solution miracle ni comme solution unique.

L'alliance des colères (1) et un printemps de mobilisations massives pour les justices sociales, fiscales et climatiques pourraient mettre des millions de personnes en manifestation , grève ou autres formes.

C'est la seule manière d'espérer mais, là encore, ne soyons pas dupes : même avec 5 millions de personnes mobilisées, le système n'acceptera pas de lui même son auto-destruction.

Pour changer radicalement la machine économique et politique dans laquelle nous sommes, il va falloir abolir le pouvoir en place, occuper des lieux de pouvoir, mobiliser des assemblées constituantes et mettre en place de nouveaux fonctionnements à différentes échelles (locales régionales, nationales, mondiales).

Nous n'avons pas la luxe de nous poser la question de la faisabilité de la chose et nous serions coupables de ne pas essayer.

Nous appelons donc à rejoindre les mobilisations, à stopper intégralement nos activités afin de se consacrer pleinement et collectivement à l'urgence a laquelle nous faisons face.

La solidarité prendra le relais car s'arrêter totalement n'est jamais simple

mais personne d'entre nous n'a de raison valable de s'en dispenser.

Par arrêt total nous entendons, la grève de toutes et tous, l'arrêt de toutes activités, le boycott massif des multinationales, et la mise à l'arrêt de tout le pays.

Plus nous serons nombreuses et nombreux plus cela sera rapide.

Ne nous lisez plus, rejoignez-nous !

Un collectif de citoyennes et de citoyens

1/ Les gilets jaunes dont le chiffre de la mobilisation est largement minoré sont debout depuis 3 mois malgré une répression féroce. Quelque soit le nombre aussi élevé puisse t-il être, ni le gouvernement ni le système, certes vacillants, ne semblent en mesure de tomber.

Les appels à un printemps pour la justice climatique notamment par les grèves mondiale pour le climat et la grève des femmes rencontrent un échos impressionnant. Ceci dit, même très suivie, une grève ponctuelle ne fera pas vaciller suffisamment les responsables.

Les directions nationales des organisations professionnelles et syndicats ne se mobilisent que ponctuellement (grève générale du 5 février, appel pour le 16 mars etc..). En conflit avec leur base militante souhaitant plus d'actions, ces directions nationales sont cependant contraintes de faire des « gestes » envers les mobilisations en cours. « Gestes » insuffisants pour arrêter la machine mais nécessaires pour y contribuer.

Il ne faut pas s'arrêter en si bon chemin...

« *Sans l'autorité d'un seul, il y aurait la lumière, il y aurait la vérité, il y aurait la justice. L'autorité d'un seul, c'est un crime.* »

Louise Michel, 1830-1905, extrait d'une plaidoirie le 22 juin 1883

Dans l'appel à l'assemblée des assemblées publié sur la région rouennaise, les Gilets jaunes font une analyse assez juste du système capitaliste et dénoncent toutes les injustices qu'il génère et ils ont raison. Ils exigent : l'augmentation immédiate des salaires, des minimas sociaux, des allocations, des pensions ; le droit aux logements sociaux, à la santé et à des services publics gratuits pour tous. Mais ils oublient l'essentiel, ils ne remettent pas en cause ledit système, bien au contraire, ils proposent uniquement de venir à son secours afin de le ripoliner avec d'autres hommes et femmes politiques.

Leur révolte est légitime et pourtant...

A lire leur tract, ils crient haut et fort leur révolte contre le système avec des mots d'ordre que nous autres anarchistes ne pouvons pas renier comme : la formation de comités sur les lieux de travail, d'études ; la grève reconductible ; à prendre nos affaires en main ; à nous organiser démocratiquement ; à nous fédérer pour transformer la société... Et ce tract se conclut par un un « *Vive le pouvoir au peuple, pour le peuple et par le peuple !* ». Seulement, là où le bât blesse, ce n'est qu'à aucun moment, ils ne disent vouloir en finir avec le système capitaliste qui les oppresse et qui fait d'eux des esclaves des temps

« dits modernes », alors que c'est lui et ses bras armés, les suppôts, les politcards, qui sont la cause de l'exploitation, de leur malheur et de leur misère. A aucun moment, ils ne parlent d'éradiquer le patronat et le salariat, la source fondamentale de la lutte de classe. A les lire et les entendre, ils semblent s'accommoder du système capitaliste et sont à la recherche d'hommes et de femmes providentiels(les) pour leur déléguer la gestion de leurs affaires. C'est en contradiction avec une

de leurs revendications qui dit : « *pre-nons nos affaires en mains* ».

Tout en demandant la transformation des institutions, des parlements et la fin des privilèges des élus (es), ils proposent l'instauration du RIC (Référendum d'initiative citoyenne) ce qui veut dire ni plus ni moins qu'ils laissent sur le fond toute initiative aux députés et au Président de la République qu'ils éliront. Ils acceptent donc de se lier les mains au pouvoir politique. Ainsi, ils délèguent consciemment leur « pouvoir », que pourtant ils réclament à hauts cris, et qu'ils offriront trop souvent à de parfaits inconnus(es). On pourrait croire qu'ils condamnent le système électoral et le pouvoir politique mais concrètement, ils veulent adapter le système capitaliste. Les dirigeants politiques et le patronat l'ont bien



compris. Ils se sont engouffrés dans la brèche du RIC et du grand débat. Ce sont eux qui maîtrisent la situation. Le mouvement est en marche pour qu'ils se fassent déposséder de toute initiative.

Le pouvoir au peuple : une incantation

Quant au mot d'ordre « *le pouvoir au peuple, pour le peuple et par le peuple* », ce n'est qu'une incantation car les Gilets jaunes ne s'en donnent vraiment pas les moyens. Bien au contraire, ils mettent tout en œuvre pour qu'encore une fois, il leur soit confisqué.

Il ne faut pas s'arrêter en si bon chemin...

« *Pour délivrer les hommes, il n'y a qu'un moyen détruire les gouvernements.* » Léon Tolstoï (1828-1910), écrivain russe, chrétien orthodoxe et anarchiste politique !

Car vous le dites, Mesdames et Messieurs les Gilets jaunes, si vous voulez que le pouvoir soit au peuple, pour le peuple et par le peuple, il faut s'attaquer aux racines du mal (le capitalisme et les politicards à son service) et se donner les moyens de l'éradiquer. Seulement dans votre programme vous n'en parlez pas. Pourtant, il s'agit d'une évidence. Il faut donc remplacer l'État qui est l'outil de domination à la disposition du grand capital, des financiers et des industriels. Puis s'approprier les moyens de production et de distribution par leur prise de possession collective.

Le capitalisme est fondé sur la recherche du profit et donc sur l'exploitation. Il implique une classe possédante de plus en plus riche et des travailleurs(es) toujours plus exploités(es). Il y a là des intérêts antinomiques, il y a donc lutte de classe. C'est pourquoi l'éradication du patronat et des politicards est une nécessité pour que la société change fondamentalement. Seulement, le mouvement des Gilets jaunes ne va pas au bout, il s'arrête en chemin, dévoyé qu'il est par une palanquée d'opportunistes qui



s'affairent à le mettre dans l'impasse. Leur but n'est pas d'en finir avec l'exploitation et la misère. Mais bien de s'approprier le pouvoir et servir le capitalisme en changeant le nom des hommes et des femmes et leurs appartenances politiques.

Cette lutte passe impérativement par : le remplacement du pouvoir politique par le fédéralisme autogestionnaire et le système électoral (chèque en blanc) par le mandatement. Le fédéralisme autogestionnaire concerne tous les membres de la société, qui en libres associations, selon leurs affinités, leurs volontés pourront se fédérer en reconnaissant leurs diversités. Ainsi, les citoyennes et les citoyens se donneront les moyens de bâtir une société autogestionnaire pour aller vers la liberté, l'égalité émancipatrice. Elles, ils pourront prendre en main la gestion économique, sociale de l'entreprise et des communes et ce, sans intermédiaire, sans dirigeant, sans institution décisionnaire. Personne ne pourra décider à leur place.

La colère des Gilets jaunes montre au grand jour la perversité du système électoral, de la démocratie parlementaire et le rôle néfaste de la représentation, et cela dure maintenant depuis

220 ans. Il serait grand temps que les citoyennes et les citoyens s'en rendent compte et y mettent un terme. Plutôt que de vouloir absolument se désigner des représentants(es) et vouloir continuer à passer par le système électoral... qui est un semblant de démocratie.

A cet égard, je vais rappeler ici ce qu'écrivait à ce sujet Auguste Blanqui en 1871, dans « *La patrie en danger* », il serait bien que nous ayons à l'esprit son propos : « *Qu'est-ce donc qu'une assemblée ?... C'est un ramassis de nullités et d'égoïsme où priment quelques artistes de la parole et certaines habilités malfaisantes, bientôt les guides du troupeau et les maîtres de tout le monde.* » Le système représentatif n'est en fin de compte « *qu'un fétichisme qui coûte cher au peuple.* » Il est intrinsèquement critiquable car il ne peut échapper à la perversité de son fondement : « *Tous ces prétendus représentants ne s'occupent que d'eux-mêmes, de leurs familles, de leurs amis. Un député est bien maladroit si son mandat ne devient pas le fondement de son avenir et l'avenir de tous les siens. Ainsi se passent les choses en temps ordinaire.* »

Justhom (Groupe de Rouen)

Gouvernement cherche désespérément argent

Des décennies que ça dure et ça s'aggrave sous l'ère Macron : il faut diminuer les dépenses de l'État et la solution est toujours la même ; non pas de prendre l'argent chez les riches, mais chez les moins aisés (normal, ils sont plus nombreux !). Pas question de taxer les puissants (ISF) ou les Gafam, d'en finir avec l'évasion fiscale des entreprises vers des paradis fiscaux, non, pour le gouvernement il y a plus simple, prendre l'argent dans la poche de ceux qu'il qualifie de « privilégiés », à commencer par les retraités. Comment ? Par le quasi gel des pensions avec une revalorisation de leur montant de 0,3% alors que dans le même temps l'inflation atteint 1,8%. Par la hausse du taux de la CSG qui ampute encore plus le montant de cette pension. En actant le fait que prendre sa retraite à 62 ans ne permet plus de la toucher à taux plein...

Malheur à celles et ceux qui exercent un travail pénible et mal payé.

Malheur à celles et ceux qui ont commencé à travailler tôt.

Malheur aux femmes qui ont un salaire inférieur à celui des hommes pour un même poste de travail. Aujourd'hui le nombre de femmes qui doivent travailler jusqu'à 67 ans est deux fois et demi supérieur à celui des hommes. Le projet de « réforme » promettait d'avantage de justice, en fait il ne fait que creuser les inégalités.

« obliger les bénéficiaires du RSA à effectuer des heures de travaux d'intérêt général. Une façon de les culpabiliser et de les désigner comme étant des profiteurs du système capitaliste alors qu'ils en sont les victimes. »

En Europe l'âge de départ à la retraite est passé de 61 ans et demi (en 2000) à 63 ans et demi (en 2016). Toujours

dans la zone euro, le taux d'activité des 50-74ans est passé de 36,9% (en 2003) à 49,4% (en 2017) ; celui des 65-74 ans a lui, presque doublé : de 4,7% à 8,1%. En France en 2017, 5,2% des 65-74 ans sont actifs alors qu'ils étaient 1,7% en 2003.

Où y a-t-il aussi de l'argent à ponctionner ?

Chez les bénéficiaires d'aides sociales, qui « coûtent un pognon de dingue ». Un membre de l'opposition, Laurent Wauquiez pour ne pas le nommer, suggère une idée qu'il se propose de mettre en pratique dans sa région : obliger les bénéficiaires du RSA à effectuer des heures de travaux d'intérêt général. Une façon de les culpabiliser et de les désigner comme étant des profiteurs du système capitaliste alors qu'ils en sont les victimes.

L'État, en supprimant les contrats aidés aux collectivités locales et aux associations les pousse à recruter des jeunes non-payés par exemple dans le cadre du service civique. De fait, remettre en cause les aides sociales, les soumettre à condition, c'est pousser à accepter n'importe quel petit boulot, à n'importe quelles conditions voire à travailler gratuitement ... Le rêve du capitalisme : on supprime le salariat mais pas le patronat.

Parallèlement, l'exécutif continue son travail de sape de la Fonction publique. D'ici la fin du quinquennat le gouvernement projette de supprimer 120 000 postes de fonctionnaires (ça ne concernera pas les militaires ou les flics, bien évidemment). Ça va passer par la tentative d'affaiblir encore plus les organisations syndicales et les représentants du personnel. Ça passera aussi par la généralisation de recrutements (quand il y en aura) de contractuels pour des



durées courtes ce qui développera la précarité pour le personnel ainsi embauché. Pour les agents en place on va imposer la mobilité forcée d'une administration à l'autre. En cas de refus ce sera considéré comme une rupture conventionnelle à l'instar du privé.

Tous ces projets subtils de nos dirigeants sont sur la table et risquent d'être adoptés au début de la période estivale sauf si...sauf si de fortes mobilisations et grèves viennent contrarier les plans gouvernementaux. Car pour l'instant, le ras-le-bol exprimé par certains sur des ronds-points ou dans les rues des villes, n'empêche pas les restructurations, fermetures d'usines, suppressions de services publics (maternités, bureaux de poste, gares SNCF, écoles ...).

Organiser les luttes, les amplifier, les unir, c'est l'urgence du moment. Pas une seconde de répit ne doit être donnée à ce gouvernement aux ordres de la classe bourgeoise et des intérêts du capitalisme.

Jean-Jacques Chatelux
Groupe anarchiste Salvador-Seguí

Le prix du Ringard 2019

À l'occasion du 8 mars, les Chiennes de garde décernent le prix du Ringard de l'année à l'auteur de la déclaration publique la plus sexiste de 2018. Le Prix du Ringard de l'année 2018 est décerné à Bruno QUESTEL, député LREM de l'Eure qui s'inquiétait de candidatures féminines au perchoir de l'Assemblée nationale. Pour l'association, « les Roquets du Ringard sont » : Luc Ferry, ancien ministre de l'éducation qui a minimisé le crime de viol en reportant la culpabilité sur les femmes, et Robin REDA, député LR qui a ironisé à l'encontre de la présidente de l'Assemblée Nationale Yaël BRAUNPIVET(LREM) : « *Merci pour ces rappels au règlement quasi maternels (...) Je dis ça parce que vous pourriez être ma mère.* » Notons que fin septembre 2019, les Chiennes de garde remettront le Prix du Super-ringard à l'auteur de la phrase élue comme la plus sexiste des dix dernières années, à l'occasion de la célébration de leurs vingt ans.

Quelques florilèges :

16 octobre 2018 – Le Figaro « Le buzz TV » : « *Une femme qui commente le foot masculin, je suis contre... C'est parce que le timbre de voix ne fonctionnerait pas, dans une action de folie elle va monter dans les aiguës* », Denis Balbir, journaliste sportif

6 mars 2018 – Paris Première « La Revue de presse » : « *Parce qu'aujourd'hui, tu n'as plus le droit d'avoir la moindre sensation devant une femme, sinon tu risques d'aller en taule, une dénonciation* », Jean Lassalle, député

Thibault Estadiou, maire de La Salvetat-sur-Agout (Hérault), qui a posté sur Facebook, le 20 mars 2017, à propos d'Audrey Crespo-Mara : « *Pouffiasse de présentatrice de TF1 à l'allure de cagole (...) n'a qu'à aller se prostituer ailleurs.* »

François Rochebloine, candidat dans la 3e circonscription de la

Loire, qui le 17 juin 2017 a dit, à propos de Valéria Faure-Muntian, élue députée le lendemain : « *Le problème c'est sa compétence, même si elle a l'air très agréable. Je ne pense pas qu'elle aura le temps de faire sa lessive et d'emmener ses enfants à l'école...* » (France Bleu Loire)

Philippe Fasan, adjoint au maire de Montauban (Tarn-et-Garonne) qui a posté sur Facebook le 13 octobre 2017 : « *En chaque femme, il y a quelque chose de bien mais je dois l'introduire moi-même.* »

Depuis 1999, les Chiennes de garde défendent la dignité des femmes en dénonçant les violences symboliques (mots et images) contre les femmes dans l'espace public.

Hélène Hernandez
Groupe Pierre Besnard

<http://www.chiennesdegarde.com/>

PRIX DU RINGARD



La femme, avenir de l'homme ?

Dans *Sorcières : la puissance invaincue des femmes* (Zones 2018), Mona Chollet décrit la double malédiction qui subsiste (s'amplifie ?) aujourd'hui, conjointement à l'égard des femmes et de la nature. C'est à la Renaissance que se sont déroulées les grandes chasses aux sorcières ; elles ont commencé vers 1400 et s'intensifient surtout à partir de 1560. Répression de certains comportements, de certaines pratiques, règne de la terreur, procès reposant sur des accusations extravagantes, femmes humiliées, bannies, torturées, lynchées, emmurées vivantes, mortes en prison, suicidées. Le bilan serait de plusieurs dizaines de milliers de femmes mortes parce toute société a besoin d'un bouc émissaire. Bien entendu, le fanatisme religieux, l'hostilité cléricale à la femme ont alimenté des siècles de haine et d'obscurantisme (beaucoup furent enfermées dans des couvents et 80 % des victimes de l'Inquisition sont des femmes) ; certes aussi des hommes ont été exécutés pour sorcellerie. Mais la misogynie a bien été au cœur des persécutions exercées aussi par la « société civile », avec nécessairement, une grande majorité de victimes appartenant aux classes populaires, par le seul fait des interférences entre les luttes sexistes et sociales.

Revisitant l'histoire niée, banalisée de cet acharnement contre les femmes, et constatant que leur asservissement s'est accompagné de celui des peuples déclarés « inférieurs », esclaves et colonisés, pourvoyeurs de ressources et de main-d'œuvre gratuites, l'auteure

distingue trois types de femmes significativement ciblées : la femme indépendante, la femme sans enfant et la femme âgée.

Contre l'impudence de vouloir exister

M. Chollet remarque que parmi les accusées de sorcellerie, on relève une « surreprésentation des célibataires et des veuves », c'est-à-dire de toutes celles qui n'étaient pas subordonnées à un homme. Le Code civil de 1804 (qui garantit l'autorité masculine de la famille et de l'État) rendra caduque la chasse aux sorcières dans la mesure où la loi « permet de brider l'autonomie de toutes les femmes ».

L'histoire ayant une fâcheuse tendance à se répéter, l'auteure écrit : « Quand les femmes ont l'audace de prétendre à l'indépendance, une machine de guerre se met en place pour les y faire renoncer par le chantage, l'intimidation ou la menace ». Presse, télévision, cinéma, ouvrages de psychologie... le patriarcat ne lésine pas sur les moyens. Des « experts » signalent même une prétendue « augmentation du nombre de crises cardiaques et de suicides » chez les femmes actives ! Loin d'encourager les filles à croire en leurs propres ressources, à cultiver et valoriser l'autonomie, l'éducation les formate à se percevoir comme « fragiles et démunies », les invite à se taire, à se satisfaire des rôles sociaux convenus – reproductif notamment – à adopter l'idéal de la femme au foyer. L'existence d'une femme ne saurait avoir de sens sans le couple et la maternité. Ni « électrons libres » ni

« aventurières » et surtout pas libres-penseuses, mais plutôt « appendices », « accessoires restés sur une étagère ».

Le désir de stérilité est assimilé à un refus insupportable de se sacrifier, parce que la femme se doit d'être passive, éternelle subalterne, « cimetière de désirs ». Refuser la maternité, c'est être nombriliste, « défectueuse » ; c'est en plus détester les enfants. C'est parce que les guérisseuses se trouvaient au cœur des pratiques visant à limiter les naissances qu'elles ont subi une violente répression. Or la réalité, c'est que, comme l'écrit M. Chollet, le natalisme est affaire de pouvoir, et non d'amour de l'humanité. Avec la crainte permanente de « n'être qu'un tiroir », d'être assignées à résidence, pour beaucoup de femmes, ne pas transmettre la vie permettait d'en jouir un peu plus intensément. Contre l'avis des phalocrates et des (re)populationnistes, on pourrait aussi évoquer l'opportunité écologique d'une baisse de la natalité, qui surviendra de toutes manières, mais dans des conditions douloureuses. Et bien entendu, comme les pauvres sont rendus responsables aujourd'hui de leur condition, les femmes devaient – et doivent toujours – se persuader qu'elles incarnaient le mal, et qu'elles méritaient donc la violence qui leur était infligée.

Haro sur la « décrépitude »

Si de jeunes « sorcières » ont été brûlées, la chasse a majoritairement concerné la femme âgée, potentiellement dangereuse du fait de son expé-

rience ; c'est elle qui connaît les « secrets de la nature ». M. Chollet écrit : « Si les chasses aux sorcières ont particulièrement visé des femmes âgées, c'est parce que celles-ci manifestaient une assurance intolérable ». Une femme sûre d'elle est nécessairement une « mégère ». Face à leurs voisins, aux prêtres et aux pasteurs, et même face aux juges et aux bourreaux, elles répondaient. Être vieille, c'est disposer d'une sagesse durement acquise ; « être sorcière, c'est être subversive à la loi ». D'où la stigmatisation, la diabolisation de la vieillesse... à l'égard de la femme ! Le discrédit jeté sur les rides, les cheveux blancs, les seins qui tombent ou le ventre flasque. Et en outre, une fois ménopausée, la femme n'est plus qu'une bouche inutile à nourrir. « *Les hommes ne vieillissent pas mieux que les femmes ; ils ont seulement l'autorisation de vieillir* », souligne C. Fisher. Ce qui explique l'attrait des hommes « mûrs » pour des femmes jeunes moins expérimentées. Et aussi les efforts consentis par beaucoup de femmes pour paraître jeunes, conserver le visage lisse et le corps ferme, pour lutter contre un sentiment d'« obsolescence programmée », accusées à vivre des faux-semblants.

Si les femmes pâtissent plus sévèrement d'une telle discrimination, il faut noter que le jeunisme – c'est-à-dire la jeunesse érigée en valeur de référence quasi absolue – imprègne de manière perverse la société dans son ensemble. Individualisme, performance, rendement, productivité, innovation... les valeurs (libérales) de la modernité, du monde de l'entreprise, non seulement dévalorisent la vieillesse, mais la rendent anxiogène. Déconnecté du réel, relégué dans des mouiroirs, le « vieux » ne transmet plus. Le vieillissement de la population – le « tsunami gériatrique » – en fait même un fardeau, compte tenu du coût démesuré de la prise en charge.

La société capitaliste ne se contente d'ailleurs pas d'invisibiliser la vieil-

Mona Chollet

SORCIÈRES



LA PUISSANCE INVAINCUE DES FEMMES

Qu'elles vendent des grimoires sur Etsy, postent des photos de leur autel orné de cristaux sur Instagram ou se rassemblent pour jeter des sorts à Donald Trump, les sorcières sont partout. Davantage encore que leurs aînées des années 1970, les féministes actuelles semblent hantées par cette figure. La sorcière est à la fois la victime absolue, celle pour qui on réclame justice, et la rebelle obstinée, insaisissable. Mais qui étaient au juste celles qui, dans l'Europe de la Renaissance, ont été accusées de sorcellerie ? Quels types de femme ces siècles de terreur ont-ils censurés, éliminés, réprimés ? Ce livre en explore trois et examine ce qu'il en reste aujourd'hui, dans nos préjugés et nos représentations : la femme indépendante – puisque les veuves et les célibataires furent particulièrement visées ; la femme sans enfant – puisque l'époque des chasses a marqué la fin de la tolérance pour celles

ZONE



lesse, elle évacue l'image de la mort. Le plein de marchandises, de bruits, de vitesse, d'excitations diverses, de plaisirs factices n'est qu'une réponse à l'angoisse de la mort, une façon de refouler la conscience de notre finitude, une manière de nier les limites. Et c'est justement parce qu'elle réactive l'angoisse autour de la notion de limites que la décroissance subit les attaques les plus virulentes.

Dompter conjointement la femme et la nature

A partir de la Renaissance, l'évolution de la connaissance conduira à un double asservissement, celui de la femme et celui de la nature. Culte de la « rationalité », science conquérante, logique marchande, froidement calculatrice, vision mécaniste. Le « dés-

ordre » de la vie organique cède la place à la stabilité des lois mathématiques. Associée à l'irrationnel, au sentimental, à l'hystérie, suspectée d'affabulation, de simulation, en ce qui concerne la femme ; considérée comme un réservoir de ressources à exploiter, s'agissant de la nature (déjà, l'intensification des activités humaines exige des quantités de matériaux toujours plus importantes) : le « sauvage » doit être placé sous contrôle.

De la même manière que la privatisation des terres autrefois partagées (les enclosures en Angleterre) – aspect fondamental dans le processus d'accumulation primitive du capital – a particulièrement pénalisé les femmes, dans la mesure où elles dépendaient plus que les hommes des communaux, ces terres où il était possible de faire paître des vaches, de ramasser du bois ou des herbes, une nouvelle conception du savoir établit une hiérarchie dans le monde du travail. Ou plutôt la renforce (dès le 13^e siècle, la profession médicale avait été interdite aux femmes en Europe). Notamment par l'instauration d'un monopole masculin sur la médecine, grâce au savoir et au pouvoir qui en découle, les femmes n'y accédant très majoritairement qu'en tant qu'infirmières (M. Chollet rappelle qu'à la fin du 17^e siècle, l'accouchement est entièrement aux mains de praticiens masculins). Progressivement, les femmes seront cantonnées dans des professions liées à l'éducation, au soin des enfants et des personnes âgées ou dans des fonctions d'assistance.

Peu à peu, au nom de la rationalité, la médecine moderne, qui a remplacé des personnes par des « cas », a permis aux médecins officiels d'éliminer la concurrence des guérisseuses, en général plus compétentes qu'eux, s'appropriant nombre de leurs découvertes... comme aujourd'hui les brevets des multinationales piratent les savoirs des peuples autochtones.

Or les théories les plus récentes mettent à mal les certitudes d'une science arrogante : on a affaire à des flux, à des processus plutôt qu'à des éléments stables ; la présence de l'observateur influe sur le déroulement de l'expérience ; on constate de nombreux phénomènes imprévisibles... Ce qui a fait dire à Starhawk (écrivaine et militante écoféministe) que la physique moderne confirmait les intuitions des sorcières !

Vers le réenchâtement du monde ?

« *Il ne peut y avoir de libération pour les femmes ni de solution à la crise écologique, dans une société dont le modèle relationnel est fondé sur la domination* » (Rosemary Ruether). « *Après des décennies d'exaltation du modèle masculin de conquête et de puissance, c'est aujourd'hui le modèle féminin d'empathie et de conciliation qui s'impose comme une ressource* » (C. Froidevaux-Metterie). L'identification des femmes à la nature n'a été théorisée que pour mieux les exclure de la pensée et de la culture. Leur maintien dans l'intimité de la maison, dans l'espace privé a permis à la société patriarcale de les éloigner des principes régissant la vie collective, de les tenir à l'écart de l'espace public où sont prises les décisions de la cité. Aujourd'hui, face au double constat d'un monde de moins en moins viable et de violences accrues faites aux femmes, une révolte collective et consciente se manifeste, incarnée notamment par le mouvement écoféministe qui fonde sa légitimité sur le double asservissement des femmes et de la nature. Il ne s'agit pas de croire que les remèdes à tous les problèmes ne peuvent venir que des femmes, mais elles sont « à minima, la moitié de la solution ».

Récemment entré dans le vocabulaire français, le *care* constitue une nouvelle éthique autour des relations humaines, s'appuyant sur les notions de sympathie, de compréhension, de

prévenance, de sollicitude. Le *care* n'appartient certes pas plus aux femmes qu'aux hommes, mais la seule honnêteté intellectuelle oblige à constater que les « arides préceptes » et les « froids calculs » sur lesquels s'est fondée la civilisation thermo-industrielle – l'œuvre des mâles – se sont développés sur la mutilation de la sphère affective, sur l'assèchement du domaine émotionnel, sur la destruction des solidarités. C'est plutôt – et sans contestation possible – du côté des femmes que l'on découvre la patience, le sens de l'écoute et du dialogue, le besoin de préserver la vie, la profonde sensation d'appartenance au vivant, la vigilance face aux périls écologiques.

L'intérêt majeur du militantisme écoféministe aujourd'hui est de proposer de nouvelles façons d'habiter collectivement le monde, en valorisant l'échange et le partage, la coopération, de nouvelles sensibilités, de nouvelles approches, de nouveaux engagements.

En intégrant « l'expérience millénaire de la nature/laboratoire », en instaurant un autre rapport au temps long, et donc aux enjeux intergénérationnels. Être plutôt qu'agir ; ressentir plutôt que faire. Souvent mobilisées sur le terrain, ces femmes se veulent « semencières d'un autre monde ». Non pas une stupide « revanche » des femmes, mais un cheminement vers une complémentarité féminin-masculin. Si l'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes, la liberté des femmes d'être ce qu'elles veulent ne sera le fruit que de leur détermination. L'humanité pourrait y gagner en espérance de vie... si le délai n'est pas trop court.

Jean-Pierre Tertrais. Mars 2019.

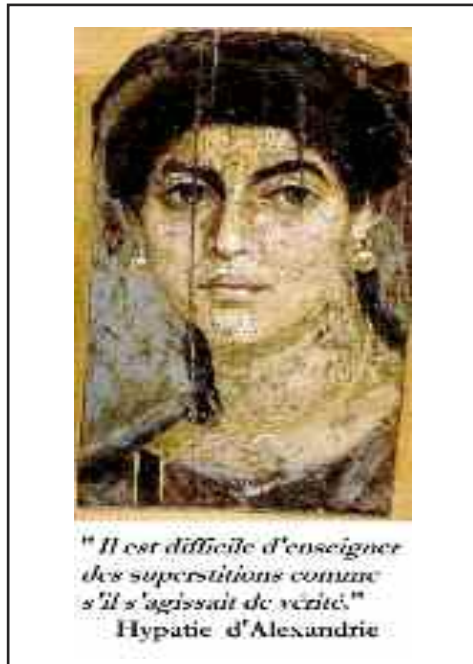
Les femmes dans les sciences.

Il est souvent question du statut des femmes dans nos sociétés actuelles quand ce n'est pas au cours de l'histoire, de leurs luttes d'émancipation ou pour leurs droits en appuyant sur le côté politique, oubliant parfois, sinon souvent que des femmes ont dû s'imposer dans les mondes particulièrement masculins des sciences ; ces femmes n'ayant pas été spécialement militantes, plutôt des scientifiques, et n'ont pas forcément marqué par une volonté d'émancipation, ou du moins n'avons-nous pas voulu y voir une marque d'émancipation telle que le militantisme le voit ou le pense. Pourtant le monde des sciences est peuplé de femmes qui ont dû batailler pour se faire reconnaître ou du moins faire reconnaître leurs mérites dans les inventions ou découvertes dont on n'a que difficilement reconnu leur contribution, leur œuvre majeure.

De Hypatie à Jocelyn Bell Burnell, combien de femmes ont contribué au progrès scientifique que ce soit dans les domaines de la physique, de la chimie, de la biologie, des mathématiques ? Combien d'entre elles ont eu les honneurs d'être reconnues ? Quels subterfuges ont-elles dû utiliser pour faire paraître leurs travaux, entrer en contact avec les scientifiques (masculins) de leur époque ? Je tenterai de le montrer à travers quelques exemples qui me semblent être de bonnes illustrations des conditions rencontrées par ces femmes.

Hypatie : l'obscurantisme chrétien.

Elle aurait contribué aux connaissances des mathématiques de son temps ainsi qu'à celles de l'astronomie. D'après des documents d'auteurs de cette époque, elle aurait écrit



des commentaires sur un traité de coniques, un commentaires sur *les arithmétiques* de Diophante - documents perdus - et aurait inventé l'astrolabe planisphérique qui d'après les historiens était déjà connu. Pour d'autres, elle aurait enseigné comment le construire. Sa date de naissance n'est pas bien connue et n'est donnée qu'approximativement dans les environs de 360, soit donc au IV^{ème} siècle, morte apparemment massacrée en 415 par des sectaires chrétiens, les causes étant relativement mal connues : était-ce politique, parce qu'elle était païenne ou bien encore parce que c'était une femme philosophe ? Toujours est-il, qu'à cette époque, qu'une femme s'occupe d'affaires intellectuelles était plutôt mal vu des scientifiques et philosophes même s'ils avaient dû reconnaître sa valeur. On peut penser que la disparition d'Hypatie dans ces conditions drama-

tiques et criminelles ne pouvait trouver qu'approbation de leur part sachant qu'elle avait acquis une certaine autorité dans ce milieu intellectuel fermé et masculin.

Emilie du Chastelet ou du Chatelet (1706-1749) : physicienne et égérie de Voltaire.

Elle est à l'origine d'expériences de physique pour montrer expérimentalement les résultats obtenus à cette époque sur l'énergie cinétique et sur la chaleur, démontrant qu'il n'y a pas de variation de masse. Elle est essentiellement connue pour avoir traduit ce monument de la physique qu'est l'ouvrage de Newton : *Principes Mathématiques de la Philosophie Naturelle*, plus communément connu sous le titre des *Principia*. Cette traduction est encore, aujourd'hui, la référence de cet ouvrage en français, ouvrage éminemment technique qui nécessite une attention élevée pour le lire. Il fallait le faire et c'est elle qui l'a fait. On peut penser que si elle a pu s'occuper de sciences c'est dû à son statut - c'est une aristocrate - lui permettant d'être en relation avec les autres scientifiques.

Madame de Lavoisier (1758-1836) : collaboratrice de Lavoisier.

C'est la collaboratrice de Lavoisier dans ses travaux expérimentaux de chimie et de physiologie et dans l'écriture d'articles, voire de traductions pour son mari. L'histoire des sciences parle volontiers du travail du chimiste Lavoisier omettant le rôle de sa femme, notamment sur l'analyse de l'eau en deux gaz, l'oxygène et l'hydrogène. Mais l'histoire procède aussi par ironie, en effet n'est-ce pas un des tableaux célèbres de Jacques-Louis



«Lorsque les connaissances sont un amas d'erreurs et de vérités, indistinctement mêlées ; lorsqu'une longue ignorance et beaucoup de siècles leur ont laissé jeter des racines profondes, la séparation en est difficile. L'ancienneté ne prouve rien. Le respect, la croyance de plusieurs âges ne sont que des préjugés. Le doute est d'un sage, et si le sage veut avoir une opinion, le doute conduit à l'examen.»

Sophie Germain. Oeuvres philosophiques

David représentant Lavoisier au travail, qui la montre à ses côtés, peinture qui rend hommage à la femme scientifique et oubliée en tant que telle.

Sophie Germain (1776-1831) : nom de code Antoine Auguste Leblanc.

Mathématicienne de haut niveau qui doit ses connaissances dans ce domaine à son apprentissage autodidacte. Pour accéder aux documents de cours de l'Ecole Polytechnique elle dû jouer d'un subterfuge, se faire connaître sous l'identité d'un... homme. En effet, à cette époque, l'Ecole Polytechnique était interdite aux femmes et il faudra attendre 1972 pour qu'elle leur soit ouverte ; cette année-là, le major de la promotion sera une femme. Sophie Germain s'attaquera notamment à la conjecture de Fermat qui ne sera totalement démontrée et deviendra donc un théorème qu'en 1994 après l'acceptation de la démonstration de Wiles. Sa reconnaissance par ses pairs n'a jamais été totale et même à son décès elle ne fut pas reconnue comme mathématicienne. Toutefois, un lycée porte son nom à Paris.

Emmy Noether (1882-1935) : des théorèmes fondamentaux pour la physique.

Cette mathématicienne démontrera des théorèmes qui portent son nom et qui sont d'une importance capitale pour résoudre certains problèmes de physique : lien entre symétrie et conservation d'une quantité.

Malgré sa puissance intellectuelle elle ne sera pas reconnue comme mathématicienne à part entière et c'est malheureusement grâce à l'appui et la défense de Hilbert, un des plus grands mathématiciens du XXe siècle, qu'elle pourra enseigner bénévolement à l'université contre l'adversité masculine, je dis bien « malheureusement grâce » car cela donne l'impression que ce n'est pas son mérite qui lui permit cette reconnaissance mais un appui, et pire un appui masculin. Lors de l'avènement de Hitler en 1933, la racialisation du

régime nazi poussera à la congédier de l'université ; circonstance aggravante : elle était juive. Elle dut émigrer aux Etats-Unis.

La première femme d'Einstein : Mileva Maric (1875-1948), victime du machisme.

Les controverses concernant ses apports au travail d'Einstein ne sont toujours pas résolues, nous ne savons pas jusqu'à quel point elle a collaboré aux travaux qui ont rendu Einstein célèbre. Elle était elle-même physicienne et ces deux personnages avaient des discussions sur les idées sous-tendant la physique, il n'est donc pas exclu qu'elle ait pu travailler avec lui, ce qui ne veut pas dire pour autant qu'elle a participé activement à l'élaboration des théories, mais cela ne veut pas dire non plus le contraire. Le saurons-nous un jour ? Ce qui est certain c'est qu'Einstein la confina rapidement à son rôle de « femme » de cette époque, malgré les aspects qui le rendent sympathique il faut accepter qu'il était un personnage assez odieux avec les femmes et particulièrement machiste. Et il n'est pas impossible que sa première femme Mileva Maric en ait fait les frais. Il lui



"Je puis témoigner que c'est un grand mathématicien, mais je ne puis jurer que ce soit une mathématicienne"

E. Landau, à propos d'Emmy Noether, à une époque où le titre de Privatdozent (titre universitaire allemand) était difficilement accordé aux femmes...

avait promis lors de leur séparation que s'il était récompensé du prix Nobel il lui donnerait la somme accompagnant la nomination, ce qu'il fit. Mais cela rachète-t-il son comportement ?

Marie Curie (1867-1934) : la femme aux deux prix Nobel.

De son vrai nom Marie Skłodowska, elle prend le nom de Curie en se mariant avec Pierre Curie avec qui elle partagera le prix Nobel de physique. Pourquoi une femme qui se mariait devait-elle prendre le nom de son mari ? Elle fut la première femme à obtenir un prix Nobel et si on en croit l'histoire, elle ne le doit que parce que son mari est intervenu, en tant que femme, ceci étant... impossible. Non contente d'être la première femme à obtenir ce prix, elle en obtint aussi un autre, celui de chimie, étant physicienne et chimiste. Malgré une forte adversité et la misogynie du milieu scientifique elle a réussi à obtenir une chaire dans l'enseignement supérieur à la Sorbonne pour continuer son œuvre et l'enseigner. Mais ses relations épistolaires voire amoureuses avec Langevin, physicien, qui était marié ont permis aux journaux d'extrême droite de s'acharner contre elle, d'autant qu'elle était dreyfusarde. C'est par ce biais qu'ils ont essayé de la détruire : non mais, une femme seule qui fait des sciences et qui fréquente un homme marié et respectable cela ne pouvait pas être accepté. Et c'est là que fut mis en avant que c'était une « polonaise », autant dire que si en plus elle avait été juive, alors là...

Et alors que des généraux « vertueux » - mais osons le dire assassins - recherchaient la gloire en faisant tuer de jeunes hommes sur les fronts de la première guerre mondiale, Marie Skłodowska-Curie pour aider aux soins des soldats blessés décida d'équiper une voiture avec un appareil à rayons X et emmena avec elle sa fille Irène (qui sera aussi lauréate d'un prix Nobel) pour l'y assister. Cette initiative très mal vue des militaires s'imposa et ce sont plusieurs voitures qui furent mis à la disposition des blessés.

Lise Meitner (1878-1968) : pas de Nobel pour l'explication de la fission.

Elle est autrichienne, elle s'intéressera à la radioactivité et c'est elle qui donnera l'explication de la fission nucléaire. Et c'est en 1938 lors de l'Anschluss qu'elle doit émigrer, elle choisit la Suède : elle est juive.

Et le prix Nobel de chimie récompensant cette découverte a été donné à... Otto Hahn, avec qui elle avait travaillé sur la radioactivité. Lise Meitner a été ignorée.

Aujourd'hui, il existe un prix qui porte son nom : le prix Meitner. Mais qui se souvient de Otto Hahn ?

Rosalind Franklin (1920-1958) : La structure de l'ADN.

Chimiste et cristallographe, morte trop tôt pour obtenir le prix Nobel, elle découvre la structure en double hélice de l'ADN à l'aide des rayons X mais cette contribution ne lui sera pratiquement pas reconnue et le prix Nobel sera attribué quatre ans plus tard à d'autres qui ne voudront pas reconnaître son apport majeur à cette découverte. Mais vu la controverse qu'a soulevé la découverte de cette structure, on peut se demander si elle aurait eu les honneurs de ce prix.

Maryam Mirzakhani (1977-2017) : première et unique femme ayant obtenu la médaille Fields ; enfin !

Et oui, il aura fallu attendre l'année 2014 pour que cette célèbre récompense décernée en mathématiques pour des travaux extrêmement techniques soit enfin décernée à une femme : « Maryam Mirzakhani reçoit la médaille Fields pour ses contributions exceptionnelles à la dynamique et la géométrie des surfaces de Riemann et de leurs espaces de modules ».

Et aujourd'hui, « trop belle pour le Nobel »¹: Jocelyn Bell Burnell.

Un article paru dans le journal *Le Monde* présente cette astrophysicienne qui fut à l'origine de la découverte des pulsars et c'est son directeur de thèse qui eut le privilège de recevoir le prix Nobel en 1974 pour cette découverte capitale.



Conclusion.

On aura compris à travers ces quelques exemples de célébrités historiques et actuelles, combien les femmes qui travaillent dans les domaines scientifiques se doivent d'affronter l'adversité masculine, les idées préconçues sur leur statut. Combien elles se doivent de lutter contre la misogynie et la phallogocratie qui les cantonnent dans les rôles que les hommes leur réservent et combien il leur a coûté de s'affirmer comme scientifiques. Ne parlons pas des origines « raciales » et « religieuses » qui ont pu être un facteur aggravant envers elles, comme pour leurs homologues masculins d'ailleurs : être juive ou juif dans des pays antisémites dirigés par des totalitaires. Le milieu scientifique est un milieu dont on n'entend rarement parler, et lorsqu'on en parle c'est pour parler des découvertes ou des inventions, des résultats sans s'occuper des hommes et des femmes qui en sont porteurs, sans parler nécessairement des enjeux humains qui s'y trouvent. Les sciences sont un domaine désintéressé n'est-ce pas ?

Patrice (individuel Calvados).

1 Titre de l'ouvrage de Nicolas Witkowski, Ed. du Seuil.

Féministes toujours. Ce 8 mars en Espagne

Raz de marée féministe... Véritable marée humaine... Manifestations monstres... Les femmes s'emparent de la rue... En Espagne, ce 8 mars 2019 a confirmé l'incroyable mobilisation de l'année dernière.

Les images en provenance de ce pays en témoignent : comme en 2018, la grève générale féministe a été un large succès rassemblant dans les rues de tout le pays plus de six millions de manifestantes (et manifestants). Il faut dire que cela faisait des mois et des mois que se succédaient réunions et débats organisés conjointement par divers groupements de femmes, assemblées de quartiers et syndicats radicaux pour former des comités de grève aboutissant à un véritable déferlement de féministes dans les rues des principales villes d'Espagne. Toutes (et tous) s'y sont retrouvés ensemble : Commission 8M (8 mars), militantes de la PAH (Plateforme des Victimes des Hypothèques), femmes combattantes de Territorio domestico (travailleuses à domicile et femmes au foyer), communautés gitanes, migrantes...

Je choisis comment je m'habille et avec qui je me déshabille

C'est avec ce slogan largement repris, que les féministes ont rappelé que depuis 2003 (début de la comptabilisation officielle), près d'un milliard d'entre elles ont été assassinées par leur conjoint ou leur ex. Même si l'Espagne est de plus en plus acquise au féminisme (58% des femmes et 46% des hommes se déclarent féministes), le chemin est encore long pour ce combat : contre les violences sexuelles, le harcèlement au travail ou dans la rue, la prostitution, l'inégalité des salaires Femmes/Hommes pour un même emploi ; pour le partage réel des tâches domestiques... ce ne sont pas quelques changements législatifs qui les feront disparaître. Il y a bien plus à espérer des luttes sans trêve de l'ensemble du mou-

vement féministe ; luttes anti-patriarcale et anticapitaliste qui amèneront de véritables changements de comportements. Et ceci n'est évidemment pas seulement vrai pour l'Espagne : en France, si la mobilisation est moindre, les problèmes sont les mêmes.

Madrid sera la tombe du machisme

En détournant ainsi un célèbre slogan de 1936, elles étaient deux fois plus nombreuses qu'il y a un an, soit plus de 350 000 à défiler dans les rues de la capitale. En tête de cortège on a même pu voir la mairesse de la capitale, Manuela Carmena, ainsi que quelques femmes ministres du gouvernement (PSOE). Bien évidemment les partis de droite n'ont pas participé à cette mobilisation ; le PP (Parti Populaire) l'avait annoncé clairement, Ciudadanos était plus ambigu mais son attitude a été dénoncée par la Coordination 8M (8Mars), quant au parti Vox, dernier avatar du fascisme, il s'est distingué en demandant l'abrogation de la Loi de 2004 contre les violences machistes ! Les syndicats institutionnels (UGT et CC.OO) se sont attirés les critiques des organisations féministes en n'appelant (comme l'année dernière) qu'à une grève de 2 heures. Le véritable soutien à la grève de 24 heures est venu des syndicats radicaux (CNT, CGT, Cobas et Intersindical).

Quatre axes avaient été déterminés : grève dans l'entreprise, grève de la consommation, grève des travaux domestiques, grève des soins à domicile. Dans les secteurs largement « féminisés » (Éducation, Santé, Télémarketing) et malgré un service minimum parfois imposé, la grève a été suivie à 75%.

Féministes toujours, on ne nous arrêtera pas

Dès les premières heures de ce 8 mars, les syndicats radicaux avaient mis sur



un pied des piquets de grève. Les compagnons avaient « mis le tablier et retroussé leurs manches » pour laisser la rue et la parole aux femmes et organiser dans leurs locaux, petits-déjeuners, repas, garderies pour les enfants et espaces de repos pour les anciens.

Au terme de cette journée de lutte, les camarades femmes membres de la CNT résumaient ainsi la situation : « *Après ce 8 mars historique nous n'en resteront pas là, nous poserons les bases du démantèlement du système capitaliste... Nous ne voulons en aucune manière participer à quelque forme de pouvoir ou domination. Reproduire les structures hiérarchiques du système patriarcal ne nous intéresse pas. Il n'y a pas de retour en arrière possible. Nous nous voulons vivantes, libres, belles, folles. Et nous n'arrêterons pas tant que notre voix n'aura pas fait le tour de la planète. Ce 8 mars nous avons vu notre force ; ensemble et organisées nous allons changer le monde et nous ne nous arrêterons pas jusqu'à ce que nous y parvenions. Et dans ce voyage vers l'horizon nous apprendrons à désapprendre et à construire ce monde nouveau que nous portons dans nos cœurs.*

Camarades femmes, l'avenir est à nous. »

Ramón Pino
Groupe anarchiste Salvador-Seguí

Cette rue est à nous. Cette rue est nous.

Au lendemain du gigantesque raz-de-marée humain qui a envahi Alger, nous nous laissons toutes et tous aller à un sentiment d'allégresse et de légèreté, teinté d'une certaine inquiétude quant à la suite. L'immense qualité de ces mobilisations qui nettoient le pays de la honte du troisième et du quatrième mandat n'est pas tant que ce séisme populaire a son épiscopat et sa zone de fracture au cœur même du système, mais surtout peut-être ce que dit le mouvement par son existence même, sa manière d'être, la mutation des comportements ; pas seulement ce qu'il formule mais la façon dont il le formule.

C'est d'abord sa spontanéité et son autonomie. Il a surgi de toute part, comme d'une terre fissurée, embrasant toutes les willayas, du nord au sud, d'est en ouest, sans préparation occulte ni mot d'ordre concocté, à l'insu de toutes les organisations politiques et des collectifs de la société civile, qui avaient cependant diagnostiqué le mal-être du pays. Le couvercle qui étouffait tant de désirs de justice et de liberté, de frustrations, qui masquait tant d'humiliations, de mensonges historiques, de batailles réprimées, de victimes, et de pillage du patrimoine national, sautait avec toute la marmite. Le mépris, la hogra, était devenu insupportable et les jeunes étaient prêts à mourir en mer, sur des embarcations de fortune. Un slogan disait : « *A force de nous mépriser, vous nous avez sous-estimé* ». Il disait tout.

La « vieille taupe » avait creusé ses galeries sous le pied des dirigeants.

C'est aussi son auto-organisation, son ordre de marche, tous les rouages se

mettant spontanément en marche par une forme d'intelligence collective sous-jacente. La foule, massive, compacte, où il est difficile de se frayer un chemin, où tout peut arriver, fait preuve d'un calme stupéfiant, d'une sorte de douceur, d'une vigilance de tout moment, d'un souci particulier de son image. Elle en sait, cette génération Facebook, l'importance. L'Algérien dément ici sa réputation de nervosité et d'impatience, il casse cette représentation : « *silmiya, silmiya* » devient un leitmotiv « *pacifique, pacifique* » (racine « *slm* », la paix comme dans salam ou islam). Même les jeunes qui grimpent sur les arbres ou les pylônes électriques sont sommés de descendre. Des comités de vigilance se constituent. Et lorsqu'un homme, adossé à un mur, dit doucement « *Tous à El Mouradia* » (le quartier où il y a le palais présidentiel) chacun sait qu'il s'agit d'un provocateur. Tout le monde a en tête la tentative d'incendie du Musée du Bardo, du Musée des Antiquités ou l'attaque de l'école des Beaux-Arts (la plaque commémorant l'assassinat du directeur des Beaux-Arts Ahmed Asselah et de son fils Rabah en 1994 a même été arrachée), en marge de la manifestation du 8 mars. Les chiens, lâches, y avaient tendu un piège aux policiers, poignardant plusieurs d'entre eux. Il ne s'agissait pas, bien sûr, des manifestants. De même des sacs remplis de pierres avaient été pré-disposés le long de la marche par des mains « mystérieuses », et ont été heureusement découverts. Vigilance. On connaît, ici, les armes du pouvoir.

La marche devient un lieu de rendez-vous vigilant mais festif : les groupes d'ami.e.s se sont souvent regroupés par

quartiers (des pancartes portent des noms de quartier, Birkhadem, Bouzareah, Draria), bricolant les panneaux improvisés sur des morceaux de carton, de contreplaqué, ou alors au contraire les ayant imprimés sur des supports sophistiqués, contrecollés. Ils ont concocté des déguisements aux couleurs nationales, crêtes, casques, se sont habillés de drapeaux. Ils convergent, en ordre, vers le centre-ville. Tout est décentralisé et part des tréfonds de la ville : c'est la créativité joyeuse des quartiers populaires...

C'est encore la stupéfiante mue des comportements quotidiens qui en découle, le revirement à 180° des attitudes courantes. A une rue difficile, souvent morose, où domine le machisme et où les femmes sont trop souvent harcelées (il y a eu un long et pénible affrontement autour de la loi criminalisant la violence faite aux femmes et de l'introduction de la notion de harcèlement dans les lieux publics, jugées contraires « aux lois de l'islam » par les islamistes : « *on ne peut pas criminaliser un homme qui a été excité par une femme* » a même dit un député de l'Alliance Algérie Verte) répond une rue où femmes voilées ou pas, en abaya ou en jeans, ensemble, se réapproprient la rue sans crainte. L'abrogation du code de la famille, qui fait des femmes des mineures à vie, a été amendé, mais nullement abrogé. La lutte continue. Mais à cette situation inédite les « jeunes » répondent avec déférence, courtoisie, à tel point qu'une jeune femme se demande : « *est-ce que ce sont les mêmes ?* ». Pas de remarques déplacées ou de drague intrusive,



mais une attention respectueuse de rigueur. Il y a une grande colère. Une détestation viscérale portée par l'immense énergie de la foule très jeune. Et il y a en même temps une grande douceur, une extrême gentillesse des gens. Étrange et émouvante coexistence.

C'est le rapport à l'espace public qui est transfiguré : qui vit en Algérie sait à quel point la déficience du service public affecte la propreté des villes, crée un environnement délaissé où les ordures s'accumulent et que chacun entretient à sa façon peu ou prou : comme si à la dépossession de l'espace politique devait répondre un désintérêt pour l'état de la ville, territoire étranger et potentiellement hostile, séparé de l'intime, a contrario parfaitement entretenu. Soudain, alors que plus d'un million de personnes se trouve entassé dans les avenues, plus rien ne traîne : les jeunes sont avec de grands sacs à ramasser méticuleusement papiers, canettes, em-

ballages divers qui jonchent les caniveaux. Une manière de dire : « *cette rue est à nous, cette rue est nous* ».

C'est enfin l'humour, la dérision, l'ironie mordante des pancartes et banderoles qui n'est plus cette « politesse du désespoir » de la décennie noire, mais l'esprit de la reconquête. Chacun.e est sorti.e de son repli, s'est extrait.e de son Facebook obsédant, des affrontements de la toile où beaucoup est amitié factice et facile ou bien détestation et haine instrumentalisées. Ici drapeau national et drapeau berbère sont côte à côte, couleurs multiples d'un même pays qui prouve que diversité et unité sont complémentaires. « *Tahia Djazaïr* » (Vive l'Algérie) et « *Enoua weguy th'Imazighen* » (Nous sommes des berbères) sont scandés simultanément, sans doute au grand dam des incendiaires de tout poil. Les slogans fusent, les langages se mélangent avec un total respect ; les invectives de « séparatisme » ou d'« islamo-

baâthisme » sont exclues. Tout autant l'instrumentalisation de l'Islam à des fins politiques, tant redouté, est totalement exclu des marches.

Tout fait preuve d'une intelligence politique, d'une capacité à subvertir les comportements et les mentalités à ce point massive et partagée qu'il semble impossible de revenir en arrière. Les chants de stade des supporters de l'équipe algéroise de football, le Mouloudia, illustrent clairement la contestation sociale du peuple. Le pouvoir s'y fait insulter.

Le peuple est dans la rue. Le pouvoir vacille... Tous les scénarios sont posés sur la table. Les pires et les meilleurs.

Bien fort est celui ou celle qui peut prédire ce que sera demain.

Georges Riviere,
Alger, 16 mars 2019

Le monde comme il va - 7

Les premiers à être là !

Régulièrement ils font la une des journaux ! Qui ça ? Eh bien ceux que l'on a doté du nom de *Peuples premiers*. A Paris ils ont même un musée, qui a pris le nom d'un président de notre république pour remplacer celui de *Musée des arts et civilisations d'Afrique, d'Asie, d'Océanie et des Amériques* qui faisait un peu long.

Si on fait une recherche avec ces mots, on s'aperçoit qu'il a un grand nombre de réponses. 13 millions pour les termes français et plus de 780 millions pour les termes anglais *native people*.

Se plonger dans leurs histoires est absolument fascinant. C'est à chaque fois un voyage dans le temps. Il faut partir d'une idée toute simple, pas encore contredite, que le paradis perdu se situait quelque part dans le Rift en Afrique centrale orientale. Un jour donc, un ou une hurluberlu-e a décidé d'aller voir si l'herbe était plus verte de l'autre côté. Elle ou il s'est mis à marcher. Pas tout seul-e bien sûr, avec sa petite famille.

Australie, les aborigènes y arrivèrent il y a bien longtemps. Les premières évaluations estimèrent que ce fut il y a 40 000 années. Certaines plus récentes avancent 50 ou 60 000 an-

nées. Des chercheurs évaluèrent à autant de temps de marche depuis l'Afrique natale. Donc il y a 100 000 ans, en suivant le bout de leur nez, ils arrivèrent sur l'île continent. Ils y firent souche et développèrent une philosophie, une mystique à laquelle les occidentaux arrivés bien plus tard (1788) donnèrent le nom de *Temps du rêve*. Si depuis leur situation est pour le moins misérable, s'ils cachent dans l'alcool leur inaptitude à vivre le monde occidental, leur peinture a, à mon avis, révolutionné l'art contemporain. Personne n'a encore expliqué comment des gens sans culture artistique classique, ni académie de peinture, ont pu en si peu de temps produire des œuvres d'une telle qualité et de style si différents. J'ajouterais juste que la moitié des artistes aborigènes sont des femmes.

Inde, il y a là d'autres gens que des hindous ou des musulmans ou encore des chrétiens. Ceux-là sont des Adivasis. On les mélange souvent avec les intouchables, ce qu'ils ne sont pas. Ce sont des aborigènes. Ils vivent souvent dans des régions accidentées où ils ont dû certainement se réfugier quand des peuples venant d'Asie centrale ont déboulé dans le sous-continent indien. Ils seraient environ plus de 60 millions d'individus. Ils sont animistes. Ce qui ne peut que les faire paraître suspect

aux yeux des hindouistes intégristes actuellement au pouvoir. On peut supposer qu'ils firent partie des mêmes groupes qui arrivèrent en Australie. Comme ils ne possèdent pas de titre de propriété pour les terres sur lesquelles ils vivent et que ces terres ...Voilà ce qu'écrivait à ce sujet Arundhati Roy en 2009 : *Aujourd'hui ces collines ont été vendues, elles contiennent de la bauxite. Pour les Kondh c'est comme si dieu lui-même avait été vendu. Ils se demandent comment cela se passerait si ce dieu avait été Ram, Allah ou Jésus Christ.*

Les peuples premiers français ont trop souvent été oubliés, mais le lecteur sait bien où ils sont !

Le guetteur.



Pour en finir avec la « méthode Alinsky »

Si Machiavel écrivit le Prince pour dire aux nantis comment conserver le pouvoir, j'écris Rules for Radicals pour dire aux déshérités comment s'en emparer. Dans ce livre, ce qui nous intéresse c'est de savoir comment créer des organisations de masse capables de prendre le pouvoir et de le donner au peuple. P. 67 du Manuel de l'animateur social, première traduction française, en 1976 de Rules for Radicals, dernier ouvrage de Saul Alinsky.

Pour qui milite suffisamment longtemps dans (ou non loin de) la gauche et l'outre-gauche¹ contemporaine, il est difficile de ne pas croiser un « Vendeur, Représentant et Placier » de la « méthode Alinsky ».

Ces VRP multi-luttes sont de tous les collectifs mobilisés (logement, santé, réfugié.e.s, chômeur.euse.s, intermittent.e.s, etc) et vous proposeront rapidement des formations, d'abord gratuites ou à prix libre, puis avec des tarifs préférentiels, à la « méthode Alinsky », à l'éducation populaire ou à la désobéissance civile.

Alinsky, vie, réception et transmission

Alinsky naît en 1909 dans une famille russe émigrée aux États-Unis, de confession juive qu'il décrit lui-même comme orthodoxe. Son père est tailleur, sa mère travaille au foyer et il décrit ses conditions de vie comme misérables lorsqu'il vit avec sa mère après le divorce de ses parents.

Souvent présenté comme sociologue, Alinsky est d'abord diplômé d'un « Bachelor of Philosophy »² de l'université de Chicago³ avec une spécialité en archéologie avant de travailler en criminologie dans diverses institutions, notamment une prison, et réalisant des enquêtes de terrains sur des gangs de Chicago. Dans les années 30, il com-

mence son expérience de « community organizer »⁴ dans le quartier Back of the Yards de Chicago où il parvient à rallier le soutien d'organisations syndicales, d'ecclésiastiques locaux (notamment catholiques) et de riches philanthropes. Il fonde, en 1940, l'Industrial Area Fondation (IAF), organisation qui financera en partie ses activités d'organisateur professionnel et la formation d'autres organisateur.rice.s au cours des années qui suivent. Pendant la deuxième guerre mondiale, il travaille pour l'administration du Trésor et du Travail sur des missions visant à augmenter la productivité des ouvrier.ère.s. Il manque de peu d'intégrer l'OSS⁵ afin d'organiser des réseaux de résistances en Europe, ce qui constituera selon lui son plus grand regret. Après la guerre, passant assez tranquillement la période du maccarthysme, il dédiera son temps directement, ou le plus souvent indirectement à travers ses apprenti.e.s, à l'organisation de dizaines de communautés diverses aux États-Unis avec plus ou moins de succès jusqu'à sa mort d'une crise cardiaque en 1972.

À partir de 1940, Alinsky fut l'objet d'un dossier du FBI, d'abord ouvert parce que le Bureau envisageait de l'engager pour des conférences en criminologie, et ensuite alimenté par des lettres de dénonciations et des coupures de presse. Ces lettres sont souvent rédigées par des membres de communautés religieuses (catholiques ou protestantes) dont les organisations locales débattent de la possibilité d'inviter Alinsky à venir organiser leurs quartiers. Ces « invitations » n'étant pas gratuites, aux alentours de \$100 000⁶, elles éveillent l'hostilité et suscitent ces lettres de dénonciations. Par ailleurs d'après les compilations du FBI⁷, les organisations religieuses locales sont les principales clientes de l'IAF soit pour

des formations/conférences d'Alinsky auprès de leurs membres, soit pour l'organisation de communautés. En août 1967, il fut ajouté à l'index des agitateur.rice.s⁸ avant d'en être retiré en février 1970 après la prise en compte d'un rapport d'un.e agent.e du FBI concluant en 1969 que : « Son activité a été essentiellement rhétorique ».

Aujourd'hui, il est parfois présenté comme « a god hating anarchist » par certaines fanges de la droite aux États-Unis et blâmé pour son influence réelle ou supposée sur le parti Démocrate et l'État Fédéral ; en France, il est très largement promu par l'Institut Alinsky, l'Alliance Citoyenne, le mouvement Les Désobéissants, et également dans le champ partisan par François Ruffin et la France Insoumise. Globalement, le champ du travail social et la gauche associative et citoyenne ont été pénétrées par ces idées. Cette promotion passe par la réédition de *Rules for Radicals* et des formations à la « méthode Alinsky ». Ces promoteur.rice.s, notamment les membres de l'Institut Alinsky, ou Les Désobéissants deviennent comme les premier.ère.s organisateur.rice.s de l'IAF, des permanent.e.s de la radicalité, rémunéré.e.s notamment pour les formations aux militantismes qu'ils réalisent. Le démarchage de la clientèle de ces formations se fait tout simplement par le multipositionnement dans les réseaux militants et dans les collectifs de luttes naissant où sont d'abord proposées des formations pratiques gratuites comme produit d'appel avant la proposition de formations payantes avec tarifs préférentiels pour les personnes en difficultés. Certaines de ses organisations vivent également de formations dispensées pour les membres d'associations, les salariés d'entreprises ou de collectivités territoriales.

Le fond du problème

On notera que ces idées sont introduites en France sous couvert de l'expression de « méthode » et sous la forme d'une liste d'étapes à respecter, sans doute pour rassurer sur la supposée rationalité et efficacité des techniques présentées auprès des particulier.ère.s et des associations. Si *Rules for Radicals* est mentionné, à aucun moment son contenu n'est réellement discuté. Sans doute parce que parler des « théories d'Alinsky » ou de « l'idéologie d'Alinsky » serait sans doute trop ouvrir la porte à une critique sur le fond de cet outillage. Cela est cohérent, lui-même se mettant dans une posture anti-idéologique, du réalisme, du pragmatisme, une rhétorique tellement usée par la droite (française et internationale) qu'elle nous paraît un bien misérable cache sexe pour avancer une idéologie particulière.

Implicitement, Alinsky semble se rattacher à une conception judéo-chrétienne et individualiste libéral de l'être humain où celui-ci serait globalement rationnel, motivé par l'intérêt personnel⁹ et des passions égoïstes que l'organisateur.rice professionnel.le doit attirer, manipuler pour une mobilisation réussie. Par ailleurs, son idéologie est fondée sur une foi proclamée dans le peuple et porte vers une société libre et ouverte tendant à plus d'égalité et de justice sans aller vers un égalitarisme qu'il redoute. Se revendiquant d'un idéal démocratique¹⁰, l'idée est que les collectifs mobilisés par des organisateur.rice.s professionnel.le.s doivent travailler à construire des rapports de force en leur faveur par le biais d'action directe non violente afin que leur chef.fe puisse négocier des compromis avec le camp adverse (entreprise, propriétaire immobilier, administration). Après avoir enchaîné des petites victoires sur la base de compromis, ces collectifs doivent essaïmer sur l'ensemble du territoire national pour aboutir à une prise de pouvoir par les urnes¹¹.

Le rôle des organisateur.trices professionnel.le.s dans cette stratégie est de s'introduire dans les collectifs en luttant, d'y légitimer leur présence, d'identifier

des meneur.se.s, de les former et enfin de parvenir à exercer dans l'ombre le pouvoir c'est-à-dire orienter l'action des collectifs dans le sens qu'ils savent bon. Elles sont censé.e.s quitter les collectifs au bout de quelques années pour en organiser d'autres car « *pour être partie prenante de tout ce qui se fait, l'organisateur ne doit être partie prenante de rien en particulier.* »¹² Les chef.fe.s peuvent connaître plusieurs types d'issues, signer un compromis avec la partie antagoniste, intégrer le système de pouvoir en place par la nomination, l'élection ou l'institutionnalisation du collectif de lutte comme interlocuteur officiel des autorités.

Il est fondamental de comprendre qu'Alinsky assume prôner la manipulation pure et simple sans jamais susciter l'analyse collective des rapports de domination, car ceci serait contre-productif et ne provoquerait que le désintérêt et la lassitude des militant.e.s.

La lecture de *Rules for Radicals* suffirait à rebuter n'importe quel.le anarchiste, mais pour nos voisin.e.s de lutte, de l'outre-gauche ou plus loin, qui seraient séduit.e.s par les disciples d'Alinsky, on ne peut que leur rappeler la saine méfiance nécessaire à l'encontre de ceux qui se sont donné.e.s pour métier de les former à l'action politique. L'existence d'élue.e.s, de chef.fe.s ou de permanent.e.s de la radicalité vivant « de » et « pour » la politique est le premier pas dans la direction contraire à tout idéal démocratique un peu sérieux.

tl;dr

Pour une analyse plus complète et mieux sourcée, vous pouvez retrouver la brochure « Quelles règles pour les radicaux ? Plongée critique dans Rules for Radicals de Saul Alinsky » éditée par Le Poing, sur les tables de presse du Collectif Alexandre Marius Jacob et peut-être ailleurs, ainsi qu'en ligne :
<http://lepoingpresselibertaire.org/>

[1] Pour emprunter l'expression de Lola Miesseroff.

[2] Un équivalent actuel serait probablement le master, bien que sa valeur soit différente dans le contexte histo-

rique de l'époque où l'accès aux études universitaires était beaucoup plus restreint pour les classes d'âge concernées. [3] Dont le département de sociologie était à l'époque en pleine effervescence avec beaucoup de travaux de sociologie urbaine et la construction du courant interactionniste symbolique. Alinsky est souvent présenté comme sociologue, toutefois il ne semble pas qu'il en soit diplômé mais peut être a-t-il suivi des cours. Le FBI se pose également la question à un moment sans parvenir à une réponse concluante. Et même sans se focaliser trop sur les titres universitaires, il affiche un certain mépris pour les sociologues et aucune de ses publications ne semble pouvoir se rattacher à de la sociologie.

[4] Que l'on traduira ici en « organisateur.trice professionnel.le ».

[5] Office of Strategic Services, organisation remplacée par la CIA en 1945.

[6] Il faut mesurer ce que cela représente dans les années 50-60 en termes de pouvoir d'achat. On peut multiplier par une valeur

comprise entre 6 et 8 pour avoir l'équivalence en pouvoir d'achat actuel.

[7] Qui certes peuvent être biaisées.

[8] « Rabble-rouser index ».

[9] En la matière, il cite explicitement la conception d'Adam Smith de l'intérêt personnel comme référence.

[10] En France, l'Institut Alinsky se revendique de la « démocratie d'interpellation ».

[11] Le passage par les urnes n'est pas clairement mentionné mais tout semble l'indiquer. Le fait qu'il rejette la violence, le fait qu'il conseille à certain.e.s de ses élèves de se faire élire au sein du Parti Démocrate, son attachement aux formes démocratiques traditionnelles, et le fait qu'une des missions des organisateur.rice.s professionnel.le.s soit de repérer et former des meneurs de communautés...

[12] P.134 du Manuel de l'animateur social, où Alinsky utilise une citation de lui-même extraite de son premier ouvrage *Reveille for Radicals*.

Lettre ouverte aux jeunes générations

« Le fait d'élire librement ses maîtres ne supprime ni les maîtres ni les esclaves »

H. Marcuse

« Celui qui croit qu'une croissance exponentielle peut continuer indéfiniment dans un monde fini est soit un fou soit un économiste »

Kenneth Boulding

Parce que de la mémoire collective peuvent naître des projets de société subversifs, parce que les racines permettent un ancrage, l'Histoire officielle – celle des vainqueurs – a rendu les peuples amnésiques et « hors-sol ». C'est pourquoi les « élites » ont fait croire que l'aventure de l'humanité débutait réellement il y a quelques siècles avec l'apparition du capitalisme et l'émergence de l'État. D'où l'affirmation sans cesse martelée : il n'y a pas d'autre alternative. Or les choix auraient pu être différents, notamment celui des énergies fossiles. C'est délibérément que s'aggrave la coupure entre l'homme et les milieux naturels. C'est en connaissance de cause que se poursuit le massacre des écosystèmes. La cupidité des « élites » a fourni l'impulsion ; la servitude volontaire des peuples a fait le reste. Le bilan de cette course folle, c'est que nous sommes les premières générations dans l'histoire à transmettre à leurs descendants – vous – un héritage moins favorable que celui que nous avons reçu.

Ce n'est qu'au 18^e siècle que survient l'idée de « progrès ». Contrairement à ce qu'on vous a laissé entendre, il ne s'agit pas d'une perspective envisagée par les peuples afin d'assouvir un so-disant désir de consommation, mais bien d'une construction intellectuelle des « élites », totalement liée à l'évolution scientifique et technique. L'essor d'une science prétendument pure et désintéressée a conduit à une redoutable alliance du savoir, de l'État, de l'industrie, des capitaux. Rapidement, ce sont les préoccupations industrielles qui ont fourni à la science ses matériaux, ses questionnements, et parfois même ses solutions. Pour des raisons de pouvoir et de profit, la conception industrialiste, rationalisatrice et productiviste a triomphé. Imposée par la brutalité, la technique est devenue la nouvelle religion de l'âge industriel. Le développement infini des forces productives est censé libérer l'homme de la rareté, de l'injustice, de la guerre, du malheur. Les progrès de la science et de la technique doivent engendrer le progrès social et moral. Vaste superche-

rie puisque deux siècles plus tard, l'avenir n'a jamais été aussi sombre.

« nous sommes les premières générations dans l'histoire à transmettre à leurs descendants – vous – un héritage moins favorable que celui que nous avons reçu. »

Pour mieux asseoir la domination de leur modèle, les classes dirigeantes ont fait croire que les peuples y adhéraient sans réserves. Or depuis la naissance de l'ère industrielle, des intellectuels, des philosophes, des romanciers, mais aussi des travailleurs, des artisans, des paysans ont dénoncé les effets des nouvelles machines sur leur travail et leur mode de vie, les dangers, les risques, les nuisances pour un « confort » souvent illusoire acquis au prix de la liberté, de la dignité. Historiquement, la technique n'a jamais fait l'objet d'un choix partagé ; si ses avantages ont été survalorisés, ses risques ont été sous-estimés et n'ont jamais suscité un débat de fond. Par des coups de force, des situations imposées, des calculs sordides, des procédures masquant les désaccords et fabriquant l'unanimité, la législation a eu pour conséquence de légitimer le fait accompli technologique. Avec pour argument principal, la puissance du bulldozer.

Aujourd'hui, permise par le coût très bas des carburants fossiles, la production rationalisée à l'extrême, standardisée, automatisée, si elle a augmenté la sacro-sainte productivité, a engendré l'affaiblissement des formes d'entraide, de réciprocité, la perte de qualité des ouvrages, la dévalorisation du travail, l'altération du goût, du jugement, de

l'intelligence pratique, des risques accrus pour la santé, un style de vie fondé sur le superficiel, l'éphémère. En définitive, une domestication de l'homme par la société industrielle et un mépris de la vie, réduite à de l'ingénierie. Un véritable naufrage anthropologique.

Mais il y a beaucoup plus grave. Désormais, les promesses de vie et de bonheur sur ordonnance des « Trente glorieuses » s'inversent en menaces de mort dans la mesure où le saccage délibéré de la planète vous infligera des conditions de vie de plus en plus ingrates (c'est probablement un doux euphémisme). Parce qu'elle a atteint les limites physique de la planète, parce qu'elle prélève les ressources plus vite qu'elles ne se reconstituent, la « mégamachine » a programmé son propre effondrement pour les décennies à venir (même s'il faudra l'aider un peu), source de destructions, de souffrances pour le plus grand nombre. Dans une société devenue « auto-phage », l'homo economicus ne tolère plus aucune frustration et sombre dans un fantasme d'illimitation et de démesure : tel apparaît le processus d'auto-destruction. Raréfaction ou épuisement de matériaux indispensables, pollution des différents milieux, déforestation, dégradation des sols et des océans, accumulation des déchets, dérèglement climatique aux conséquences potentiellement désastreuses... Les stratégies des requins de la finance, les intrigues des puissants qui n'ont jamais de comptes à rendre, l'égoïsme et l'avidité généralisés, les lâchetés de la vie quotidienne vous ont dépossédés de votre avenir. Si la perspective est aussi funeste, c'est parce que la grande majorité des hommes et des femmes, toutes classes confondues, n'a voulu entendre que les « bonnes nouvelles », écartant avec agacement les « oiseaux de mauvais augure ». Sauf que lorsqu'un cancer n'est pas traité, il parvient en phase terminale.

Vous avez donc non seulement le droit mais le devoir de bousculer sans retenue, sans concession, sans ménagement le monde mortifère qui vous condamne : l'exacerbation du patriotisme, la démence militaire, le grand

cirque électoral, la bureaucratie sclérosée, le bluff de la politique sécuritaire, la criminalisation des mouvements sociaux, l'imposture du développement durable, le mythe de la croissance, le mensonge de la transition écologique, les mirages de l'innovation technologique. Même la « Déclaration des droits de l'homme » de 1793 stipulait : « Quand les droits du peuple, ou d'une partie du peuple, sont bafoués, l'insurrection devient pour lui le plus sacré des droits et le plus indispensable des devoirs ». Et pourtant le constat est encore plus dramatique : quand des « peuples » installent eux-mêmes au pouvoir des psychopathes, quand la célébration d'une coupe du monde de foot attire plus qu'une manifestation pour la défense des acquis sociaux, la démocratie n'est pas seulement en péril ; elle est morte.

« Historiquement, la technique n'a jamais fait l'objet d'un choix partagé ; si ses avantages ont été survalorisés, ses risques ont été sous-estimés et n'ont jamais suscité un débat de fond. »

Il est plus que temps de vous déconnecter d'une société où les escrocs opèrent en toute légalité, où la compétition a détruit la solidarité, où les pauvres sont rendus responsables de leur misère, où l'esclavage n'a été aboli que dans les textes, où l'on perd sa vie à la gagner. Une société où les maisons autrefois ouvertes sont dotées de grilles et de vigiles, où l'on vit à crédit et par procuration, où le pouvoir d'achat est devenu synonyme d'émancipation... et où des politiciens séniles ne quittent le pouvoir qu'avec Alzheimer. Pour mieux anesthésier votre esprit critique, on vous a transformés en cobayes des gadgets technologiques jusqu'à l'addiction. Il est plus que temps de relever la tête, de détacher le regard du smartphone et autres pièges du numérique pour constater que le capitalisme n'offre aucune autre solution que la barbarie, que le bonheur réside dans la simplicité, que c'est toujours l'amour de la liberté et la passion de la justice qui ont élevé l'homme. Et souvenez

vous de l'avertissement de Balzac : « La résignation est un suicide quotidien ».

Parce que vous héritez du pire des mondes possibles, vous allez devoir reconstruire un autre projet sur des ruines. Ce qui exigera du courage, de la lucidité, de l'imagination et surtout de la coopération. Le déni de la réalité, la politique de l'autruche ne peuvent plus avoir cours. Et n'attendez pas que la bêtise humaine soit « scientifiquement démontrée » pour l'éradiquer. Un demi-siècle perdu depuis les premières alertes sérieuses des années 1970 ne se rattrapera pas. A l'échelle de l'histoire, nous sommes dans l'urgence. Si vous échouez, avec des centaines de millions de vies broyées depuis des siècles, l'humanité sera passée à côté de l'aventure au départ la plus exaltante. Vous êtes donc condamnés à réussir. Quant à ceux qui veulent procréer inconsidérément, qu'ils sachent qu'ils contribueront principalement à alimenter les futurs charniers.

« Valoriser avec constance l'intelligence collective, le travail socialement utile, les échanges de biens, de services, de savoirs, en sachant toujours préserver la convivialité. »

Le carnet de route est clair : vous engager dans la transformation radicale de la société en surmontant un compréhensible sentiment d'impuissance, en évitant les pièges trop nombreux : l'impasse individualiste, le culte du moi, la tentation du pouvoir, l'illusion de la violence, la dérive sectaire... Transformer votre mode de vie en revenant à l'essentiel, en partant de la satisfaction locale des besoins élémentaires et vitaux. Dénoncer sans relâche, dans toutes les circonstances, la hiérarchie, l'arrogance, le mépris, l'injustice, l'hypocrisie, la corruption. Valoriser avec constance l'intelligence collective, le travail socialement utile, les échanges de biens, de services, de savoirs, en sachant toujours préserver la convivialité. Les occasions d'exercer une action militante, d'assumer ses responsabilités, de multiplier les expé-



riences ne manquent pas : syndicalisme, coopératives, mutuelles, associations sans but lucratif, centres de santé autogérés, systèmes d'échange local, AMAP, grands projets inutiles et imposés, luttes agricoles, zones à défendre, jardins partagés... Dans un processus inéluctable d'effondrement, le pire serait de ne rien faire.

Repenser notre manière d'être au monde, c'est accepter de remettre en question des certitudes, des pratiques. Et notamment cesser de considérer la nature comme un supermarché et une poubelle, et la femme comme un objet et une matrice. L'essor de la science, ce n'est pas seulement la victoire sur les préjugés et l'obscurantisme, c'est aussi le triomphe de la rationalité scientifique et technique, le primat de la rai-

son abstraite, c'est-à-dire la dévalorisation des qualités sensibles, de l'intuition, de l'instinct, et aussi des savoirs traditionnels des peuples autochtones, conduisant à une « civilisation autistique ». Seul ce qui peut être formalisé à l'aide des mathématiques est digne d'attention. Avec deux conséquences majeures.

Un rapport de domination à la nature justifiant le mythe prométhéen de transformation des milieux. D'où la domestication et la marchandisation du vivant, la société extractiviste et thermo-industrielle réduisant la planète à un vaste chantier permanent jusqu'au chaos.

Un même rapport d'exploitation et de destruction avec les femmes. D'où la généralisation d'organisations patriarcales où la vision mécaniste du monde

s'accompagne de haine des femmes (hystériques, débordées par leurs émotions...) et de chasse aux sorcières. Philosophe anglais, père lointain de la techno-science, F. Bacon écrivait : « La nature est une femme publique. Nous devons la mater. Pénétrer ses secrets et l'enchaîner selon nos désirs ».

Si vous ne parvenez pas à sortir de cette ignominie, de cette monstruosité, à préférer l'artisanat de la vie à l'industrie de la mort, tout projet de société sera irrémédiablement voué à l'échec.

Jean-Pierre Tertrais

Le Mouvement des gilets jaunes : un pas vers la démoutonisation ?

D'une ampleur rarement atteinte par une contestation populaire depuis longtemps et s'inscrivant dans la durée, le Mouvement des Gilets Jaunes (MGJ) secoue la France depuis bientôt trois mois au moment où j'écris ces lignes. Peut-on enfin y voir un pas vers la démoutonisation et encore mieux, vers ce qui serait sans doute son corollaire, une révolution sociale et libertaire, ou bien au contraire, toute cette agitation ne se terminera-t-elle qu'en un feu de paille étouffé à coups de matraques et de mesurètes gouvernementales ? Tentons de décortiquer un peu la situation afin d'être en mesure d'apporter des éléments de réponse à cette question qui pourrait s'avérer cruciale pour la suite des événements.

La moutonisation c'est, à mon sens, cette facilité instinctive et héréditaire qu'ont la plupart des gens à s'ancrer dans la pensée dominante, à suivre le mouvement général et à faire « comme tout le monde » sans comprendre que d'autres manières de penser et d'agir sont possibles et souhaitables. Il faut dire que tout est fait pour ça ! Depuis l'école, on leur apprend à obéir et à rester bien sagement dans le rang sous peine de sanctions, et ça continue ensuite, dans le monde du travail. C'est donc ainsi qu'ils deviendront, non sans le concours des politicien.nes, des religions et des médias abrutissants, des travailleur-consommateurs dociles et serviles, pour le plus grand bénéfice de l'oligarchie.

Mais cela serait-il en train de changer, en France avec le MGJ, et même dans d'autres endroits du globe avec d'autres mouvements ou révoltes plus ou moins similaires apparus ces dernières années ? C'est bien possible, mais restons ici concentrés sur le pays du fromage et des droits de l'homme.

« d'autres similitudes avec l'anarchisme apparaissent également dans les attitudes ou dans les modes de fonctionnement du MGJ : le refus du chef et de la représentation, la défiance vis à vis des professionnel.le.s de la politique, les assemblées ou chacun.e peut prendre la parole, l'auto-gestion, le rejet des grands médias »

Du fait de la paupérisation de la société, les classes moyennes (ou semi-aisées) commencent-elles aussi à sérieusement perdre du pouvoir d'achat, en plus des classes populaires (prolétariennes et défavorisées) qui elles sont déjà considérablement touchées par cette perte depuis au moins la crise financière de 2008. Et c'est là un fait nouveau qui a son importance car, de nombreux Gilets jaunes sont issus des classes moyennes et ne sont donc pas des habitué.e.s des manifestations et des contestations. Beaucoup d'entre eux/elles font ça pour la première fois.

Excédées par toujours plus de taxes auxquelles elles ne peuvent échapper pendant qu'en même temps on supprime l'ISF, accablées par la casse du

code du travail et exaspérées par la disparition des services publics, les classes moyennes, tirées vers le bas, rejoignent progressivement les moins aisés dans ce qui devient un ras-le-bol généralisé. En outre, elles se retrouvent, elles aussi, de plus en plus victimes de la gentrification et donc reléguées dans les zones rurales et périurbaines délaissées, ce qui les rend encore davantage dépendantes de la voiture par exemple. D'où, un sentiment d'injustice puisque, même en travaillant et en gagnant correctement sa vie on constate, soit qu'on n'est plus en mesure de pouvoir en profiter comme avant pour certains, soit qu'on galère financièrement pour s'en sortir pour d'autres.

Le capitalisme a habitué les gens à un certain confort de vie auquel un grand nombre de personnes a aujourd'hui du mal à se passer. D'où, des gilets jaunes dans des Audi et sur le dos de gens qui partent en vacances en avion à l'autre bout du monde. L'écrasante majorité des Gilets jaunes ou de leurs épigones ne sont en rien anticapitalistes ou altermondialistes, et nombreux sont, parmi eux, les sympathisants FN/RN et un peu moins nombreux, LFI. On y trouve aussi un grand nombre de personnes n'ayant aucune conscience politique ou tout simplement, apolitiques. Cependant, l'entonnaison récurrente de La Marseillaise et la présence massive de drapeaux tricolores chez eux (au passage, on y voit très peu de drapeaux noirs) dénotent un certain attachement à la nation et un esprit plus ou moins conservateur, réactionnaire et franchouillard, selon les cas.



Toutefois, même s'il est certain qu'une partie de la population devrait plutôt apprendre à ne plus gaspiller et à vivre plus simplement à la place de demander toujours plus de sous (!!), la révolte est compréhensible et même, légitime. Quasiment tous les Gilets jaunes ont bien saisi qu'une classe de privilégiés (la bourgeoisie pour faire simple) profite ou se gave sur leur dos. C'est par conséquent à une alliance des classes populaires et moyennes que nous devons la force et la continuité du MGJ. Une alliance qui rappelle les Grandes Jacqueries de l'Ancien Régime et la Révolution française de 1789, où les populations se soulevaient à force d'être tondus comme des moutons par un pouvoir bien trop gourmand.

« *« 100 balles et un mars » dans la mangeoire du peuple et on lance un « grand débat national » dont on sait qu'il ne s'agit que d'une vaste fumisterie destinée à étouffer le feu de la révolte. »*

Ainsi, en se révoltant vêtue d'un gilet jaune, une grande partie des français.es, apolitiques ou de tendances politiques diverses, découvrent ce que nous, anarchistes et libertaires, savions déjà depuis la nuit des temps : l'État et les médias à sa botte peuvent détourner la vérité, mentir, exagérer des faits, en passer d'autres sous silence... bref, on commence à se rendre compte que la machine étatique et médiatique possède le pouvoir de manipuler l'opinion à sa guise et de criminaliser des luttes légitimes. Ils/elles découvrent en prime que la répression peut s'avérer féroce et

qu'elle n'est pas réservée aux seuls délinquants ou aux « casseurs » (Éh oui !). De fait, certain.es découvrent aussi la solidarité et l'entraide en se rencontrant et en échangeant sur les ronds-points et dans les manifs, et même dans les lycées.

Toute révolte comporte son lot de revendications bien sûr. À celle de départ, le rejet de l'augmentation de la Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Énergétiques (TICPE), le MGJ en a ajouté d'autres allant principalement vers plus de justice sociale et d'égalité ainsi que vers une démocratie participative, voire directe. Nous retrouvons, en partie, ces revendications dans le projet de société anarchiste, le fédéralisme libertaire, et c'est là un fait intéressant à noter.

De même que d'autres similitudes avec l'anarchisme apparaissent également dans les attitudes ou dans les modes de fonctionnement du MGJ : le refus du chef et de la représentation, la défiance vis à vis des professionnels de la politique, les assemblées où chacun.es peut prendre la parole, l'auto-



gestion, le rejet des grands médias...

D'abord opposés à toute concession aux Gilets jaunes, le jeune empereur des français, Emmanuel Ier, et sa coterie de flagorneurs qui lui sert de gouvernement, renoncent finalement à la TICPE, lâche « 100 balles et un mars » dans la mangeoire du peuple et lance un « *grand débat national* » dont on sait qu'il ne s'agit que d'une vaste fumisterie destinée à étouffer le feu de la révolte. Pendant ce temps, la mobilisation continue et par conséquent, la répression aussi, avec maintenant sa dizaine de morts et son nombre considérable de blessé.e.s. Le peuple reprendra-t-il sa place dans le troupeau pour autant ? Rien n'est moins sûr cette fois ou, tout du moins, peut-être pas de la même manière qu'auparavant.

Malgré le grand hétéroclisme du MGJ, qui se dit d'ailleurs apolitique (alors que tout est politique !), celui-ci se veut partiellement anarchique, aussi bien dans ses revendications que dans ses attitudes et ses modes de fonctionnement. On pourrait y voir là le résultat d'années et d'années de propagande anarchiste et libertaire. Pourtant, je crois bien que les drapeaux noirs ne sont pas prêts de remplacer les drapeaux tricolores car, un mouvement anarchique n'est pas un mouvement anarchiste.

Alors, même s'il semble qu'un pas vient d'être franchi vers la démontonnisation, nous sommes tout de même encore un peu loin de la grande révolution sociale et libertaire qui nous permettrait de sortir du capitalisme et de reprendre réellement nos vies en main. Néanmoins, des graines anarchistes sont plantées... ça et là...

Frédéric Pussé,
Groupe de Metz de la Fédération Anarchiste
Février 2019

Le plagianisme ou comment le néo-stalinisme prend racine.

Nous sommes arrivés à ce moment crucial où a lieu une de ces « conjurations historiques des morts », quand l'idéologie et la sémantique se recomposent en fonction des impératifs politiques actuels. Et si la tradition des générations mortes pèse sur le cerveau des vivants, elle se doit de refaçonner la mémoire en fonction de ce que l'heure lui dicte. Les théories qui étaient hier à l'honneur sont soumises au principe de la réalité nouvelle et elles sont tenues de se présenter aux vivants sous des habits qu'elles avaient repoussés en leur temps. Que ces oripeaux recouvrent-ils, et qui le fera connaître ?

« Et si réapparaissent quelques-uns des auteurs hier maudits... »

Cette contre-révolution silencieuse, sans polémiques outrancières et sans déclarations tapageuses, laboure en profondeur tous les terrains de la culture politique : la reconfiguration du passé réintroduit toute une littérature teintée de marxisme-léninisme, voire de stalinisme, dans le domaine de la critique révolutionnaire. Auteurs, livres, événements resurgissent dans l'histoire comme références destinées à rattacher toute pensée révolutionnaire, et le mouvement révolutionnaire lui-même, à une historiographie dont les critères de valeur restent bon gré malgré ceux du PC, de ses compagnons de route et des luttes sociales dominées par le Parti et sa conception du marxisme. Et si réapparaissent quelques-uns des auteurs hier maudits pour avoir opposé au Parti une pensée révolutionnaire cohérente, ils se voient noyés dans le tableau réducteur d'une histoire où

tout est ramené à un même dénominateur : l'opposition communisme/fascisme. Impossible désormais d'établir d'autres différences et de montrer ce qu'a signifié l'hégémonie du Parti sur le mouvement ouvrier. Et rien de mieux que ce rappel obsédant pour faire oublier que tant de noms qui gardent leur aura se sont employés à éteindre toute pensée critique, et que les conséquences s'en lisent aujourd'hui encore.

C'est ainsi que le plagianisme, tel que nous l'entendons, a envahi l'espace de la critique, « technique d'amplification visant à permettre aux auteurs peu imaginatifs de reprendre les textes existants en dissimulant leur source (1) ». Déplaçons le sujet : le plagianisme est non seulement le lieu de convergence nécessaire de la littérature et de l'art, mais il est inscrit comme un élément central de la politique. Il s'agit de s'emparer de l'histoire d'un passé révolutionnaire resté en suspens pour s'en approprier les idées radicales et leur redonner un sens conforme aux intérêts présents de la dynamique de transformation permanente des rapports sociaux. Ce recyclage, par un travail de relecture quasi scolaire, fait de cette réappropriation des écrits d'hier par d'autres que ceux auxquels les destinaient leurs auteurs le mode d'appréhension, et d'interprétation, du présent.

« Paradoxalement, la question n'est pas de faire table rase de ce passé, mais de le rendre conforme à ce qu'on en attend au présent. »

Cette manière de refondre une critique dans le moule correspondant aux exigences nouvelles permet de détourner les

idées de ceux qui les défendaient en d'autres temps et à des fins contraires. Le plagianisme est en quelque sorte l'intégration du texte plagié dans le texte du plagiaire qui le dilue dans sa propre pensée pour en effacer la marque d'origine et lui donner l'orientation et la forme qu'il désire en fonction de son propre intérêt et de ses propres fins. Ainsi, tout ce qui a été critique radicale de cette immense falsification historique que fut le marxisme-léninisme et ses ramifications revient dans notre monde, mais amputé de certains éléments qui restent encore indésirables et dangereux pour la pensée dominante. Et en premier lieu, et paradoxalement, la question n'est pas de faire table rase de ce passé, mais de le rendre conforme à ce qu'on en attend au présent. Comment s'est construit le mensonge déconcertant du siècle passé, et quelles en sont les conséquences sur le nôtre, en référence aux effets économiques et sociaux d'une contre-révolution partout à l'œuvre dans le monde ?

Toutes les prises de position, les polémiques et les stigmatisations qui portent désormais la marque de cette histoire s'arrêtent à l'endroit où il est question de se prononcer sur le caractère même de la révolution passée et sur ce qu'il en a été du mouvement révolutionnaire pris en étau entre le bolchevisme et une contre-révolution bourgeoise. Il faut sauver ce qu'on appelle communisme, à savoir le capitalisme d'État tel qu'en son temps le stalinisme le fit, pour ne pas mettre en lumière, et en cause, toute la structure des luttes qui ont formé notre monde sur la base de l'écrasement des mouvements révolutionnaires, avec la justification théorique des milieux intellectuels. C'est pourquoi la confusion continue d'être

entretenu dans le domaine de la recherche historique et sociologique, le pour et le contre mélangeant leurs témoignages et analyses de manière à rendre inintelligible le jugement.

« *d'un côté, le stalinosaure*
Alain Badiou... »

Quels rapports, par exemple, entre deux conceptions de l'histoire sociale et politique qui se veulent critiques : d'un côté, le stalinosaure Alain Badiou récite la leçon apprise au cours de ses Grands Bonds en avant et en arrière, de l'autre, les sages débatteurs avancent leurs lieux communs sur la « fracture sociale » sans jamais aller jusqu'au bout du système d'exploitation qui repose sur elle, et sur eux ? Tous nous ramènent à leur manière à l'unique mission : « Accumulez, accumulez ! C'est la Loi et les prophètes ! » Les prophètes énoncent la Loi !

Tout ce qui laisserait apparaître l'aspiration à une véritable émancipation humaine, et en chercherait les racines dans l'œuvre du socialisme des conseils ou des anarchistes, tout en est occulté par ces délayages théoriques, et disparaît de l'horizon. Le néo-stalinisme puise dans l'histoire ce qui peut entretenir le doute et la confusion, et il s'associe à un néo-capitalisme, qui sait trouver dans le premier le dérivatif bienvenu. Et les références qui émergent sont d'une même tonalité. En ce sens, dénoncer le plagianisme est le premier exercice d'éclaircissement.

On peut dire que tout un pan de la critique du stalinisme, de la réflexion sur le surréalisme et les avant-gardes a été plagianisé par les nouveaux intellectuels, et que sur cette base s'est reconstituée l'idéologie critique de la nouvelle petite-bourgeoisie intellectuelle. Révolution et contre-révolution s'entrecroisent et forment un tout inextricable dès lors que leurs valeurs ne sont pas mises en opposition. Et c'est ainsi que ceux mêmes qui ont développé une résistance critique radicale à toutes les formes de détournement de la pensée révolutionnaire sont intégrés avec leurs détracteurs de jadis dans la nouvelle perspective historique et servent à entretenir la confusion. Plagianisme et rééditions sont les deux centres de l'idéologie dominante et ils constituent le mode de sélection dans la Ménagerie des auteurs laissés pour compte

puis repris en compte ! Pour ceux qui ont pu voir dans la contre-révolution le modèle de la révolution destinée à faire naître le « communisme », la danse avec les loups d'aujourd'hui permet les croisements artistiques de toutes les idées subversives.

« *Le plagianisme est le secret de la censure dont il n'est qu'un des moyens détournés* »

Ici se situe la ligne névralgique avec, d'un côté, ce qui prolonge, en l'enrichissant, une pensée critique, et de l'autre côté, la manière dont l'idée est reprise et retournée à des fins différentes, contraires en vérité à celles qu'elle avait au départ. La séparation rigoureuse entre ces deux mondes est désormais ce qui définit les formes de refus et les références historiques. Une histoire reste donc à faire de ce plagianisme qui sélectionne les auteurs en fonction des besoins de la cause. Et c'est cette cause qu'il convient en premier lieu d'expliquer pour comprendre la réapparition ou la disparition de tels auteurs à tel moment de l'histoire. Le plagianisme est le secret de la censure dont il n'est qu'un des moyens détournés, censure par contournement qui s'accommode d'une forme particulière de retour aux sources. Ceux qu'il cite nous en disent plus qu'il ne faut de ceux qui sont placés dans le trou de mémoire. Et il suffirait d'un travail de sonde pour découvrir comment les idéologues actifs et conceptifs du néo-stalinisme choisissent leurs auteurs pour créer cet environnement intellectuel qui fait de la critique du passé, et de l'amalgame du marxisme-léninisme avec tous les courants irréductibles, la légitimation de leur situation actuelle ; comment sont réagglomérés les anciens éléments de la culture critique pour les faire servir à ce qu'ils combattaient et se réapproprient les auteurs hier cloués au pilori.

« *Thermidor [...] emprunte volontiers le langage de ceux qu'il a fait taire.* »

« L'alphabet du plagianisme » serait source de découvertes qui ne manqueraient pas d'étonner si l'on regardait comment les entrées du Grand Dictionnaire du mensonge déconcertant s'est épaissie, depuis la chute de l'URSS, d'emprunts destinés à neutraliser tout ce

qui pourrait rappeler le rôle de l'intelligentsia dans ce qu'il faut bien appeler un Thermidor à l'échelle mondiale — Thermidor qui, comme l'a si bien montré Babeuf pour la Grande Révolution, emprunte volontiers le langage de ceux qu'il a fait taire.

Les vaincus de l'empire du mal, loin de venir à résipiscence, se sont pour la plupart transformés en professeurs de morale pour prouver qu'ils avaient eu raison d'avoir tort en leur temps. Et ils ont rejoints les intellectuels de l'empire du bien, pour leur apporter les arguments tirés de leur propre histoire. L'ouvrage d'Arno Mayer, *La Persistance de l'Ancien Régime*, nous offre un des secrets de cet amalgame historique et le plagianisme y trouve une leçon de choses (2). Ce qui est dit de la Grande Guerre et de ses retombées intellectuelles et sociales peut être projeté sur l'histoire du stalinisme et des idéologues qui l'ont suivi à ses différents stades de développement, servant ainsi à ce qu'on pourrait appeler la persistance du stalinisme.

Ce phénomène mérite d'être observé de l'intérieur, et rapporté à la manière dont les intellectuels parlent de cette période de l'histoire et de leur place dans ce qui constitue le Thermidor moderne. Car la destruction de l'idée révolutionnaire ne pouvait être menée à bien que par les représentants du « communisme des intellectuels », seuls en mesure de transposer dans la nouvelle idéologie dominante tous les éléments de culture qui leur avait servi à adhérer à ce qu'il présentait comme le communisme et la théorie du mouvement révolutionnaire — le mensonge déconcertant du siècle passé devenu mensonge concerté du nouveau monde.

Louis Janover

1. *Le Dictionnaire du littéraire*, « Plagiat », PUF, 2002. — Définition d'après Jean de Soudier de Richesource (pseudonyme de Jean Oudart), « Le Masque des orateurs » (1667). *Poétiques*, n° 173, Paris, juin 2013.

2. Arno Mayer, *La Persistance de l'Ancien Régime. L'Europe de 1848 à la Grande Guerre* (1981). Traduction de l'anglais par J. Mandelbaum, revue par l'auteur. Paris, Flammarion, 1983.

Notre naufrage

Michèle Victor

Serions-nous une horde fratricide dont le génie consiste à commettre des actes imbéciles avec une compétence indéfiniment renouvelée ? Nous ne sommes pas menacés, nous sommes la menace.

D'où vient notre arrogance ? Le mensonge d'Etat s'est vu institué en vertu et le mythe de la méritocratie imposé comme principe de survie. Dans une sublime réconciliation téléologique, tout est ficelé, propre, réglementaire. Ce qui risque de salir la tapisserie est séance tenante aseptisé.

A force d'attendre, nous voici ankylosés, perclus de rhumatismes, souhaitant qu'on en finisse, qu'on nous empaile et qu'on nous expose au musée de l'homme. Pendant ce temps, à Lampedusa, Léros, Cos, Chios, Samos, Lesbos et partout ailleurs le désespoir se déverse par vagues immenses tandis qu'entre deux vins de messe les voisins n'ont rien d'autre à faire que d'espionner le quartier. Ici s'achèvent nos *conciliabules de spectres* impertinents et bra-

vaches. Il faut enfin partager. Partage forcé, *enfin*. Enfin quitter nos repères occidentaux, et dare dare ! L'Occident a trahi, pillé, génocidé pour établir sa puissance. Eux, ils traversent les mers, les terres et les frontières, abandonnant sans sépulture ceux qui meurent en chemin. Ils sont

là et nous voici *enfin* tenu d'apprendre à vivre avec eux, en espérant *qu'ils viennent fouetter notre pâleur, revigorer nos ombres, qu'ils nous ramènent la sève qui nous a désertés.*



Notre naufrage. Michèle Victor (150cm X 150cm, acrylique sur toile).

Droit d'asile en France. Quelles perspectives politiques ?

Le paysage des opposants aux lois restrictives en matière d'immigration et de droit d'asile est très varié, tant sur le plan des valeurs, des objectifs que sur celui des champs d'intervention. Cette réalité explique en grande partie la difficulté à former un mouvement d'ensemble qui aurait pour effet de faire contrepoids dans l'opinion publique et ainsi, ne pas laisser le terrain aux xénophobes en tous genres, des plus polis aux plus vulgaires.

En novembre 2017, suite à une mobilisation d'envergure exprimant des inquiétudes sur ce qui deviendra la "loi asile-immigration" (adoptée en 2018) du sieur Collomb alors ministre de l'Intérieur, les États-Généraux des Migrations (EGM) (1) se constituent. Elles sont à l'origine de la principale riposte d'ampleur dans ce pays pour faire converger des oppositions aux restrictions du droit d'asile. S'appuyant sur des assemblées locales (AL) elles témoignent d'une attente forte pour peser, mais aussi d'hésitations à propos des perspectives politiques. En ces temps de régressions sociales et politiques systémiques, l'étranger est plus que jamais rejeté. Comment inverser cette tragique tendance et le poser en des termes politiques ?

Pour bien comprendre la difficulté à instaurer un rapport de force politique, il convient de comprendre ce

qui repose sur ces centaines de groupements, formels ou informels, et qui, silencieusement, au quotidien, œuvrent avec les migrants. Nombre d'associations interviennent à un niveau local pour remplir une mission particulière, qui devient complémentaire avec d'autres structures. Les Restaurants du cœur, la Banque alimentaire ou les associations confessionnelles délivrent notamment des denrées alimentaires de premier secours. Emmaüs ou le Secours populaire fournissent fréquemment des vêtements ou du mobilier. La Croix-Rouge propose des consultations médicales. D'autres encore font de l'apprentissage de français

langue étrangère (FLE). Des avocats ou des associations se spécialisent sur les recours administratifs ou en justice.

A côté de ces initiatives, les organisations de dimension nationale continuent à apporter des actions de formation, de synthèse des évolutions législatives, de sensibilisations des élus et de l'opinion publique, de recours en justice...pour occuper un terrain déserté de fait par les petites structures, sur lesquelles elles peuvent s'appuyer.

Toutes ces structures ont fréquemment des enjeux institutionnels forts avec les pouvoirs publics (préfecture, mairie,...).



Protestation contre les conditions de vie au Prahda (PRogramme d'Accueil et d'Hébergement des Demandeurs d'Asile) de Marguerittes (Gard)

Officiellement, elles restent dans leurs prérogatives. Même si la réalité est plus fine, avec des situations où les limites fixées par la loi ou par la réserve à l'égard des institutionnels éclatent.

A côté des institutions associatives, de nombreux petits groupes de soutien se sont constitués ces dernières années à partir de réalités locales. L'arrivée de familles de migrants dans des villages par exemple, ou l'implantation de centre d'accueils de migrants sont souvent un déclencheur qui débouche sur la constitution d'associations, de collectifs, de réseaux... dont la vocation est de faciliter l'accueil, la scolarisation, la régularisation, l'accès au travail et à la vie sociale ou culturelle dans un nouvel espace de vie.

Ces associations ne sont pas conditionnées par des exigences institutionnelles (financements, représentativité,...) et couvrent souvent les situations les plus immédiates. C'est ainsi qu'elles se consacrent à l'accueil et la défense des mineurs non accompagnés (MNA), l'accueil et l'orientation d'étrangers sans papiers, l'hébergement et la recherche de fonds pour "mettre au vert" des illégaux qui sont déboutés du droit d'asile, fournir de la nourriture aux migrants qui n'ont pas ou plus d'allocations aux demandeurs d'asile (ADA), le covoiturage et l'accompagnement de migrants pour répondre à des convocations administratives alors qu'ils sont loin de tout, des traductions orales ou de documents administratifs, les parrainages de mineurs ou d'adultes, la scolarisation d'enfants aux familles sans statuts administratifs, la création d'ateliers de pratique du français, la création de zone temporaire autonome conçus pour faire se rencontrer les autochtones et les migrants aux parcours souvent fracassés ... Ce sont ces groupements là qui sont les plus exposés au quotidien, et qui développent des

trésors d'entraide et de solidarités concrètes, de désobéissance civile aussi. L'échelle des personnes impliquées n'est pas chiffrable, mais au niveau des territoires, on peut parler de mouvements importants de gens qui œuvrent en silence.

Agir et converger

Ce peuple de l'accueil aux moyens souvent faibles et au courage qui n'est plus à démontrer, s'appuie donc souvent sur les grosses structures qui développent des ressources pérennes mais qui sont pris dans des mécanismes de dépendances institutionnelles. L'essentiel de la tâche relève de l'urgence sociale. Pris dans un feu roulant continu, il est presque impossible d'avoir une stratégie globale, d'évaluer des objectifs politiques, de délivrer du temps et de l'énergie pour dépasser ce quotidien parfois vécu comme oppressant par les bénévoles engagés. Pourtant, faire pression sur les décideurs (Préfet, élus,...), se manifester à chaque fois que c'est possible, collectivement, et ne rien lâcher lorsque des migrants sont expulsés, déboutés, rejetés... est urgent.

Or ces collectifs, comités, réseaux... sont aussi ceux qui ont besoin de partager des visions ou des pratiques, mettre en perspective leurs actions, réfléchir à étendre leurs réseaux ou à (re)trouver du sens à leurs actions, sortir de l'étau législatif, imposer des rapports de force. Et qui cherchent à s'associer avec d'autres groupements du même type. Les EGM, malgré les limites amenées par les enjeux des institutions associatives, répondent partiellement à cette préoccupation. Et ce n'est pas rien. Les petites associations maillent le territoire dans d'autres réseaux parfois, sur la base d'affinités politiques, géographiques... La convergence n'empêche pas la diversité des approches et des modes de regroupements.

Même si les perspectives sont sombres pour tout ce qui touche à un



accueil digne et ouvert des étrangers en France, l'affirmation de pratiques solidaires est une nécessité impérieuse. Elle devrait s'appuyer notamment sur la nécessaire montée en puissance des groupements locaux de soutien et de leur coordination, et nous pouvons y participer. "Au cours de leur longue histoire, les anarchistes ont souvent contribué à mettre en œuvre des outils facilitant la convergence. Ces outils, de l'Association internationale des travailleurs à la Fédération des Bourses du travail en France, des organisations syndicales aux groupements coopératistes ou mutuellistes, ont souligné une éthique libertaire d'entraide et de solidarité comme ferments nécessaires pour résister à l'injustice. (...)"(2)

Daniel (Groupe Gard-Vaucluse)

Notes

- 1 - <https://eg-migrations.org/>
- 2 - https://www.monde-libertaire.fr/?page=archives&numarc_hive=14699

Femmes en exil

Les réfugiées espagnoles en France 1939-1942

Maëlle Maugendre nous livre un travail qui nous manquait sur la *Retirada* : l'histoire des femmes espagnoles lors de cet exode massif reste dans l'ombre de leurs compagnons d'infortune. En s'y attachant pour la rendre visible, l'autrice nous permet de comprendre les politiques genrées à l'œuvre qui organisent des dispositifs de prise en charge différents pour les femmes et les enfants d'une part et pour les hommes d'autre part.

Il est établi que lors de la *Retirada*, à partir de février 1939, ce sont plus de 475 000 républicains qui franchissent la frontière franco-espagnole à la suite de la répression phalangiste et de la victoire de Franco. Les autorités françaises ont sous-estimé l'ampleur de l'exode et les conditions faites aux réfugié.e.s sont effroyables. Cet événement est relativement bien documenté, de par les recherches universitaires, le travail de mémoire des associations républicaines et libertaires, les articles, livres et films qui en résultent. Mais hormis quelques témoignages recueillis auprès de femmes et le film de Rolande Treppe et Claude Aubach, « Camps de femmes » en 1994, peu avait été écrit et dit concernant les femmes lors de la *Retirada*. Et pourtant, elles représentent 75 000 à 95 000 personnes qui arrivent en France en quelques jours. Le propos de l'autrice est « *de dépasser les cadres de pensées genrées qui n'imaginent les femmes qu'à travers le prisme de la victime, tandis que les hommes bénéficient de l'aura du héros.* » Ainsi Maëlle Maugendre utilise toutes les sources à sa disposition issues des archives nationales, départementales, municipales (inspection des camps, direction des

étrangers et de la circulation transfrontalière, sûreté nationale, sécurité nationale, comités d'aide aux réfugiés, fonds du service social d'aide aux migrants) mais aussi des archives espagnoles et des témoignages oraux ainsi qu'une très riche bibliographie. Elle participe, comme un certain nombre d'historiennes dans la lignée de Michelle Perrot, à « *rendre visibles les femmes dans l'histoire* », « *donner à voir et à entendre leurs récits, mais aussi leurs silences* », « *déterminer leur capacité à s'inscrire en protagonistes dans des luttes* ».

En ce début d'année 1939, le gouvernement français s'engageait alors à accorder le droit d'asile aux réfugié.e.s mais l'obsession de la sécurité nationale videra de son contenu la notion même d'asile au profit d'une politique coercitive. Catégorisation et identification organisent le tri humain et les transports des réfugié.e.s s'avéreront pires que le transport du bétail. Pour les autorités françaises, « *les femmes espagnoles sont précédées par trois figures stéréotypées circulant à leur sujet : la femme engagée, la femme de mauvaise vie et la victime* », étonnante catégorisation qui aboutira à nier l'engagement politique des femmes et qui accentuera les deux autres figures.

Dans un premier temps les hommes seront internés dans des camps au sud de la France, à Argelès, Rivesaltes, Bourg-Madame, Saint Cyprien, ... et les femmes et enfants hébergés dans 77 départements français à l'exception de ceux qui sont en zone frontalière et à proximité de la capitale. Les hommes et les femmes auront à subir les mêmes



Maëlle Maugendre
Femmes en exil
Les réfugiées espagnoles en France
 1939-1942



privations en ce qui concerne la nourriture et l'eau, le froid et la chaleur, le manque de vêtements, d'hygiène, d'intimité mais aussi toutes sortes de brimades, d'injonctions et de vexations comme tout système concentrationnaire en produit. Mais dès la déclaration de guerre en septembre 1939, les femmes seront rapatriées vers les centres d'internement du sud et particulièrement du Roussillon. De « réfugiées », elles deviennent ainsi « indésirables ». La politique genrée aboutit à quasi interdire aux femmes de travailler, elles sont alors des « assistées », bouches inutiles, alors que les hommes sont, pour une grande part, recrutés dans les em-

plais de main d'œuvre pour les plus valides d'entre eux. La condition d'encadrement et d'assujettissement qui s'applique aux femmes n'empêche pas, par exemple, la mobilisation de l'humour, de la dérision et de l'ironie du « *petit théâtre des opprimés* » lorsqu'elles se déguisent avec les habits du théâtre de la ville de Troyes. Un autre moment cocasse que nous pouvons souligner, c'est l'inauguration d'un seau de nuit en grands pompes après avoir insolemment réclamé au préfet des seaux d'aise. Rassemblement festif pour résister aux violences endurées : les viols et les brimades sexuelles notamment, mais aussi les avortements qu'elles apprennent à faire clandestinement. Elles organisent des cours pour les enfants,

des formations techniques comme la dactylo, la couture ou le tricot. Elles revendiquent de faire la cuisine pour combattre l'oisiveté. Et quand elles se retrouvent internées avec des françaises, des belges et des allemandes, elles sont alors curieuses d'apprendre la langue des autres. Ces femmes espagnoles ne veulent pas « *conjuguer au passé leur idéal politique* » : elles sauront ainsi manifester bruyamment au camp d'Argelès contre le transfert des militants des brigades internationales vers l'Algérie, alors que les autres hommes du camp ne réagissent guère.

« *En se confrontant à la complexité de l'expérience des Espagnoles sur le sol français, en donnant à voir le parcours de milliers*

d'entre elles, en analysant leurs actes au quotidien, c'est la dimension résolument politique de ce vécu féminin en exil qui est alors mis en lumière. »

Hélène HERNANDEZ
Groupe Pierre Besnard de la Fédération anarchiste

Maëlle MAUGENDRE, *Femmes en exil. Les réfugiées espagnoles en France 1939-1942*, Presses universitaires François Rabelais, Collection Migrations, 2019

11 novembre 2015, intervention du groupe d'Aubenas au monument pacifiste de Joyeuse (07)

Au rassemblement pacifiste organisé par la Libre pensée, l'ALAMPAA (Association Laïque des amis des monuments pacifistes et anti militaristes de l'Ardèche) et l'ARAC (Association Républicaine des Anciens Combattants), le 11 novembre 2015, le groupe d'Aubenas est intervenu en choisissant d'axer son intervention sur « les exodes ». Sujet toujours d'actualité...

Il n'y a pas de noms de victimes civiles sur le monument aux morts.... Bonjour à toutes et tous et réciproquement...

Gordes, que ferons-nous ? Aurons-nous point la paix ? Aurons-nous point la paix

quelquefois sur la terre ? Sur la terre aurons-nous si longuement la guerre, La guerre qui au peuple est un si pesant faix ? [...]

Première guerre mondiale, des millions de civils sur les routes, dans les trains pour fuir la guerre et son monstrueux lot de destructions de villages, de viols, de déportations, de fusillades arbitraires (entre 5 500 et 6 500 Belges et Français abattus sommairement). Plus de 12 millions d'Européens se trouveront à un moment donné amenés à fuir



la guerre, à devenir des « réfugiés ». Les atrocités commises en Belgique ont jeté un million et demi de civils sur les routes de l'exil. Les Belges sont donc accueillis avec le plus grand égard. Les Français les considèrent comme de véritables martyrs face à la barbarie allemande. Un mouvement de solidarité s'organise un peu partout dans le pays pour les aider. Mais, ensuite, leur présence suscite la convoitise, à cause des bons de ravitaillement privilégiés qui leur sont réservés et des différences culturelles.

Finalement, certains sont vus comme des « Boches du Nord » dans les régions non occupées.

*[...] Je ne vois que soudards,
que chevaux et harnois,
Je n'oïs que deviser d'entre-
prendre et conquerre,
Je n'oïs plus que clairons, que
tumulte et tonnerre
Et rien que rage et sang je n'en-
tends et ne vois. [...]*

De juillet à Novembre 38, en Espagne c'est la bataille de l'Ebre et avec elle l'accélération du mouvement d'exode des républicains espagnols vers la France. En mars 1939, ce sont 440 000



réfugiés espagnols sur le sol français. Le gouvernement du radical Daladier qui avait auparavant promulgué le décret-loi du 12 novembre 1938 prévoyant l'internement des « *indésirables étrangers* » jette dans ses camps de concentration les réfugiés exsangues. Saint-Cyprien, Argelès, Barcarès ou le Vernet en Ariège où furent internés 12 000 combattants de la colonne Durruti.

Des mouvements d'extrême droite n'hésitent pas à s'insurger contre les camps de réfugiés à la frontière. Selon eux, « *point de place en France pour les Espingouins, qu'ils retournent chez Franco* ».

Mai 1940, des millions de personnes s'enfuient vers le sud. Cet exode jette sur les routes des familles belges, hollandaises et luxembourgeoises (deux millions de personnes) puis françaises (deux millions de personnes également) dès mai 1940, dans un chaos hétéroclite de piétons et de véhicules de toutes sortes, sous la mitraille de l'aviation allemande. Au total, ce sera un quart de la population française qui prendra les routes de l'exil durant la seconde guerre mondiale.

*[...] Les princes aujourd'hui se
jouent de nos vies,
Et quand elles nous sont après
les biens ravies
Ils n'ont pouvoir ni soin de
nous les retourner. [...]*

Aujourd'hui, pas loin et maintenant, des centaines de milliers, pardon des millions de civils fuient des combats qui ne sont pas les leurs. Dans leurs pays d'origine, de sombres crapules se sont autoproclamés maîtres de la pensée, de la vie et surtout de la mort de toutes et tous. Attisés par l'arrogance des pays occidentaux s'érigeant en gendarmes du monde, fanatisés par ces gourous de la guerre sainte, influencés par des nationalismes revanchards, tentés par l'impunité de leurs crimes, viols et vols, des milliers de combattants ont rejoint le camp de la mort et de l'obscurité. Dans les salons des

grandes puissances on se passe le plateau de petits fours en cherchant à tirer le plus de profits possibles de la situation.

Des centaines de milliers, pardon des millions de pauvres bougres se bousculent aux portes de l'Union Européenne. Des colonnes de réfugiés réveillent les vieilles images de 14, 38, 40. Les abrutis sans âge de l'extrême droite, de la droite extrême, des adeptes de la France blanche et chrétienne, des inhumanitaires ressortent les mêmes arguments pour leur refuser l'accès à une sécurité qu'ils n'ont plus.

*(...) Malheureux sommes-nous
de vivre en un tel âge,
Qui nous laissons ainsi de
maux environner,
La coulpe vient d'autrui, mais
notre est le dommage.
Olivier de Magny (1530 - 1561)*



La culpabilité vient d'autrui, de tous ces fauteurs de guerre : Etats, religions, nationalismes, capitalisme, impérialisme, ... certes.

Mais ne nous disculpons pas pour autant tant que nous acceptons au nom d'un réalisme de survie de refuser d'envisager un autre futur enfin débarrassé de tous ceux qui veulent gouverner nos pensées, nos vies et nos morts.

Ni dieu ni maître. Ouvrons les frontières qu'on respire enfin !

Des échos de Belgique

Le passé colonial belge

aujourd'hui - L'écho long

des colonies

Entre mythe et amnésie, le passé colonial belge semble revenir au-devant de la scène médiatique sous l'angle d'un questionnement critique, social et politique. Pour nous, anarchistes et autres affinitaires, il s'agit d'un débat porteur d'une actualité décisive en matière de reconnaissance d'une forme d'oppression encore trop souvent atténuée, quand elle n'est pas superbement ignorée.

Actualité et amnésie

Actualité d'abord. Et des plus consternantes : en marge du Pukkelpop festival de Hasselt, en août 2018, deux jeunes bruxelloises de couleur noire sont agressées verbalement et menacées physiquement par un petit groupe d'apprentis nazillons flamands. Ces derniers entonnent un chant aux paroles peu équivoques : *"Handjes kappen, de Congo is van ons"* (*"Couper des mains, le Congo est à nous"*). La vidéo circule sur les réseaux sociaux et provoque un choc, aussi bien dans les milieux militants (bien que sans étonnement, puisque antifas vigilants de longue date), que dans les rangs des partis politiques de la bien-pensance, qui semblent se réveiller soudain. Ah oui, tiens : l'histoire coloniale est à peine abordée dans le programme scolaire (ce qui renforce l'étonnement devant les paroles du chants de ces

jeunes, tous mineurs, et pourtant fort bien « documentés »...) Ah oui, tiens : la Belgique a été un oppresseur colonial impérialiste aux 19^e et 20^e siècles, et continue d'exercer une politique ambiguë sur l'actuelle RDC. Ah oui, tiens : le passé colonial continue de figurer dans l'espace public comme un monument à la gloire passée du pays colonisateur, tantôt sous forme de statues majestueuses de Léopold II ou sous l'intitulé des noms de rues ou de quartiers... Ah oui, tiens : les Afro-descendant.e.s subissent ici en Belgique des stéréotypes empruntant aux clichés coloniaux et se traduisant par des discriminations...

C'est aux rets de cette amnésie que le Collectif Mémoire coloniale et lutte contre les discriminations (CMLD) s'efforce d'arracher les Belges, Afro-descendant.e.s ou non, par le biais, entre autres, de "promes-

nades décoloniales", à travers les rues de Bruxelles et de Namur. Ces deux villes en particulier se distinguent par la présence d'un "musée africain", encore en possession d'œuvres issues des pays colonisés, « collections » bien mal acquises puisque pour certaines de ces œuvres, leurs appropriations furent le résultat de vol ou de racket. Au-delà même des objets, des restes humains conservés à titre de curiosité, pour certains rapportés par des militaires comme véritables trophées de guerre et pour l'ensemble ayant fait partie de collections d'anthropologie anatomique, se trouvent toujours en Belgique, dans les caves de quelques musées ou autre université.

Le monde culturel belge ne se réduit pas à ses musées. La Belgique a ses tabous et ses figures immunes : un climax est atteint, en janvier 2019, à l'annonce de la réédition de l'album "Tintin au Congo" (réédition numérique de la version originale), BD entièrement dédiée à la représentation caricaturale d'un Congo peuplé de Noirs candides, peureux, ou surnois, présentés complaisamment dans la pratique d'un parler "petit nègre", et menés sur la voie du progrès et de la civilisation par les figures héroïques du "bon Père missionnaire blanc" ou du valeureux petit reporter à la houpette. Pour les éditions Moulinsart, l'affaire est juteuse, vu que cet album continue de faire partie des têtes de vente de la série. Afin d'éviter le piège de la limita-



tion de la liberté d'expression, et donc de convoquer la censure contre, à tort ou à raison, le héros de Hergé qui demeure un des fleurons du patrimoine littéraire belge, les associations et ONG luttant contre les discriminations (CMLD, CEC...) réclament en vain une contextualisation des clichés racistes véhiculés dans l'album sous forme d'un addendum. Pas touche à Tintin... Ou quand l'amnésie se mue d'un coup d'un seul en un tabou aux relents de revendications identitaires voire nationaliste : le héros dont même le chien aboie des ordres aux Congolais dans un français que l'auteur refuse à ces derniers, fait partie d'un « patrimoine culturel » intouchable, incontestable.

Plus récemment encore (février 2019), un groupe d'experts de l'ONU rendait un rapport accablant dans lequel on pouvait lire qu'il existait "des preuves claires que la discrimination raciale est endémique dans les institutions en Belgique. Les personnes d'ascendance africaine font face à de la discrimination dans la jouissance des droits économiques, sociaux et culturels, en ce compris la relégation de l'enseignement général vers les filières techniques/professionnels, un déclassement dans les opportunités d'emploi et de la discrimination sur le marché immobilier." Ce constat est par ailleurs

largement confirmé, entre autres, par les enquêtes menées par l'association UNIA, institution publique indépendante qui lutte contre la discrimination et défend l'égalité des chances.

Mythe(1) et propagande

Chant, espace public, musée ou autre bande-dessinée constituent les chaînons, parmi tant d'autres, contribuant à maintenir vivace le mythe du passé colonial. La Belgique, il faut s'en souvenir, s'est mêlée de jouer dans la cour des grands au temps des grands empires coloniaux. Par le jeu des stratégies géopolitiques de la seconde moitié du 19ème siècle, et dans le courant des cinq premières années de la décennie 1880, le petit royaume gouverné par un souverain, Léopold II, dont l'orgueil national continuera de se souvenir sous le nom du "roi bâtisseur", parvint à se doter d'une colonie, et à se hisser de la sorte au rang des *grandes puissances*. A peine plus de cinquante ans après son accession à l'indépendance, la Belgique rejoignait la petite bande des états nations impérialistes dans le chœur d'une idéologie pétrie de militarisme, de domination économique et d'esprit missionnaire.

Pour la plupart, en 1885, les Belges se soucient comme d'une guigne des perspectives liées à la possession d'une colonie.

Léopold II, souverain ambitieux, entouré d'une petite clique issue de l'aristocratie d'affaires, initie alors un prodigieuse machine de désinformation populaire : la *propagande coloniale*. Dès l'abord, c'est toute une mythologie qui est construite pour justifier l'injustifiable : l'occupation d'une terre habitée, et l'exploitation systématique de ses ressources, tant naturelles qu'humaines, au profit de la métropole.

Ainsi naît, de 1885 à 1908, l'État indépendant du Congo (EIC)... Un bien étrange "état" que cet EIC, dont le souverain s'avère par ailleurs être l'unique propriétaire, et qui est, dans les faits, sinon en droit, rien moins qu'indépendant ! Sorte de propriété privée du roi des Belges, le Congo, du-

rant ces années, est le théâtre du travail forcé, des missions catholiques poussant à la conversion des populations entières. L'usage de la violence figure bien entendu dans les méthodes favorites de l'aventureux colon. C'est aussi le temps des "mains coupées", attestant que les membres de la force publique, bras armé de l'Etat (composée de Congolais enrôlés, sous le commandement de gradés blancs) ont bien fait usage de leur arme à feu pour ôter la vie des « Nègres » rebelles ou récalcitrants. Une main ou une paire de mains pour justifier chaque balle tirée par un membre de la force publique... Mais cette violence est masquée aux habitant.e.s de la métropole, autant que les mouvements de résistances des Congolais.e.s. La propagande fonctionne à plein régime, afin de justifier et de... financer l'entreprise coloniale. D'un côté, le Congo est représenté comme une sorte de continent impénétrable, obscur et mystérieux, sauvage, vierge et inculte. Ses habitants, riches d'un passé et d'une histoire bien avant l'arrivée des colons sur leur sol, passent tantôt pour des guerriers féroces qu'il faut dompter, tantôt pour de grands enfants un peu naïfs qu'il faut éduquer. Stanley, l'homme de Léopold en Afrique centrale, et d'autres encore, sont en revanche les valeureux explorateurs déifiant tous les dangers pour apporter la civilisation en ces contrées et, qui sait ? faire entrer l'homme noir dans l'histoire...

La fin du 19^e siècle marque en outre l'avènement des grandes expositions universelles : avant d'avoir recours aux larges couvertures médiatiques de la presse, c'est dans ces expositions que « les Noirs » seront exhibés en métropole, comment autant de bêtes curieuses, dans des situations de mise en scène prétendument authentique. En 1897, une affichette à l'intention du public mentionne, devant le pavillon des Congolais : « Veuillez ne pas donner à manger aux Noirs. Ils sont nourris. »

Rien de tel qu'un vernis humanitaire pour justifier une intervention sur une terre étrangère, et entreprendre la domination de toute une population "pour son bien" ! Oui, le Noir est sauvage, belliqueux, ignorant, can-

tonné de toute éternité à l'état de nature. Et c'est bien sa faiblesse, dont d'autres ont tiré profit. Le prétexte tout trouvé s'offre sur un plateau d'argent : les colons belges, en plus des lumières de la civilisation, apportent la liberté aux « Nègres » victimes d'un odieux trafic d'esclaves... Le coupable, il suffit de piocher dans l'imagerie la plus surannée des croisades pour le trouver : l'Arabe, fourbe et perfide, ne reculant devant aucune indignité pour faire du profit. Certes, un trafic d'esclaves orchestré par des Africains et des Afro-Arabes (parlant le Swahili et convertis à l'Islam) existe en ces contrées. Les premiers administrateurs du prétendu Etat Indépendant du Congo ont d'ailleurs collaboré sans scrupule avec ces trafiquants. Derrière les alibis humanitaires se cachent en fait et avant tout des raisons économiques directement liées au commerce de l'ivoire et, bientôt, du caoutchouc. Car le pari de Léopold II va s'avérer payant : bien que n'ayant que peu de territoire côtier, le Congo possède des richesses insoupçonnées, qui vont, pour le coup, faire de la Belgique l'un des pays les plus riches du début du vingtième siècle. Les critiques ne vont néanmoins pas tarder à s'abattre sur le système léopoldien, notamment de la part du concurrent *number one* en matière d'expansion impérialiste, à savoir l'Angleterre. Par la force des choses, non par générosité ni grandeur d'âme, le souverain des Belges fait « don », peu avant sa mort, de « son » Congo, en 1908. Place à la colonie belge du Congo, « notre colonie », « la plus belle des colonies », « Notre Congo » ou, comme on dit au nord du pays, « Onze Kongo ». Les Belges n'hésiteront pas, jusqu'aux premiers jours de l'Indépendance du Congo, le 30 juin 1960, à ranimer cette imposture et à la lier au « génie du roi Léopold ». En témoignent les mots du roi Baudouin, au jour de la proclamation de l'indépendance du Congo. Patrice Lumumba, premier ministre congolais, en présence du souverain des Belges, présentera ce mythe sous un tout autre jour, prenant de cours Baudouin lui-même, qui envisagea de quitter séance tenante le sol congolais ! Lumumba payera bientôt ce qui fut perçu par les anciens colonisateurs comme une insolence, de sa vie

même : il est assassiné un an plus tard, dans des circonstances impliquant sans plus aucune forme de doute les plus hautes autorités belges.

Néocolonialisme et migration afro-descendante

Concernant le mythe, le décor ne variera pas, ou que peu, durant près de quatre-vingt années d'oppression coloniale. Aujourd'hui encore, le plus souvent, les termes de cette mythologie continuent d'être relayés, plus ou moins inconsciemment. Des lieux communs continuent de ressortir sans vergogne : « Tout de même, on leur a apporté des routes, et le chemin de fer, et l'éducation. » - « Il y a eu du bon dans la colonisation, tout n'est pas à jeter. » - « Regardez ce qu'ils ont fait du pays une fois que les Belges ont quitté les Congo ! » Or, est-ce nécessaire de rappeler que ces infrastructures étaient avant tout au service de l'exploitation des ressources naturelles et humaines ? Le chemin de fer permettait d'acheminer les matières premières. Les hôpitaux, d'assurer la plus ou moins bonne santé de la main d'œuvre - et d'ailleurs, avant d'être destinés aux « populations indigènes », la médecine dite coloniale

s'était développée pour assurer la bonne santé des colons. Les écoles, enfin, et le cas du système colonial belge est sur ce point tout à fait révélateur, des outils de maintien et de reproduction d'une hiérarchie sociale organisée sur un ordre racial hautement ségrégationniste et inégalitaire. L'enseignement secondaire était surtout technique et professionnel et il fallut attendre 1956 et 1959 pour voir la création de deux universités au Congo. Époque lumineuse s'il en est, où les autorités belges se décident à octroyer, au compte-goutte, le statut « d'évolués » à une élite congolaise occidentalisée, exhibée comme la preuve irréfutable que l'entreprise civilisatrice coloniale a fonctionné !...

Bien plus, le néocolonialisme s'exprime dans ce que d'aucun nomme « les plus hautes sphères de l'État ». En témoigne ainsi le tristement célèbre discours de Nicolas Sarkozy à l'Université de Dakar, en 2007. Sarkozy, dans cette prise de parole, n'a rien fait d'autre que convoquer la vieille rhétorique de la propagande coloniale lorsqu'il prétend que « Le drame de l'Afrique, c'est que l'homme africain n'est pas assez entré dans l'histoire. » Selon cette conception idéologique



dramatiquement euro-centrée, l'Histoire avec un grand H ne s'écrit qu'à partir du moment où le monde rencontre le "Blanc" avec un grand B.

C'est cette histoire des prétendus "grands hommes", sempiternellement ressassée par les manuels officiels, qui occulte les luttes ici et ailleurs, et les résistances que les "colonisés" ne manqueraient d'opposer à la machine de guerre coloniale, elle qui réduit un ensemble de civilisations à des entités homogènes et fait "des femmes et des hommes du peuple" des spectatrices et spectateurs plus ou moins admiratifs. ives du "génie" des épris de pouvoir. Enfin, on garde le souvenir, dans des malles d'un aïeul, dans le grenier d'une maison, dans les caves des musées, des trophées hérités du glorieux passé colonial sur lequel s'est construit, au détriment de toute une population, la richesse de la Belgique.

En-dehors de cette nostalgie de bonpapa et de cette condescendance des anciens colonisateurs, on doit continuer de déplorer une discrimination perpétuelle, à l'emploi, au logement, à l'encontre des personnes afro-descendantes, comme mentionné en début d'article. Difficile de calculer l'impact des résidus de pensée coloniale sur ces discriminations. Pour autant, des décennies de propagande caricaturant les colonisés et colonisées sous des traits toujours désavantageux ne peuvent pas ne pas avoir un impact sur les stéréotypes et préjugés ressassés par les héritiers de cette pensée coloniale. On a pu évoquer la figure du Noir belliqueux, celle du Noir naïf, grand enfant demeuré à l'état de nature. Comment ne pas rappeler celle aussi de la victime ridicule, celle de l'esclave libéré et reconnaissant (envers son nouveau maître qui lui imposera son mode de vie, ses croyances et ses usages), celle des femmes exotiques et lascives (une des plus grandes hypocrisies de l'entreprise coloniale, entretenant plus ou moins consciemment le fantasme du mâle blanc disposant à l'envi du corps des femmes noires), celle du sauvage en voie d'être civilisé, mais singeant encore de manière risible les manières de l'homme blanc. Par-dessus tout, le système colonial repose sur une con-

ception qu'il avalise jusqu'au bout : celle de la hiérarchisation des races.

"Pour autant, comment se tenir aux côtés des personnes Afro-descendantes dans leur lutte pour l'avènement d'un état congolais réellement démocratique, affranchi de toute tutelle coloniale?"

Nous pensons, qu'aujourd'hui encore, certaines ONG se réclamant de l'humanitaire ou autres FMI et BM s'inscrivent dans le sillon d'une vision d'un Congo victime et auquel l'occident doit nécessairement venir en aide voire carrément guider, afin de l'éclairer de ses lumières, de son modèle démocratique ou autres avancées vues comme des impératifs « au développement ». Pour autant, comment se tenir aux côtés des personnes afro-descendantes dans leur lutte pour l'avènement d'un état congolais réellement démocratique, affranchi de tout tutelle néocoloniale ? Un paradoxe pour des anarchistes, voire une contradiction : lutter contre l'impérialisme mais comment soutenir des mouvements de libération qui se fondaient, et se fondent encore sur l'hégémonie de l'état-nation et sur le nationalisme ? Bien plus, nous pensons, qu'aujourd'hui encore, l'érotisme exotique, en plus de réduire la femme à un objet sexuel, opère une hiérarchisation entre ces corps devenus lieu de réaffirmation d'une domination masculine et raciale. Au vu de ces derniers développements, nous ne pouvons que nous inscrire dans une perspective intersectionnelle et ainsi lutter contre les systèmes de domination, quel qu'en soit les formes. L'anarchisme est-il seulement autre chose ?

Conclusion

Il n'est pas douteux que les enjeux les plus contemporains en matière d'héritage du passé colonial se situent au niveau des discriminations bien réelles dont font l'objet les personnes Afro-descendantes en Belgique. C'est à ce niveau désormais que nous sommes en mesure d'accompagner les luttes de des opprimé.e.s en tant qu'anarchistes. Sous peine de ne pas atteindre le décloisonnement des communautarismes

et de fragiliser tout projet internationaliste, solidaire et égalitaire. Peut-être, en référence aux recherches des anthropologues David Graeber et Charles Macdonald, ne faut-il pas manquer de mentionner que l'anarchisme tel qu'il s'organise aujourd'hui en France ou en Belgique notamment, par ses groupements, ses fédérations, n'est pas représentatif de la diversité sociale, économique, culturelle... de ces sociétés. Par contre, l'anarchisme, tel qu'il a pu se vivre ou peut encore se vivre aujourd'hui, est répandu et se manifeste (parfois sans même être ainsi nommé) aux quatre coins du monde, à chaque fois qu'un groupe d'être humains prône et vit l'égalité, à chaque fois que quelques uns, que quelques unes, refusent la domination, luttent contre les inégalités, s'organisent et décident de et pour elles-mêmes.

Christophe (groupe Ici et maintenant – Belgique)
Antoine (affinitaire)

(1) Toute cette mythologie fait l'objet d'une exposition critique réalisée par l'ONG **Coopération par l'éducation et la culture** (CEC), intitulée « Notre Congo/Onze Kongo, la propagande coloniale belge dévoilée » (direction scientifique Elikia M'Bokolo et Julien Trudaïu). Pour la petite histoire, les auteurs de cet article ont eu l'occasion durant un peu plus d'un mois, à Namur, d'accueillir des animations avec des publics tant scolaires qu'adultes, dans le cadre de leur emploi subordonné (et rémunéré). Ce projet correspondait à une volonté conjointe, de deux compagnons de lutte, l'un fédéré du groupe Ici et maintenant (Belgique), l'autre affinitaire, tous deux imprégnés d'idéaux et de pratiques anarchistes, de faire avancer le débat sur ce moment d'oppression souvent encore connoté positivement par la catégorie dominante de la population.

Un réfugié parmi tant d'autres : Le caricaturiste bielorusse Denis Lopatin.

En 1994, Denis Lopatin a commencé à publier dans divers journaux biélorusses.

En 2002, Il part vivre en Russie et travaille en tant que dessinateur dans plusieurs journaux de Petropavlovsk-Kamtchatski.

Le 13 octobre 2017, un rassemblement de soutien à la liberté du cinéma s'est tenu, en réaction à l'interdiction de la diffusion du film *Mathilde* racontant les amours de Nicolas II et de sa maîtresse

la ballerine Matilda Kchessinska.

Pour ce rassemblement, Denis Lopatin prépare une affiche, approuvée par les organisateurs et les participants, tournant en dérision la députée de la Douma d'État Natalia Poklonskaïa (1) qui était à l'origine de la campagne pour l'interdiction du film.

En mai 2018 la passionnara Poklonskaïa, avec l'appui efficace de l'Eglise russe orthodoxe, s'est adressée au chef du Comité des Investigations Alexandre Bastrykin en demandant d'accuser Lopatin de l'offense aux sentiments religieux.

Dans les plaintes déposées, il a été fait mention des articles du Code pénal 148 (offense aux sentiments des croyants) et 282 (extrémisme). Poklonskaïa a également ajouté dans sa plainte l'article 130 (atteinte à la dignité de la personne). Quand l'air devient irrespirable il faut alors changer d'air... En mars 2018, Denis vient en

France sur la recommandation d'organisations de défense des droits de l'homme et d'avocats.

Après l'arrivée de sa famille le statut de réfugié politique a été approuvé instantanément.

Depuis ce jour, tout va bien !

Caricaturiste de grand talent, il a publié en Biélorussie, en Russie, au Royaume-Uni, aux Pays-Bas, en Allemagne, à Chypre, en Suisse mais également en France et en particulier dans *Siné Mensuel*.

Le voici maintenant, dans l'attente de publications lui permettant de dessiner du beurre dans les épinards "si vous avez des pistes, n'hésitez pas", collaborant au *Monde libertaire*... "dabro zaprašajem, kampa jon" "dobro pozhalovat', kompan'on bref"... **Bienvenue, compagnon !**

Bernard avec l'aide des infos données par Denis

(1)La Christine Boutin russe...Ultra orthodoxe, Natalia Poklonskaïa, 37 ans, députée de Crimée du parti de Vladimir Poutine Russie unie, vice-présidente du comité pour la sécurité et la lutte contre la corruption à la Douma, a jugé utile de déposer rien moins que quarante-trois recours contre le film auprès du tribunal de grande instance de Moscou pour, entre autres, « *Atteinte aux sentiments des croyants, le tsar ayant été canonisé (avec sa famille en 2000 par l'Eglise orthodoxe russe) et le non-respect de la vérité historique* ».



Homo migranticus

L'histoire de l'humanité est jalonnée de migrations et de longs périple. L'espèce humaine fut la seule, du monde vivant, capable de migrer de sa propre volonté, pas uniquement pour fuir les catastrophes naturelles, les guerres et les changements climatiques mais pour coloniser et explorer des contrées inhabitées.

Depuis que le genre *Homo* fit son apparition en Afrique il y a 2 millions d'années, il ne cessa de se déplacer. Vers 2 millions d'années, l'Homme ne sort pas seul de l'Afrique, mais accompagné de toutes les communautés écologiques savanicoles : lions, guépard, etc. En Inde, les lions ont été incapables de s'installer puisqu'ils rencontrent le tigre qui occupait déjà cette niche écologique, alors que l'Homme fut la seule espèce de mammifères capable de s'installer dans tous les systèmes écologiques.

Des données récentes établissent que c'est vers -100 000 que l'Homme moderne part d'Afrique, et cela d'après des fouilles effectuées sur des sites préhistoriques en péninsule arabique. La collaboration entre généticiens, préhistoriens, linguistes et paléanthropologues a permis de reconstruire le schéma des peuplements de la terre. L'Homme se déplace avec ses gènes, sa culture et même ses mythes.

L'Homme moderne (*sapiens sapiens*) va être en Australie et peut être en Amérique latine avant même d'être en Europe pourtant très proche de l'Afrique et du Proche-Orient. Pourquoi pas en Europe ? Car tout simplement il y avait l'Homme de Neandertal.

Depuis quand l'Homme moderne savait-il naviguer ?

Les traces d'une économie du littoral datent d'il y a plus de 100 000. Des populations d'*homo sapiens* savaient déjà survivre grâce aux ressources du littoral et des côtes, et étaient capables de prendre la mer. Ces humains avaient certainement acquis une maîtrise *a minima* du cabotage (données en Afrique du sud notamment). Actuellement, les scientifiques sont sûrs qu'*Homo sapiens sapiens* parti d'Afrique il y a 90 000 ans, arriva en Australie il y a 70 000 ans.

Qu'est ce qui aurait poussé des groupes de populations humaines à aller vers l'inconnu, au-delà de l'horizon de 80 km en mer, sans connaissance préalable de ce qu'il y avait au-delà de cet horizon ? La réponse à cette question pointe du doigt une particularité intellectuelle inouïe de la version moderne d'*Homo sapiens* ; la seule espèce depuis l'origine de la vie qui migre de sa propre volonté, à la recherche de nouvelles niches écologiques, animée par la curiosité, et cela demeure assez hallucinant.

Des peintures rupestres de bateaux ont été retrouvées en Australie, au Kimberley, datées de -60 000. Les mêmes dessins ont été retrouvés au Mato Grosso (Brésil) datés de -50 000. Ces découvertes suggèrent que l'Amérique latine a été visitée plus tôt qu'on l'imaginait, et c'est un sujet de controverses fascinantes. Toutes ces données interpellent sur l'histoire des migrations maritimes. On croyait que les humains se déplaçaient surtout à pieds secs, poussés par les événements climatiques, ce qui est vrai mais pas uniquement pour des raisons écologiques.

Il y a eu certes des migrations forcées à cause du volcanisme, des glaciations et autres phénomènes naturels,

mais un voyage au-delà de l'horizon ça se prépare. *Homo sapiens sapiens* était parfois un migrateur forcé, mais migrateur de son propre chef aussi.

L'Homme moderne arriva en Italie il y a 40 000 ans forcément en bateau, c'est ce que font de nos jours les migrants qui partent des côtes tunisiennes et libyennes pour arriver en Lampedusa. Chypre fut visitée et colonisée vers -10 000, voire même avant d'après la découverte d'outillages de pierres taillées datant du XI^e millénaire avant notre ère.

La dernière partie du monde à être colonisée fut Madagascar, il y a de cela 2000-2500 ans, les ancêtres des malgaches venaient d'Indonésie et pas d'Afrique, le continent le plus proche. L'Amérique latine fut colonisée probablement par des passages en atlantiques ou via les Açores, mais cela reste à prouver.

L'avènement de la sédentarisation marqua un tournant dans l'histoire des migrations humaines

Les cités-États et la sédentarisation : une perte de la liberté ?

On s'est toujours demandé comment s'est fait le passage d'un mode de vie nomade, de chasseurs-cueilleurs, à celui de sédentaires (agriculteurs et éleveurs). Avec la découverte du feu il y a 400 000 ans, la domestication des plantes et des animaux a pu commencer. Le feu, en « externalisant la digestion » l'a rendue moins coûteuse en énergie pour l'organisme, a permis de chasser le gros gibier et la construction de niches écologiques propres à l'Homme. La domestication a connu un virage il y a plus 10 000 ans avec l'apparition de l'agriculture, de l'élevage et de la sé-

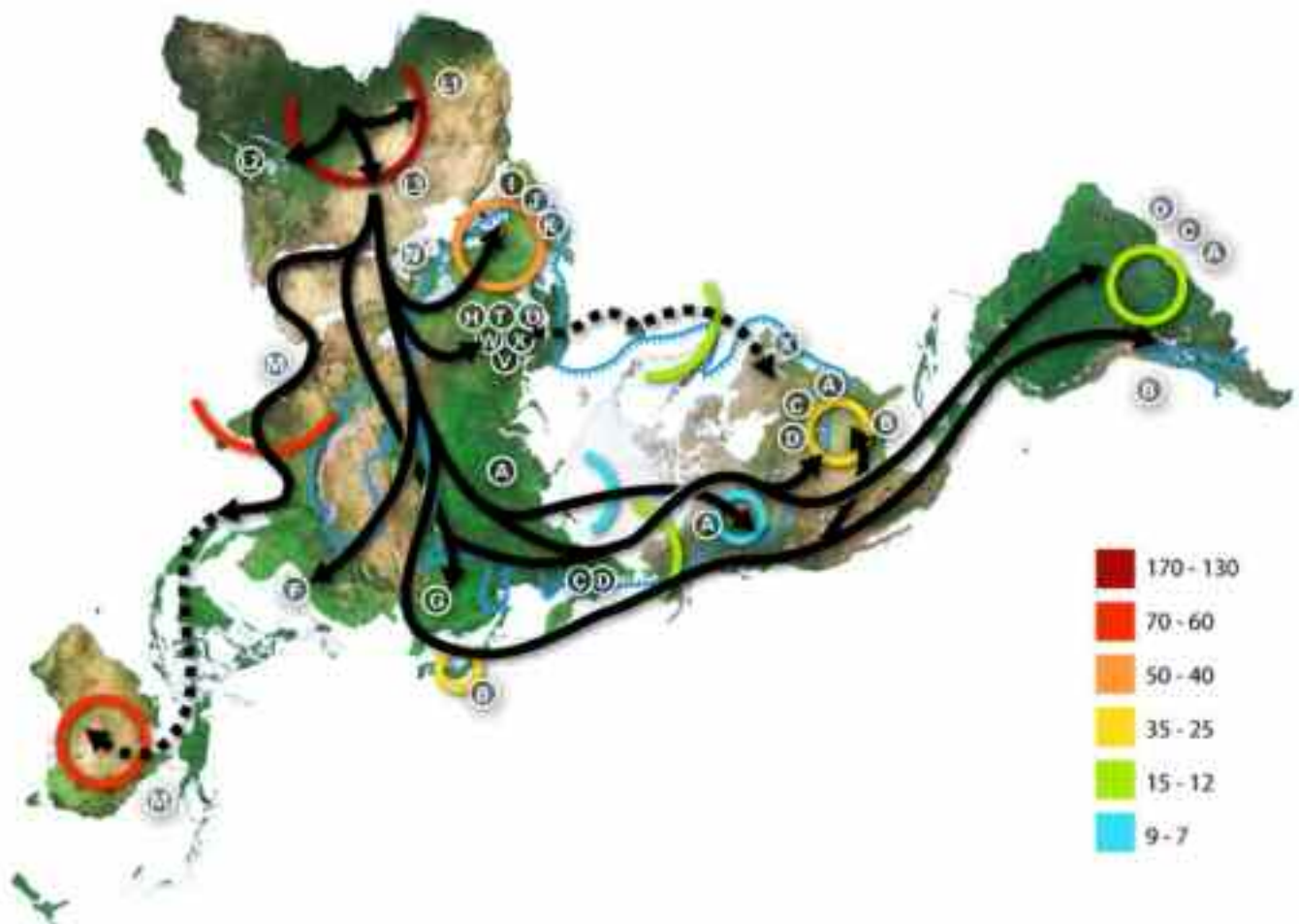
dentarité en Mésopotamie. Dans ces sociétés, plusieurs options de subsistance s'offraient à eux parmi lesquelles des pratiques sauvages ou la chasse-cueillette. La sédentarité n'était qu'une pratique parmi d'autres. Avec les cités-États il y a 6000 ans, la sédentarité devient une idéologie, selon James C. Scott, anthropologue (et anarchiste) à l'université Yale. Concentrés dans des agglomérations, les humains sont devenus la cible des parasites et des épidémies (la concentration urbaine au début de l'Antiquité, la sédentarisation et la révolution agricole, initiées en Mésopotamie il y a 12 000, créent les conditions de l'émergence infectieuse), leur régime alimentaire s'est appauvri en se limitant à quelques espèces cultivées, essentiellement des céréales. Ces cités-États céréalières créées en Mésopotamie, dans la vallée de l'Indus ou en Égypte, le furent dans l'objectif de contrôler, entretenir et maximiser les

excédents céréaliers. La chute de ces cités-États céréalières n'a pas entraîné forcément famine et violence, comme l'atteste l'effondrement de villes comme Ur III, Akkad ou Babylone. James C. Scott, qualifie ces premières cités-États de « complexes écologiques et sociaux fondés sur l'oppression », tout en indiquant que des peuples se sont opposés violemment à la sédentarisation. Peu de données indiquent que les nomades furent plus malades que les sédentaires, ou qu'ils étaient plus en proie à la malnutrition que les sédentaires. Le mode de vie sédentaire s'est imposé à travers l'économie agraire des premières cités-États. Cette sédentarité exerçait une pression sur l'environnement entraînant déforestation, épuisement des sols, violence, guerre, etc.

férentes populations, voire entre différentes espèces du genre *Homo*. Notre patrimoine génétique en porte encore les traces. Avec l'avènement des frontières entre les pays, les États modernes entendent limiter les déplacements des populations et les migrations volontaires et forcées. Ces mêmes États, par leurs politiques envers l'environnement et la planète, rendant les pays du Sud de moins en moins vivables, donnant *de facto* de bonnes raisons pour les habitants de ces contrées inhospitalières de migrer. Après tout, depuis qu'il a quitté son berceau africain, l'Homme moderne n'a jamais cessé de voguer en quête de terres moins hostiles et plus accueillantes.

Taym Al Khalili

L'Humanité doit beaucoup aux migrations, générant de nouvelles adaptations via les métissages entre dif-



Les oies sauvages

Imaginez un monde où les oiseaux migrants seraient repoussés à la frontière.

« On ne passe pas », lanceraient les pélicans, l'œil belliqueux, à l'égard des oies sauvages. Celles-ci, éreintées et stoppées dans leur élan, tomberaient alors lamentablement au fond de l'océan. « Pourquoi ne faites-vous pas demi-tour ? » leur hurleraient les piafs locaux, de peur qu'on ne les traite d'assassins. Dans leur chute, les migrantes cendrées rétorqueraient dans un dernier cri : « Quand on fuit la misère, on ne fait pas demi-tour ! »

Contrairement aux apparences, cette fable ne s'éloigne pas de la réalité. En fait, elle s'en approche. Car même si les réfugiés ne portent ni bec ni plumes, ils fuient bien la misère et sont régulièrement rejetés à la mer. Et s'ils ne ressemblent en rien aux oies sauvages, ils sont clairement pris pour des pigeons. Menacés dans leur propre pays, chassés de leurs propres maisons, on leur promet Droits de l'Homme et liberté. La rumeur se propage : les pays occidentaux offrent abris, sécurité et hospitalité. Alors tant pis pour la difficulté du voyage. Entre les bombardements quotidiens et une nouvelle vie en terre de paix, le choix est vite fait. Privés d'informations objectives, impossible pour les malheureux de vérifier l'alléchante promesse. Pas le temps, surtout. Il faut fuir, et vite.

« Un passé résumé à une paire de chaussettes, une photo de famille et une pièce d'identité »

Aussitôt, une première embûche se présente, annonçant la couleur du périple à venir. C'est le moment de payer un passeur. Toutes les économies d'une existence pour pouvoir quitter les côtes hostiles. Sur le canot pneumatique fragilisé par l'iode et le temps, une centaine de personnes sont entassées comme des lapins dans un clapier. Les

bagages, sauf culturels, ne sont pas admis à bord. Seules les poches des manteaux peuvent donc contenir les biens d'une vie entière. Un passé résumé à une paire de chaussettes, une photo de famille et une pièce d'identité. Pas besoin de biberons, et heureusement : le sein droit fera l'affaire. Le gauche a été mutilé par une balle perdue alors que le tireur visait un cousin. Des heures, des jours durant, les individus en perte de repères dérivent vers la terre promise. Dans les excréments et la vase, les heures passent difficilement. Face aux tempêtes, à la faim et à la soif, les migrants serrent les dents et visualisent un avenir radieux. Tous ces jours à attendre, immobiles, les pieds trempés, les oreilles blessées par les pleurs d'enfants. Tous ces jours laissent le temps de repenser à ce qui est laissé derrière soi. Des vivants, mais aussi des morts. Des projets ainsi que des souvenirs. Des fondations et des racines. Un matin, une rixe éclate sur le bateau. Dans l'agitation, un homme tombe par-dessus bord. Le lendemain, c'est un bébé qui succombe à la déshydratation. Puis, une femme perd connaissance. Elle ne se réveillera jamais.

Dans la brume, un mirage. Un rêve qui, à mesure que le bateau avance, se forme et devient réalité. Pâles et amaigris, les évadés se croyant sortis d'affaire se retrouvent devant un nouvel obstacle, et pas des moindres. Il s'agit d'une barrière de barbelés. Une porte de prison. Un barrage. Là, dans le sable mouillé, à flanc des vagues, se dresse un mur de ciment et de métal, sur lequel figure une inscription : « LA-FARGE ». En plus petit, une précision : « nous ne faisons pas de la politique, mais du bâtiment ».

On est en 2023. Cela fait trois ans que Trump a finalisé son projet de mur à la frontière du Mexique, et voilà que Madame Lepen l'a imité. Fraîchement élue en France, elle concrétise son plus

gros fantasme. Depuis quelques mois, un rempart se construit au bord de la Méditerranée. Le passeur ne s'attendait pas à une telle avancée. Quant aux réfugiés, ils n'avaient pas prévu un accueil si froid.

« Un jour peut-être, la masse de migrants se trouvera si grande et si dense... »

A peine les clandestins déchargés de l'embarcation que le conducteur repart en sens inverse. Si bien que les sans-papiers restent piégés contre le mur fermé. C'est le mur de la peur et de la haine, celui qui résiste aux plus émouvantes détresses. D'autres âmes en peine y ont échoué avant eux. Un jour peut-être, la masse de migrants se trouvera si grande et si dense que le mur s'écroulera. Tant que la source des migrations forcées ne sera pas traitée, les populations continueront de frapper aux frontières, dans l'espoir qu'on leur ouvre la porte. Comble de la honte : ceux qui tiennent ces portes closes sont les mêmes qui alimentent chaque jour les exodes.

Le financement des armes aux pays en guerre n'est pas la seule explication. Le changement climatique, accéléré par l'Homme, deviendra bientôt la plus grande cause de mouvements démographiques. Et lorsque les occidentaux, par millions, devront quitter leurs terres, alors ils se retrouveront comme des pélicans, implorant les oies sauvages de les accueillir sans rancœur ni amertume.

Faisons en sorte que cette fiction ne se concrétise pas. Œuvrons pour une Terre sans frontières ni guerres. Réparons les dommages environnementaux. Faisons de la planète un lieu de cohabitation et de mixité. Car celle-ci appartient à tout le monde, ou à personne.

Azelma Sigaux

Réfugiés

Michèle Victor

Le monde se divise en deux, hein ? Il y a les moches et les beaux. Nous, les Occidentaux, sommes les beaux. On a décidé que c'était comme ça, on est du bon côté et tant pis s'il a fallu casser les reins des autres pour se faire une beauté. Mais alors, on fait quoi des autres qui veulent nous ressembler, les pauvres ?

Ceux qui crèvent la dalle ont foncé, prêts à tout pour un bol de riz. Mais trop, c'est trop, y en a trop. En plus ils prétextent que ça pète dans leurs bleds, qu'on doit les recueillir. En quoi ça nous regarde, leurs histoires, on s'en fout de savoir qu'on les a mis dans le pétrin, qu'on leur a piqué leurs ressources et calé des salauds pour les calmer. C'est plus notre problème. On en fait quoi alors, de ceux qui viennent, ceux qui crèvent pas en route ? On les découpe, on les cuit, on les emballe, voilà un super fond de commerce bio. C'est vegan, ça, je sais pas... Non, trop, c'est trop, on ferme les écoutilles et on tire dans le tas.

L'Occident, dans son extrême mansuétude, avait imaginé un deal :

- Je te file cent balles,
- tu bosses en échange
- et je me fais mille balles avec.

Un truc biblique.

On oublie ceci qu'il existe une autre arithmétique qui cale un grand coup au fond du trou les rançonneurs et leurs comptables. Il suffit d'inverser, de passer du plus au moins. On a besoin de quoi ? Pas grand-chose, un coin à l'abri du vent et de la pluie, des amis et un pré qu'on traverse entre voisins.

Le présent incarne l'unique faille temporelle sur laquelle nous sommes susceptibles d'agir. Le présent, c'est la récup, le bricolage, rien acheter, tout boycotter, fabriquer tout avec rien, se refabriquer, ressouder notre être morcelé, redevenir manuel et intellectuel, c'est joyeux et pas con. Sur quoi reposent nos pieds ? Sur la terre. Notre seul espace de vie. Commencer par là. En l'arpentant à la rencontre des autres, de nous-mêmes. Nomades parmi les nomades, sans dieu ni maître ni lieu, vivons comme les Roms.

Eux se souviennent que nous sommes mortels, que nous vivons nécessairement dans le précaire. Espace incarné des libertés, eux savent circuler, donner et recevoir.

Passer des préjugés au réel, de l'expérience à la raison. Saurons-nous franchir cet obstacle épistémologique ?



*Across the Universe. Michèle Victor
(150cm X 150cm, acrylique sur toile).*

Los silencios. L'écho du conflit colombien

*Nuria et Fabio, accompagnés de leur mère, Amparo, arrivent sur une petite île au milieu de l'Amazonie, à la frontière entre le Brésil, la Colombie et le Pérou. Ils ont fui le conflit armé colombien (1), au cours duquel leur père et leur mari ont disparu. Au milieu de ce processus, la famille tente de recevoir une compensation et d'obtenir un visa pour émigrer au Brésil. Lorsqu'un jour le père réapparaît dans leur nouvelle maison, la famille découvre que l'île est peuplée de fantômes. Entre drame sociopolitique et réalisme magique, *Los silencios* abordent la question des personnes déplacées par un conflit.*

À travers les yeux d'une famille de réfugiés (2) profitant d'une frontière très poreuse entre les vivants et les morts, la réalisatrice brésilienne Beatriz Seigner a présenté à Cannes, en 2018, *Los silencios*, une histoire qui met en évidence les effets du conflit

colombien.

Tourné en espagnol et sur l'île de la Fantaisie, à la frontière entre le Brésil, la Colombie et le Pérou, le film suit les traces d'Amparo et de ses enfants lorsqu'ils arrivent dans cette petite enclave de l'Amazonie fuyant cette maudite guerre.

Selon Beatriz Seigner *Los silencios*, les silences du titre du film « sont littéraux et métaphoriques ». « Il y a des moments où l'on veut parler à une personne morte et où l'on ne sait pas comment le faire, et où l'on parle à soi-même parce que l'on voudrait lui dire quelque chose. Ce silence est en quelque sorte une rupture dans la communication entre les vivants et les morts ».

La réalisatrice a présenté son film à la Quinzaine des Réalisateurs de Cannes. Elle l'a conçu alors qu'elle était inspirée par une amie colombienne qui lui avait raconté son enfance au Brésil. Cette amie pensait que son père était mort c'est plus tard qu'elle a découvert qu'il vivait dans ce pays.

La réalisatrice s'est entretenue avec plus de 80 familles de réfugiés au





Brésil durant l'écriture du film, au début du processus de paix entre le gouvernement colombien et la guérilla des FARC. Elle a approfondi l'idée du pardon et les difficultés de coexistence entre les personnes de chaque camp.

« Je veux simplement poser la question, je ne suis personne pour y répondre », explique Beatriz Seigner, qui dit ne pas avoir signé un film politique, mais un film comportant énormément de thèmes qui le sont.

La cinéaste a pu compter sur des acteurs professionnels, mais aussi sur des personnes qui avaient vécu le conflit de façon personnelle, des ex-guérilleros et des ex-paramilitaires, des mères ou des personnes qui avaient perdu un membre de leur famille à cause de la violence.

Par un travail sur les couleurs et la fluorescence, le film laisse peu à peu entrevoir ce que le spectateur occidental, dans sa rationalité, a tendance à laisser de côté. Le film mélange la fiction et la réalité lorsqu'il fait parler toutes les personnes impliquées devant la caméra et que tous s'écoutent dans une des assemblées locales qui ont lieu habituellement sur cette île.

Beatriz Seigner a enrichi son film avec la mise en valeur des coutumes de la région, au travers desquelles ses habitants entretiennent une relation très directe et très présente avec leurs morts ou leurs disparus. Elle joue avec cette proximité pour confondre le spectateur et le faire se questionner sur nos éventuels préjugés et sur les motivations des personnes déplacées.

« Au Brésil, nous avons beaucoup de cultures africaines et brésiliennes, la communication avec les esprits est très habituelle, et en Colombie aussi. Les gens continuent de mettre le couvert des disparus à table jusqu'à ce que leur corps soit découvert, parce que c'est une façon d'espérer que la personne soit restée en vie », dit la réalisatrice.

Malgré l'impuissance de la famille protagoniste, sa caméra ne montre pas l'état de pauvreté de celle-ci. « Je ne pense pas que parce que l'on est pauvre, on ne puisse pas avoir de dignité. Ce n'est pas ce que j'ai vu. J'ai vu des gens lutter pour donner à leurs enfants une bonne éducation, même s'ils n'ont pas beaucoup de vêtements, ils sont propres et bien repassés. »

La réalisatrice s'est intéressée à cette histoire avec l'intention de faire découvrir cette réalité.

« Au Brésil, nous savons tout ce qui se passe en Europe et aux États-Unis, mais la plupart du temps, nous ne savons pas ce qui arrive à nos voisins », se lamente-t-elle.

Beatriz Seigner dédie son film « à tous ceux qui ont lutté avant nous, et à tous ceux qui lutteront après nous ».

« Personne ne veut être victime de la violence ou la vivre, mais je pense que beaucoup de gens luttent pour rendre le monde meilleur pour tous », dit la réalisatrice, qui rappelle que nous devons les droits dont nous jouissons aujourd'hui à ceux qui ont combattu dans le passé pour les obtenir.

Daniel Pinós

Date de sortie : 3 avril 2019 (1h 29min)

Nationalités : colombien, brésilien et Français

Notes :

1. Le conflit armé colombien est un conflit interne en Colombie. On date son origine au milieu des années 1960 avec la création de différentes guérillas marxistes. À partir des années 1980, des groupes paramilitaires se constituèrent, se présentant comme une force de contre-insurrection opposée aux guérillas que l'État ne parvenait pas à vaincre.

2. Entre 1964 et 2016, le conflit a fait 260 000 morts, 45 000 disparus et 6 millions de déplacés et constitua, selon le sous-secrétaire des Nations unies pour les questions humanitaires, « la plus grande catastrophe humanitaire de l'hémisphère occidentale ». Le 26 septembre, le gouvernement colombien et les FARC ont paraphé l'accord de paix mettant fin au conflit armé qui les opposait. Toutefois, le conflit se poursuit entre le gouvernement de la Colombie, les guérillas encore sous les armes (ELN, EPL) et d'autres groupes paramilitaires.

3. « Il y avait plus de 68 millions de personnes déracinées en 2017. Les guerres, les violences et la persécution ont propulsé les déplacements forcés dans le monde vers un nouveau record, sous l'effet de la crise en République démocratique du Congo, de la guerre au Soudan du Sud et de la fuite de centaines de milliers de réfugiés rohingyas vers le Bangladesh depuis le Myanmar. Les pays en développement sont les plus massivement touchés.

Ce mois-ci le ML a lu, a vu et a aimé...



Kafka retrouve les anarchistes

Vous pensez avoir tout lu au sujet de la vie et de l'œuvre de Franz Kafka ? Détrompez-vous ! *Le Monde libertaire* a reçu un petit volume qui devrait faire date et espérons-le, au-delà de nos milieux : *Kafka et les anarchistes* de Costas Despiniadis (1). Dans sa préface, l'auteur nous fait très justement remarquer que « Nombre de biographes, soit ne font aucune référence aux relations attestées et confirmées de Kafka avec les cercles anarchistes praguais, soit affirment que tous les témoignages, y compris celui de Gustav Janouch, ont été presque entièrement fabriqués. » (2) C'est en analysant les écrits majeurs de Kafka et les fameux témoignages que l'auteur remet les pendules à l'heure « Afin de restituer la dimension réelle des intérêts de Kafka pour l'anarchisme, sans pour autant ni les amplifier ni les minimiser, comme s'il était interdit à un écrivain important d'être séduit par les idées anarchistes » ... Pour Costas Despiniadis au contraire, les références politiques, philosophiques et critiques de Kafka résonnent bien souvent avec les idées anarchistes, autant en ce qui concerne le pouvoir, la bureaucratie, le capitalisme, le patriarcat, les prisons, le pouvoir judiciaire ou encore, la loi. Très justement, l'auteur nous fait remarquer que Franz Kafka est né en 1883 et mort en 1924 « Ce qui signifie qu'il a vécu la gestation et la naissance de la bureaucratie de l'Union soviétique, de l'Amérique capitaliste et de l'Allemagne nazie.

Kafka qui, pour un regard jugé par certains critiques comme « superficiel », semble en effet à première vue être un écrivain apolitique, mais il est au fond un juge anarchiste de tout ce qui advient autour de lui et de tout ce qu'il voit naître. Anarchiste, non dans le sens du révolutionnaire, mais dans celui de l'éveilleur, du témoin. »

Dans une première partie de l'ouvrage, Costas Despiniadis passe en revue quelques-unes des œuvres majeures de Kafka et met en relief la quête de leurs « différents et pourtant presque semblables héros ». Tel qui, dans *Le Procès*, dénonce le pouvoir politique et bureaucratique. Tèl qui, dans *Le Château*, ne fuit pas le danger mais qui au contraire de par ses déductions successives, se dirige tout droit vers sa source. Tel qui, dans *L'Amérique*, fait une critique politique impitoyable du « rêve américain et du triomphe du capitalisme » et de son côté sombre : le monde des travailleurs interchangeables et licenciés à merci. Ou tel qui encore, dans *La Colonie pénitentiaire*, dénonce la torture morale et physique (par le tatouage). Dans une autre partie, l'auteur met en relief les mécanismes de la remise en question chez Kafka et du pouvoir paternel et du pouvoir patriarcal, notamment dans *La Métamorphose*, *Le Verdict*, *L'Amérique* et *La Lettre au père*. Mais Despiniadis nous met surtout en garde contre les psychanalystes en herbe qui ne veulent résumer l'œuvre de Kafka qu'au seul prisme de la culpabilité. Afin de les remettre à leur place, il leur renvoie la fameuse phrase de Deleuze-Guattari : « La psychanalyse se nourrit de la valeur d'échange de la névrose, dont elle tire sa plus-value. » Idem sur le bec de ceux qui veulent restreindre l'œuvre de Kafka à une pseudo-recherche théologique. La dernière partie de l'ouvrage

tente de nous éclairer sur les lectures anarchistes de Kafka, mais revient surtout sur les polémiques au sujet des témoignages prouvant sa participation aux cercles anarchistes de Prague et aux marches de travailleurs. Justement, à ce propos, en voyant passer l'une d'elle dans la rue, Kafka, visionnaire dit à l'un de ses amis : « Ces hommes sont les maîtres du monde, néanmoins ils se leurrent. Derrière eux se profilent déjà les secrétaires, les bureaucrates, les politiques professionnels, tous les sultans contemporains qui voient s'esquisser leur accès au pouvoir » ...



Le regard anar de Jean Vigo à propos de Nice

Ce mois-ci nous avons également lu avec un grand plaisir, *Jean Vigo Libertaire : À propos de Nice*, de Thierry Guilabert (3). Est-ce le critique italien d'origine arménienne, Glauco Viazzi qui a qualifié Jean Vigo en 1961, de « véritable anarchiste conséquent » qui a poussé Thierry à écrire sur le jeune cinéaste, mort prématurément de la tuberculose à 29 ans ? Et pourquoi Thierry a-t-il choisi de nous parler du premier film d'avant-garde de Jean Vigo, *A propos de Nice* (1930), plutôt que de celui beaucoup plus célèbre *Zéro de conduite*, qu'il réalisa ensuite en 1933 ? Thierry nous l'explique en introduction. Pour ce qui concerne Jean Vigo, c'est d'une part, son entêtement

à découvrir la vérité au sujet du suicide « arrangé » de son père, -l'anarchiste Miguel Almereyda, mort « mystérieusement » en prison en 1917- et d'autre part, sa passion innée pour le cinéma qui l'ont séduit. Et si Thierry a choisi *A propos de Nice*, c'est qu'il est tombé par hasard sur un article de Nice-Matin d'octobre 2011 titré, *Rue Jean Vigo*, « *l'anarchie* » repointe le bout de son nez. On notera que le journaliste avait pris la précaution de mettre le mot « anarchie » entre guillemets, car son article traitait en fait, de trafics divers et de jeunes bruyants se donnant rendez-vous dans cette rue du Vieux-Nice, située derrière les voies de chemin de fer, (le maire de l'époque Jean Médecin ayant choisi ce coin plutôt isolé, plutôt qu'une rue voisine de la beaucoup plus chic Promenade des anglais) ... Voici pour les choix de Thierry. Au début du petit volume, on découvre les dessous de l'affaire d'état dite « du Bonnet rouge », dans laquelle fut embarqué son père, puis la laborieuse entrée de son fils par la petite porte, dans le monde du cinéma. Nous pénétrons ensuite dans la genèse d'*A propos de Nice*, moyen-métrage muet en noir et blanc de 23 minutes, composé « d'associations visuelles ». Tourné « à l'arrache », il n'a d'autre prétention que de montrer, quelques mois après le début de la crise financière au début des années 30, « *La vraie vie dans les différents quartiers de Nice, les pauvres des secteurs ouvriers [où sévissent le chômage, avec leurs cafés interdits aux chiens et aux Italiens], situés derrière le décor en carton-pâte du Carnaval et des grands hôtels de luxe du bord de mer.* » Cette ville de Nice que, selon le coréalisateur et cameraman d'*A Propos de Nice*, Boris Kaufman : « *Jean Vigo semblait aimer et détester et où il avait été forcé de vivre les deux dernières années de sa vie pour des raisons de santé.* » Thierry s'arrête ensuite sur les compositions récentes qui accompagnent le film, puis analyse sa structure. Bref, un petit livre on ne peut mieux construit, d'un style vif et radical qui s'achève sur un magnifique découpage photographique de 360 photos en noir et blanc. Tout ce qu'on aime, quoi !...



Rimbaud n'est pas une pâte à modeler !

Les éditions de l'Echappée nous ont fait parvenir *Rimbaud révolution* de Frédéric Thomas (4). Ce dernier n'est pas le seul à s'être intéressé à Rimbaud et La Commune de Paris. L'avaient fait déjà avant lui, Pierre Gasca (*Rimbaud et la Commune*), Steve Murphy (idem), Patrick Schindler (*Rimbaud ou l'anarchiste inachevé*), Yves Reboul (*Rimbaud dans son temps*) ou encore, l'américaine Kristin Ross, (*Rimbaud, la Commune de Paris et l'invention de l'histoire spatiale*). L'introduction du Rimbaud de Frédéric Thomas démarre sur le suicide du jeune écrivain René Crevel, éternellement écartelé entre les surréalistes et les marxistes et ce, jusqu'au dégoût final et qui mit un terme à sa courte vie, à l'âge de 35 ans atteint d'une tuberculose intraitable. Un poète intransigeant suicidé pour introduire un autre poète intransigeant suicidaire : le lien est bien pensé. S'ensuit le conséquent chapitre, *Rimbaud et Marx*, qui n'a de cesse que de mettre en avant les interconnexions politiques entre les conceptions rimbaldiennes et marxistes. Si de nombreuses analyses de ce chapitre se révèlent originales et fournies, elles n'ont pas pour autant convaincu l'anarchiste qui remue en moi et continue à voir dans le Rimbaud ami de la Commune de Paris, l'expression d'une révolte en mode plutôt antiautoritaire et bouffeur de curés... Dans le chapitre suivant, extrêmement bien documenté, *Surréaliste*, Frédéric Thomas nous montre comment André Breton fantasma au début de l'aventure surréaliste sur un « Rimbaud bolchevik » ! On connaît la suite : après le rapprochement avec le PCF, les Artaud, Robert Desnos et autres Philippe Soupault quittèrent le navire autoritaire, tandis que celui explosa définitivement, après la signature du pacte germano-

soviétique, qui marqua la rupture définitive entre les surréalistes français et bruxellois. Dans le chapitre, *Un monde sans poésie*, Frédéric Thomas essaye de répondre à la question de savoir pourquoi, subitement, Rimbaud s'est tu ? Il fait appel à Walter Benjamin et ses considérations sur le « désamour entre l'amour et la liberté. » Pour lui, l'écriture du poète n'avait pour but que de changer la vie, ce qu'il ne parvint pas à faire, en tous cas de la sienne. En fin de volume, Frédéric Thomas reconnaît que « *Ce n'est qu'au prix d'un détournement libertaire de Marx et d'une lecture orientée et intéressée de Rimbaud que le surréalisme a mis à l'ordre du jour leurs complicités.* » Ouf, le livre refermé, me voilà rassuré ! Paul Claudel (qui au passage censura dans l'édition de poche *L'Album zutique*) n'a jamais réussi à transformer Rimbaud en petit Jésus en culotte de velours. Les tenants de la « poésie pure » n'ont jamais, non plus, réussi à effacer les traces de son discours social et politique dans ses œuvres. Pas plus que les anarchistes n'ont réussi à l'habiller dans les plis du drapeau noir, les marxistes dans ceux du drapeau rouge, ni les surréalistes à l'enfermer dans leurs manifestes. C'est qu'il reste revêché le petit Rimb'... Pas prêt à se transformer en statut. D'ailleurs dans ce cas, il serait encore capable de s'enfuir avec ses pieds d'argile dans des semelles de vent... Le grand secret de Rimbaud n'est-il pas de toujours nous échapper ?



Aimez-vous les mathématiques ?

Les éditions du Pommier nous ont envoyé, *Vivre avec la main d'un homme mort*, de Ronan Quarez (5), un polar souvent digne des dialogues à la Audiard, écrit par un professeur à l'Institut de mathématiques de Rennes. Amour des mathématiques et des lois de la probabilité oblige, l'auteur glisse

tout au long de son ouvrage, pour le plus grand plaisir des zéros en math dont je fais fièrement partie, quelques petites formules appropriées au drame qui se déroule sous nos yeux. Ainsi, pour ne prendre qu'un exemple, vient se nicher en plein feu de l'action, la formule « dite de Bayes », ou encore appelée, de probabilité conditionnelle, qui « Permet d'évaluer si une personne agit conformément à ses actes et apprend à se méfier lorsque des probabilités faibles sont en jeu. Mais, pour autant, si la probabilité d'un événement à venir cherche à estimer un effet, la probabilité d'un événement passé cherche à estimer une cause sachant sa conséquence et devrait en outre permettre de pratiquement de remonter le temps »... Or, quoi de plus utile que la formule de Bayes à l'ex-commissaire

Gévaudan et à sa brigade de bras « pas si cassés que ça » pour départager, - cheveux tombés sur la soupe au grisbi, lors d'une étape du Word Poker Tour, au rutilant Casino de Deauville-, les membres de la mafia marseillaise de ceux de la mafia-narcotrafiante mexicaine. L'enjeu de ce duo mortel ? Prendre la place laissée vacante par un gang de triades chinoises dans ce palais du jeu ouvert à tous les trafics. Et tout cela sous le regard égaré d'une brigade spéciale envoyée sur place par le FBI...

Patrick Schindler, groupe Botul FA

1. Costas Despiniadis, *Kafka et les anarchistes – Insubordination, intransigeance, refus de l'autorité*, éd. Atelier de création libertaire, 8€.

2. Un article, *Franz Kafka et le mouve-*

ment anarchiste était paru sur ce sujet dans le numéro du 28 juillet 2007 du *Monde libertaire*, ayant entre autres sources l'article de Michael Löwy paru, lui, dans le numéro 3 de la revue *Réfractations*.

3. Thierry Guilabert, *Jean Vigo Libertaire : À propos de Nice*, éd. libertaires, 15€

4. Frédéric Thomas, *Rimbaud révolution*, éd. L'Echappée, 15€

5. *Vivre avec la main d'un homme mort* de Ronan Quarez, éditions Le Pommier, 8€

Tous les ouvrages cités dans cette rubrique sont disponibles à la Librairie Publico - 145 rue Amelot 75011 Paris.

L'anarchie ou le chaos

“L'ANARCHIE OU LE CHAOS”
de Philippe Godard nov. 2018 éd. Calicot

Par son langage clair, simple et concis, ce livre est une passionnante initiation sans jargon, accessible à tous à partir de la classe de première. Cette synthèse classée par notions est idéale en cours de philo.

L'auteur fait le point en prévenant qu'il serait insensé de prétendre tout dire de l'Anarchie qui pense le monde et se pense au jour le jour.

Tentative de résumé de l'ouvrage :
À l'inverse du chaos anarchique, qu'on se le dise une fois pour toutes, l'Anarchie est très organisée !

Elle est une utopie ancrée dans le réel ; à la fois une pensée en mouvement et un mode de vie en action dans le refus de parvenir. Quatre notions-clef : ni

Dieu, ni chef, ni État, ni dictat de l'argent. Trois maître-mots : équité, solidarité/entraide et coopération.

L'Anarchie prône toute forme de désobéissance civile à une Autorité imposée de l'extérieur qui bride l'autonomie de l'individu. Toutefois, la fin, même la préférable, ne justifie jamais les moyens. Au contraire, les moyens donnent sens au but et permettent sa réussite.

La conséquence doit aboutir à la suppression de l'État dont la violence répressive divise les anarchistes quant au mode d'action : contre-violence révolutionnaire ou non-violence ? Un regret : avoir évacué la question de la contre-violence récente – depuis les années de plomb jusqu'aux black-bloks – qui peut séduire l'âge visé de la jeunesse, car les partisans des deux sensibilités s'accusent mutuellement de servir le pouvoir en place nullement gêné par le

pacifisme poltron VS la vaine violence qui renforce l'État policier. L'urgence du débat ne doit pas être minimisée dans le contexte actuel de plus en plus répressif.

Présentation en “français facile” des rouages de la finance, de la consommation et de leurs incidences écologiques. Réflexion très stimulante sur l'impact de la science, sur la “folie” et sur l'illégalité. Sans oublier les fondamentaux anarchistes que sont l'éducation et l'abolition des frontières.

L'auteur cite avec précision ses sources étendues. Sa proximité est perceptible envers l'anarchisme individualiste et les courants italiens. Aucune référence espagnole.

Pas de chapitre “social”, en filigrane tout au long du livre.

Un manque majeur : aucune entrée à propos des femmes, mot non mentionné, rien sur la sexualité comme si l'adolescence n'en était pas concernée ! Comment un libertaire aguerri peut-il oublier la moitié du monde ? Sachant que c'est une anarcho-syndicaliste espagnole, la première femme ministre en Europe, qui fin 1936 légalisa la contraception et l'avortement. Alors que l'auteur cite abondamment Emma Goldman dont la vie personnelle était très libre. Et ce d'autant plus que les positions des femmes anarchistes ne sont pas uniformes, depuis les anarcha-féministes jusqu'à celles qui refusent toute spécificité dans les luttes.

Hormis cette incompréhensible carence, embrasser un si large spectre de façon à la fois dense et digeste, sans trahir la richesse de l'Anarchie, était une gageure. Voici un exemple réussi de vulgarisation, très complémentaire de



l'approche des "Anarchistes" d'Irène Pereira paru chez La Ville Brûle en 2009.

Au prix modique de 10€, les cahiers cousus garantissent une meilleure solidité à ce format de poche.

Une référence pour les néophytes et les hésitants, mais aussi pour les déjà impliqués souhaitant "réviser leurs bases" et afin de les aider à répondre aux questions des enfants.

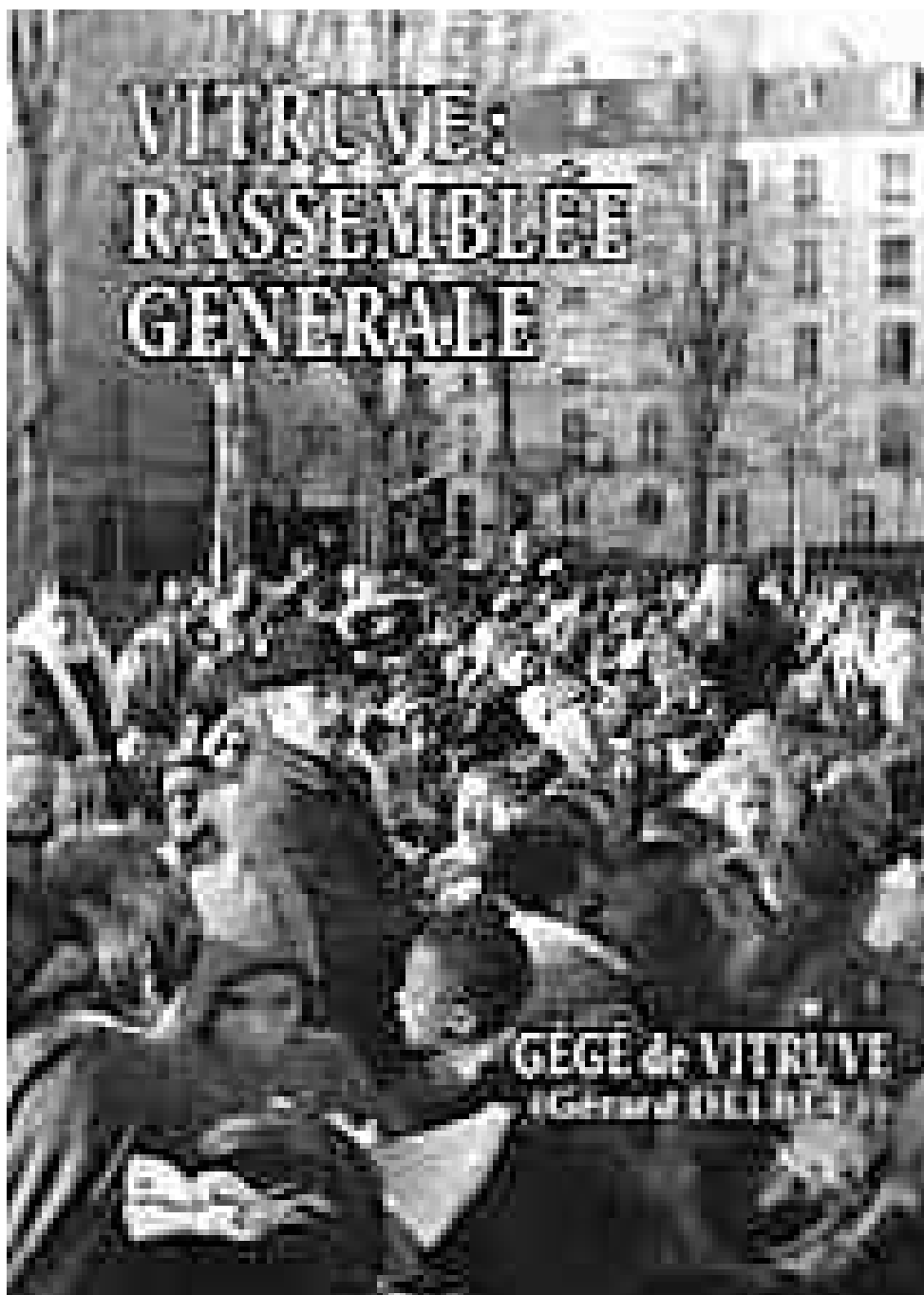
Florence "des cailloux dans l'engrenage".

Vitruve : rassemblée générale

Tel est le titre de l'ouvrage commis par Gérard Delbet dit Gégé de Vitruve qui fit toute sa carrière dans cette école parisienne emblématique d'une pédagogie de l'autonomie et de l'émancipation d'abord pour les enfants qui y furent scolarisés et pour les professionnels de l'éducation qui y œuvrèrent. *Rassemblée générale*, hormis le clin d'œil à une pratique scolaire et sociale essentielle, tel est le cas, car Gégé a réuni dans son livre des textes, souvent les siens mais pas que, produits dans et autour de l'école entre 1979 et 2018. L'ouvrage commence par un brève introduction où l'auteur nous raconte que ne pouvant pas devenir peintre en lettres il devint instituteur et dompteur de lettres pour lui et les enfants. Il nous rappelle

aussi que l'école Vitruve est une école publique de 240 enfants née dans un quartier populaire, dans le 20^e arrondissement de Paris, en 1962, à l'initiative d'un inspecteur de l'éducation (et oui tout arrive), Robert Gloton. Gégé n'y entra qu'en 1976 et s'intégra dans une école dont il souligne les caractéristiques : « remise en cause de la discipline traditionnelle et du contenu de l'enseignement, du statut de l'enfant et du maître, projets de production et de service, usage de l'école dans son entière disposition puis du quartier proche comme territoire éducatif » (p.11) En d'autres termes, c'est une école ouverte dans et sur le quartier et ses habitants comme déjà Henri Roorda le préconisait. Autrement dit,

une école qui se veut et est différente. Ecole qui s'inscrit et se revendique de Paul Robin, Sébastien Faure, Célestin Freinet ou Ovide Decroly (p.12) sans pour autant accepter de « gourou pédagogique » ou de « maître à penser ». L'équipe considérant qu'elle est « *sa propre ressource et sa véritable ressource* » (p.15). En bref, une école sans dogme mais sincère et scrupuleuse sur ses pratiques et surtout une école-projet où le collectif prévaut sur la traditionnelle classe où s'isolent professeur des écoles et enfants et où le « maître » s'enferme « *dans la certitude d'une production des savoirs qui ne s'opérerait que dans la classe* » (p.98). A Vitruve, ce n'est pas « *une juxtaposition de propriétaires de classes* » (p.143), on vit le collectif enfants-pa-



rents-instits-quartier, il s'agit d'y faire école, pas de faire classe, une toute autre philosophie de l'éducation.

De fait, le livre de Gégé est un livre de souvenirs quelquefois politiques comme pour ce départ des enfants en classe verte ou poétique comme ce carnaval des enfants ou « traviole » autour de la place de la Réunion et le lien permanent entretenu entre Vitruve et Venise. Mais c'est aussi un ouvrage de réflexions qui soulèvent des questions pédagogiques fondamentales encore aujourd'hui comme celle de l'*autogestion pédagogique* (p.67), de l'*entreprendre*

pour apprendre (p.74), celle d'une école *Sans discrimination. Sans compétition* (p.95). Ou encore celle de la place et de la fonction des conseils d'enfants considérés comme un espace d'apprentissage, « *un espace de pratique quotidienne de la démocratie [...] un lieu d'émancipation [...] qui produit de l'émancipation* » (pp.88-89) tel que James Guillaume dès 1876 l'avait imaginé.

Gégé relance aussi, après d'autres, quelques débats pédagogiques et sociaux élémentaires toujours vifs comme « *l'espoir des opprimés de retourner le sa-*

voir de la classe dominante pour en faire un instrument de libération [et qui n'est peut-être qu'une] illusion » (p.167) ou encore que « *le problème fondamental n'est pas l'accès au savoir mais l'accès à la production de savoir* » (p.168). Il s'autorise aussi, l'expérience aidant, quelques piques bien senties sur sa corporation qui selon lui ne changera pas de sitôt. En effet, elle dit qu'elle « *ne veut plus subir les réformes venues d'en haut [...] Sauf qu'[elle] ne fait rien non plus pour qu'on voit arriver des réformes d'en bas* » (p.177) constate l'auteur. Il y réaffirme aussi avec force la nécessité de « *créoliser* » [sic] l'école, toutes les écoles, c'est-à-dire de les ouvrir jour et nuit aux usages multiples des habitants pour le savoir, la culture, la fête et l'amitié, de les ouvrir aux grands et aux petits pour leur rendre leur « *rôle essentiel d'éducateur* » (p.180). En bref, pour en faire de vrais espaces d'éducation populaire où les enfants pourront rompre avec leur « *statut de minus surprotégés et irresponsables* » (p.224) imposé par la famille, l'école et les institutions en tout genre.

Pour conclure un livre parfois émouvant, quelquefois polémique, toujours « *pédagogique* » (Gégé n'aime pas le terme) sans être donneur de leçons bâti sur et autour d'une école et d'un quartier mélangé, créolisé qui porte le beau non de Réunion. C'est aussi un beau parcours d'éducateur fait de pratiques et de réflexions toujours au service des enfants, mais pas seulement, et d'une autre conception d'une éducation ouverte, aventureuse, toujours en construction.

Hugues

Groupe Commune de Paris

Gérard Delbet dit Gégé de Vitruve, 2019, *Vitruve : rassemblée générale*, St-Etienne de Fougères, Les Editions du bord du Lot, à Publico, 18 €.



Les Éditions du Monde Libertaire, œuvre de la Fédération Anarchiste, participent à la diffusion des idées et des projets libertaires au plus grand nombre.

Les Éditions du Monde Libertaire sont un secrétariat qui fonctionne de manière autonome. Le (la) secrétaire, mandaté(e) en congrès, est seul(e) responsable devant le Congrès de la Fédération anarchiste. Son rôle est d'organiser l'édition de textes importants pour l'anarchisme, en assurer la promotion et la diffusion.

Les bénéfices des ventes sont intégralement investis dans la réalisation de futures publications.

ANNONCE PUBLIÉE PAR LES ÉDITIONS DU MONDE LIBERTAIRE

Les Gilets jaunes : Points de vue anarchistes

Monica Jorret

Éditions du Monde Libertaire

Format poche. 296 pages. 8 euros
En vente à la Librairie Publico et dans les espaces militants
(Sur commande au 01480534089)

Le mouvement des Gilets jaunes, né le 17 novembre 2018, contre la hausse des prix du carburant en France, est un phénomène nouveau qui interpelle et intéresse, aussi bien les sociologues et historiens que les journalistes ou encore les partis politiques. Les anarchistes se sentent indubitablement concernés par ce mouvement hors partis et institutions.

En tant que mandatée aux Éditions du Monde Libertaire, j'ai voulu susciter, recueillir et organiser en un livre, les points de vue des membres de la Fédération Anarchiste francophone dans une démarche qui vise à apporter notre éclairage sur ce mouvement : Pourquoi cette diversité d'interpré-

tations au sein de la FA ? Révolte ou révolution ? Pour ou contre ? Pour mais... Contre mais... Que penser du mouvement quand on est anarchiste ? Comment expliquer la participation de certain.e.s anarchistes et pas d'autres ? Y être ou ne pas y être ? En être ou ne pas en être ? J'espère que la lectrice ou le lecteur qui fermeront le livre pourront répondre d'une manière personnelle à toutes ces questions.

Vous y trouverez donc des lectures différentes, y compris en apparence contradictoires, sur le MGJ mais en réalité, et c'est ce qui m'a importé, toutes anarchistes. C'est un livre antidogmatique qui nous ressemble et qui fera autant réfléchir sur le mouvement des Gilets jaunes qu'il fera connaître l'anarchisme. Avec des contributions de qualité de par les analyses menées, de par les arguments, de par leur libre questionnement.

Un ouvrage à lire de la première à la dernière page pour la multiplicité des approches, des tons, des formes d'expression, bref de points de vue anarchistes. Je

vous en livre la table des matières. C'est aussi pour moi l'occasion de remercier chacun.e pour sa contribution. N'allez pas trop vite pour tirer des conclusions sur tel ou tel point de vue avant de lire ! Et, pour finir, quelques mots sur la couverture qui est un clin d'œil en partie involontaire ! Ma photo représente une place près de chez moi, c'était le 20 décembre dernier et parmi les décorations du sapin de Noël, il y avait un gilet jaune ! Ce que j'ai trouvé encore plus drôle, c'était la vue du clocher du village en arrière-plan... Je tenais la couverture du livre, il n'y manquait vraiment rien. C'est ce que je croyais car, en réalité, il manquait, particulièrement pour amuser nos voisins transalpins, une note précisant le nom de la petite ville : Montargis. Pile celle de la rencontre entre le vice-premier ministre italien (et chef de file du Mouvement 5 étoiles M5S) Luigi Di Maio et les Gilets jaunes qui allait déclencher, le 5 février, un incident diplomatique mémorable.



C'est à présent devenu très facile, en Italie, d'expliquer où est-ce que j'habite en France. Montargis est plus célèbre que Paris !

Et le sera bientôt ailleurs puisque je présente l'ouvrage à Londres le 22 mars sur invitation de la London Anarchist Federation (GB), à Porto (Portugal) lors de la II Rencontre anarchiste du livre le 27 avril et à Florence fin septembre pendant le 9^e Salon de l'édition et des cultures anarchistes et libertaires.

Autre rendez-vous en préparation, Madrid, début juillet à la librairie La Malatesta avec la FAfb. Le débat sur le MGJ intéresse beaucoup à l'international, une aubaine pour la diffusion de l'anarchisme. Articles en vue pour notre ML. Monica Jomet EdML

PRÉSENTATION

Et les anarchistes ? Monica Jomet - Editions du Monde Libertaire FA

JOURNAL DE ROND-POINT

DANS LE LOT - AVEYRON Ni dieu ni maître et le gilet jaune ouvert sur le barrage filtrant. Bernard B. - Liaison Lot Aveyron de la FA À NEMOURS (Seine et Mame) ZAD Partout ! Nuage Fou - Individuel FA (Paris)

POITIERS Maia l'abeille ou l'histoire d'un gilet jaune et noir. Cyrille - Liaison Poitiers de la FA

À TOULOUSE La présence d'un drapeau libertaire. Caillou - Groupe Libertad de la FA (Toulouse)

TÉMOIGNAGES AU ROND-POINT

À POITIERS Sur mon rond-point habituel, voilà le compte-rendu. Cyrille - Liaison Poitiers de la FA

À TOULOUSE C'est arrivé près de chez moi. Les Gilets jaunes contre la hausse des carburants. Caillou - Groupe Libertad de la FA (Toulouse)

À MONTARGIS Y être ou ne pas y être ? Jaune bagnole jaune... Christian - Groupe Gaston Couté de la FA (Loiret)

À AUXERRE Oui, les homos ont peur de certains Gilets jaunes ! Patrick Schindler - Groupe Botul de la FA (Paris)

GILETS JAUNES ET RÉALITÉ LOCALE

À LIÈGE Gilets jaunes sans frontières. Aurélien Groupe Ici et maintenant de la FA (Liège, Belgique)

DANS LA CREUSE Progrès et régress. Serge Groupe Gaston Leval de la FA (Yvelines)

REGARDS SUR LE MOUVEMENT DES GILETS JAUNES

"La révolte de mai reflorira !" Cette révolte, sera-t-elle la bonne ? Justhom - Groupe de Rouen de la FA

Les Multi-Zad des Gilets jaunes. Philippe Pelletier - Groupe Nestor-Makhno de la FA (région stéphanoise).

Des Gilets jaunes aux drapeaux

noirs ? Jean-Pierre Tertrais - Groupe La Sociale de la FA (Rennes)

Réflexions sur le Mouvement des Gilets jaunes. René Berthier - Groupe Gaston Leval de la FA (Yvelines)

Les fleurs jaunes des ronds-points. Pierre Sommemeyer - Individuel FA (Strasbourg)

Vers un « 5 étoiles » à la française ? Fab Groupe Graine d'anar de la FA (Lyon)

APPROCHES MILITANTES DU MGJ

Je suis anarchiste et je soutiens le Mouvement des Gilets jaunes. Emmauelle - Groupe Graine d'Anar de la FA (Lyon)

Femmes en jaune. Hélène Hernandez Groupe Pierre Besnard de la FA

Gilets jaunes, colère noire. Maurice - Groupe La Sociale (Rennes)

Le Gilet jaune : symbole de la servitude volontaire. Frédéric Pussé - Groupe de Metz de la FA

Un mouvement qui nous interpelle. Coq's Groupe La Sociale de la FA (Rennes)

Entre questions, attente et envies. Fab - Groupe Graine d'anar de la FA (Lyon)

Une vision du Mouvement des Gilets jaunes qui a évolué, évolue et évoluera sûrement encore. Bitch - Groupe Libertad de la FA (Toulouse)

Complexifier la lecture de ce mouvement. Jean-Yves - Groupe Graine d'anar de la FA (Lyon)

BILLETS D'HUMEUR NOIRE ET HUMOUR JAUNE

Je me suis impliqué... mais il y a dans le mouvement GJ quelque chose qui me dérange. Bernard B. - Liaison Lot Aveyron de la FA

J'aimerais tant que cela soit un fake. Fab - Groupe Graine d'anar de la FA (Lyon)

Désolé, je vais un peu doucher l'ambiance. Fab - Groupe Graine d'anar de la FA (Lyon)

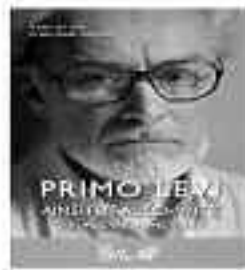
J'ai écrit une chanson qui fait un carton sur mon rond-point : "La Marée Jaune". Patrick - Individuel FA (Paris)

Je suis GILET JAUNE Monica Jomet. Groupe Gaston Couté de la FA (Loiret)

Les dernières nouveautés de la librairie Publicco



Agissez par vous mêmes
de Pierre Kropotkine
éd. Nada
240 pages - 18 euros



Anna for anarchists
de Primo Levi
éd. Les Belles Lettres
302 pages - 14,90 euros



Burning country
de Leila Al-Shami et Robin
Versus-Kanash
éd. L'Échappée
368 pages - 18 euros



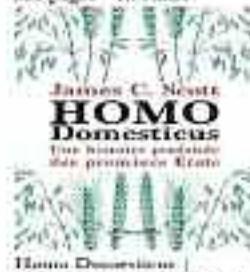
Carte Maroc | L'Est
contre les dangers
de Karim Parot
la tribune éd.
138 pages - 12 euros



Dites de révolte
de Jacques Fusel
éd. Les lys
164 pages - 10 euros



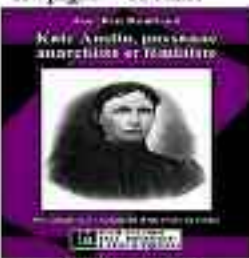
Extractivisme
d'Arno Berlekamp
éd. Le passage clandestin
296 pages - 10 euros



Homo Domesticus |
Une histoire profonde des
jeunes États
de James C. Scott
éd. La Découverte
302 pages - 25 euros



Histoire Tom Fils | Trilogie
de la Future - Tome 1
de Claudin Tournah
éd. du Monde Libertaire
162 pages - 14 euros



Kate Auluck | poétesse
anarchiste et féministe
d'Annie Ravalland
éd. du Monde Libertaire
110 pages - 10 euros



L'Âge Brève
d'Antonio Almásida
et Kim (Illustrations)
éd. Daniel Guéhen
161 pages - 22,50 euros



Le Bache des Fous
de Vénusque Pat-Vicent
éd. La Manufacture de
livres
344 pages - 24,90 euros



Les Gilets jaunes | Points
de vue anarchistes
éd. du Monde Libertaire
206 pages - 8 euros



Les anarchistes femmes
de Louise Michel
éd. Le Serpent à Plumes
256 pages - 11 euros



Les ombres
de Saez Degenman
de Le Degenman
et Nasser Park
éd. Mouton Nathan
106 pages - 15 euros



L'Âge inattendu
d'Alfredo St. Bonanno
éd. Tumble
366 pages - 10 euros



Pour une école publique
cooperative
de Vénusque Decker
(N°1 de la série Vol. 11)
éd. Libertalia
144 pages - 10 euros



Pouvoir de détruire | Vers
une écologie sociale et
libertaire
de Mickey Bushkin
éd. L'Échappée
204 pages - 18 euros



l'espace public
de...
éd. ...
204 pages - 12 euros



Un féminisme décolonial
de Françoise Vergès
la tribune éd.
132 pages - 17 euros



Une culture du viol | la
française
de Valérie Rey-Robert
éd. Libertalia
300 pages - 18 euros

Passer vos commandes par correspondance, avec paiement par chèque (total du prix des livres + 15% pour le port) le tout à envoyer à l'adresse suivante : Librairie Publicco 145 Rue Amélie 75011 Paris. Ou passez à la librairie | du Mardi au Vendredi : 14h-19h30. Le Samedi : 10h-19h30. Et en permanence sur le site : www.librairie-publicco.com

